



C'est en prenant du recul par rapport aux événements du quotidien et en prenant comme fondement, le temps significatif dans l'évolution de l'économie marocaine (2019-2021), que ce recueil de ces chroniques (Tome 4) a été rédigé. L'objectif de ces chroniques est de mieux appréhender une économie Marocaine en ébullition, d'en souligner les challenges et les embûches qui l'attendent, d'attirer l'attention sur les dévoiements qui la guettent et de faire part des limites économiques et politiques censées assurer son essor et son développement. L'ensemble des chroniques, articles et contributions touche essentiellement l'économique et à certains égards le politique et le social au vu de leurs interférences et leurs enchevêtrements.

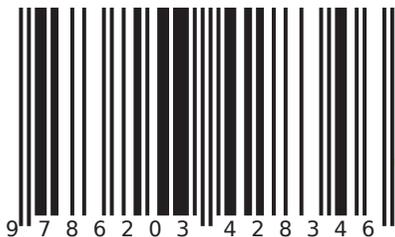


Mustapha MAGHRITI est Inspecteur Divisionnaire en chef au Ministère des Finances, titulaire de Doctorat (Relations Economiques Internationales). L'auteur est Chroniqueur, Journaliste ayant contribué par des chroniques dans plusieurs supports médiatiques avant de créer son propre site où il publie ses chroniques [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com).

Mustapha MAGHRITI

## Mes Parenthèses économiques

Mustapha MAGHRITI



**Mustapha MAGHRITI**

**Mes Parenthèses économiques**

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

**Mustapha MAGHRITI**

**Mes Parenthèses économiques**

FOR AUTHOR USE ONLY

**Éditions universitaires européennes**

**Imprint**

Any brand names and product names mentioned in this book are subject to trademark, brand or patent protection and are trademarks or registered trademarks of their respective holders. The use of brand names, product names, common names, trade names, product descriptions etc. even without a particular marking in this work is in no way to be construed to mean that such names may be regarded as unrestricted in respect of trademark and brand protection legislation and could thus be used by anyone.

Cover image: [www.ingimage.com](http://www.ingimage.com)

Publisher:

Éditions universitaires européennes

is a trademark of

Dodo Books Indian Ocean Ltd., member of the OmniScriptum S.R.L  
Publishing group

str. A.Russo 15, of. 61, Chisinau-2068, Republic of Moldova Europe

Printed at: see last page

**ISBN: 978-620-3-42834-6**

Copyright © Mustapha MAGHRITI

Copyright © 2021 Dodo Books Indian Ocean Ltd., member of the  
OmniScriptum S.R.L Publishing group

FOR AUTHOR USE ONLY

**Dédicace :**

C'est un cadeau que j'offre à mon père en sa mémoire de mon père le Breveheart, le Courageux jusqu'à sa dernière seconde M'Barek MAGHRITI que DIEU ait son âme en Sa Sainte Miséricorde

FOR AUTHOR USE ONLY

*"Marques ton empreinte ici, ça te servira dans l'Au-delà. C'est ton unique chance sur cette vie si éphémère, si épisodique, tu es de passage et tu ne sauras jamais le jour d'embarquement immédiat"*

Mustapha MAGHRITI

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Humour et Humeur: Perte de temps ou sources de motivation au travail ?**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 01/01/2020*

Le rire n'est-il pas le propre de l'homme disait l'écrivain français humaniste de la Renaissance, Rabelais, alias Alcofribas Nasier ?

Et pourtant, durant mes années dans le secteur public, plus de 23 chandelles, et encore aujourd'hui, je constate que le rire est souvent galvaudé et tiré par les cheveux. En effet, un grand nombre d'agents et de cadres administratifs pensent qu'être un bon fonctionnaire, un bon chef de service, un excellent chef de division ou un directeur signifie froncer les sourcils du matin au soir. Et pourtant, je me rappellerai toujours ce que m'a dit l'un de mes premiers collègues dans le Ministère de l'Education Nationale dans laquelle j'ai atterri un bon Lundi providentiel du 4 Mars 1996 : Pour être un bon fonctionnaire, il faut savoir être sérieux sans se prendre au sérieux.

De fait, pour la majorité, si non quasi-la totalité d'entre nous, nous ne sauvons pas de vie au quotidien et je me suis toujours demandé ce qui pouvait justifier que quelqu'un s'énerve ou se mine le moral pour une question de monotonie de travail.

Je me rappellerai toujours ce que m'a dit l'un de mes collègues lorsque j'étais jeune fonctionnaire quand je n'arrivai pas à trouver un fichier d'un grand fonctionnaire en état de promotion du travail; j'étais stressé, très stressé, et mon collègue de bureau m'a dit froidement et calmement la chose suivante : Mustapha, je vois dans tes yeux que cette affaire te stressait. Dis-toi une bonne chose, détend toi, il n'y a rien d'important ou de vital dans cette affaire. Et, il se mettait à me raconter une blague qui faisait la toile à cette époque toute en cherchant la fiche et Eureka, il l'a trouvée. Autant vous dire que mon état d'esprit n'était pas tout à fait le même après.

De ce fait et après ce jour j'ai commencé à relativiser, à dédramatiser mais aussi à gérer le stress avec l'humour et la bonne humeur. Pourquoi ?

- Primo, l'Humour aide à dédramatiser : Comme disait Marguerite Yourcenar "Il faut toujours un coup de folie pour bâtir un destin", ouvrir le bal et ébaucher une réunion potentiellement sérieuse par l'humour, une anecdote, une historiette permet d'aérer l'atmosphère sérieuse qui règne sur la réunion, une telle

plaisanterie permet de trimer, certes, mais entre personnes positives qui vont résoudre des problèmes et chercher des solutions plutôt que des coupables !!

L'humour et la bonne humeur d'un responsable dans la fonction publique ou un manager dans le secteur privé permet à tout le Team de travailler dans l'équanimité, l'accalmie et légalité d'âme. Je pense que la plus grande erreur qu'un administrateur ou un manager puisse avoir est d'oppresser son équipe quand on sait que dans le secteur privé plus de 50% des démissions sont imputables et motivées par la décision de s'écarter des vibrations négatives de son manager.

- Secundo, l'humour relaxe et relâche la parole : Je crois profondément que le management public d'aujourd'hui pâtit, semble-t-il, des non-dits, des refoulements par manque de climat de confiance. La bonne humeur et l'humour permettent à toute l'équipe de dire ce qu'il pense, de vivre les 8/24 en convivialité. En clair, un responsable capable d'humour est moins anxigène qu'un responsable qui ne va sourire que quand on le pince !

Avec humour, j'entends qu'il ne s'agit pas d'apprendre par cœur les meilleures blagues de Gad Elmaleh ou de Fellag. Un responsable qui a de l'humour, qu'il soit dans la sphère publique ou privée, c'est avant tout un manager qui sait "procréer" de la bonne humeur au travail pour fluidifier la parole de ses collaborateurs. Sa position hiérarchique ne doit aucunement lui être une entrave pour arriver à ce stade.

Bien des gens pensent que le fait de s'amuser et de rire au travail constitue une perte de temps susceptible de nuire à la productivité. Je pense plutôt le contraire. Pour moi une équipe qui rit, c'est une équipe unie.

Je crois viscéralement aux effets induits de l'Humour en termes de motivation et de productivité. Nous nous ne sommes pas tous beaucoup plus à l'aise en face de quelqu'un qui sourit plutôt qu'au regard de quelqu'un de méga-sérieux, qui ne doute de rien et qui prétend connaître les quatre vérités du monde ?

L'humour est une arme invincible du management de la motivation, j'en mets la main au feu : Savoir rigoler, reconnaître ses faiblesses par un Manager, n'augmenterait-elles pas sa crédibilité lorsqu'il s'agit de faire progresser les autres?

De là, dérive deux types de managers :

1- Celui qui sait tout : majestueux, outrecuidant, inaccessible, ce manager pense détenir son pouvoir par son savoir et son expérience. Ce manager gère un business et non un être humain.

2- Celui qui doute, et en premier de lui-même : humain, empathique, ce manager détient son pouvoir de sa relation à son équipe et de sa capacité à faire progresser celle-ci. Ce manager gère l'humain.

Ma prédilection et mon inclination va sans détour vers le second type de management. Le côté absolument essentiel du doute et de la relativité et du droit à l'erreur et de la délégation sont des piliers importants dans le management ; avec ce doute lié à une certaine dose d'erreur, l'équipe sera motivée comme jamais.

Un manager doit avant tout être humain aux yeux de son équipe. Or, nul être humain n'est parfait. L'humour est un excellent moyen pour faire passer ce message à son équipe.

Quand dans la direction des investissements extérieurs dans laquelle j'ai bossé avant qu'elle ne se mue en Agence, j'avais quelqu'un de très stressé surtout le stagiaire par les enjeux d'un stage impayé, par le travail qui lui a été confié, je ne manquais jamais de lui raconter l'anecdote que ça m'est arrivé le même stress de l'époque. Expliquer à quelqu'un que l'expérience qu'il est en train de vivre, vous l'avez déjà connue, maîtrisée et que désormais, c'est à votre tour d'être zen et de rassurer les gens est important.

Dans toutes les études scientifiques, c'est un secret de polichinelle que le sourire est bon pour la santé, il abaisse le rythme cardiaque et réduit temporairement la pression sanguine. Le Smile réduit également le stress en libérant des endorphines, lesquelles diminuent naturellement les hormones du stress, nous mettant ainsi de meilleure humeur. Les endorphines, de leur côté, réduisent les sensations de douleur. Le sourire et le rire sont ainsi bénéfiques à la santé. Ils renforcent le système immunitaire en lui permettant de réagir plus rapidement et de manière plus efficace contre les envahisseurs.

C'est pour cela qu'une tendance devient de plus en plus présente dans le secteur privé ; le milieu des entreprises qui est le management par le sourire surtout pour les managers pressés de réduire leur turn-over et, d'optimiser en productivité et punch.

Tenir son Smile, avoir l'aptitude à être épicurien en toute situation, pouvoir garder sa bonne humeur quelle que soit l'ampleur et le sérieux de la situation a des avantages en tant que manager.

Paradoxalement, le management paternaliste est un concept obsolète et vétuste. De nos jours, le relationnel est le sésame du succès du management ; le temps où les managers faisaient amalgame entre autoritarisme et autorité est anachronique.

La bonne humeur et le bon humour, en toute circonstance, permet d'obtenir au mieux le meilleur de ses équipes car ces dernières se sentent revalorisées, traitées comme des adultes et non pas "infantilisées". Divertir et égayer avec son Team, c'est se garantir une totale implication, un dévouement et un loyalisme plus fort.

A titre illustratif, avoir un manager qui vous donne envie de travailler pour lui, n'est-ce-pas comme en amitié, on préfère toujours le copain qui se marre, optimiste à celui qui se lamente sans cesse ? Et de cette comparaison, en management, il est toujours plus facétieux d'avoir des équipes souriantes que des équipes qui font grise mine durant le temps du travail voire même après, ce qui aura un impact négatif en termes d'efficacité et de productivité.

Notre Islam est plus qu'une religion; c'est un mode de vie à part entière. Il nous enseigne à nous comporter convenablement du matin au soir et nous apprend même les meilleurs moyens pour vivre heureux. le sourire n'est-il pas une Sunnah comme l'a enseigné le Prophète SALLA ALLAH ALLAYHO WA SALAM : « Ne néglige aucune œuvre de bien, pas même le fait de rencontrer ton frère avec un visage radieux. » [Rapporté par Muslim Et Timirhi]

Aussi, Abdoullah Ibn Al Harith a dit du Prophète SALLA ALLAH ALLAYHO WA SALAM : « Je n'ai jamais vu quelqu'un de plus souriant autant que le prophète MOHAMMED.. » [Tirmidhi].

le Prophète SALLA ALLAH ALLAYHO WA SALAM n'hésitait d'ailleurs pas à convier ses frères musulmans à sourire. Il considérait d'ailleurs le fait de sourire à un frère en islam comme un acte de charité en atteste ses nobles paroles : « ET Sourire à ton frère est une aumône » [Tirmidhi].

## **La Galanterie au 21<sup>ème</sup> siècle : Un comportement sexy ou une attitude sexiste?**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 19/01/2020*

Où est cette attitude à prononcer " Lady is first" à la femme sur le seuil d'une porte ? Où est cette gentillesse masculine à lui céder sa place dans les transports en commun ou à l'aider à porter ses bagages à les placer dans le compartiment d'un train sans se sentir avilies ? Où sont ces attitudes des hommes qui épaulent les femmes à porter leurs valises dans les Aéroports ? Où sont ces mecs qui invitent leurs femmes au restaurant en tirant légèrement le siège pour les inviter à s'asseoir, à leur ouvrir la portière de la voiture avant de monter lui-même ? Où est cette délicatesse à tirer la chaise pour que la femme puisse s'asseoir, prendre délicatement son manteau à son arrivée, la précéder dans les escaliers afin de ne pas être tenté de regarder sous son jupon ou encore le baisemain ? Où est cette contenance à être prévenant et attentionné à l'égard des femmes et de leur témoigner du respect et de la considération.

Hormis le jour du Saint-Valentin avec son cortège de roses, de lettres parfumées, la galanterie, hélas, devient de plus en plus rare.

Comme disait Honoré de Balzac dans la comédie humaine, le caractère de notre temps, a gangrené la galanterie ; le mot " galant " s'esquive ; la courtoisie à la femme fait de plus en plus lugubrement défaut ; la galanterie est reléguée au rang des accessoires, avec le sexisme qui prédomine. Pour preuve, selon des sondages, toutes les 7 minutes, 1 femme est violée en France !

Etymologiquement, la galanterie se présente comme un ensemble de manières développées par un homme en vue de faciliter les déplacements, les mouvements ou l'habillement d'une femme. Elle consiste, à titre illustratif, à laisser la priorité à la femme sur le seuil d'une porte, à lui céder sa place dans les transports en commun ou à l'aider à porter ses bagages. Plus généralement, il s'agit d'être prévenant et attentionné à l'égard des femmes et de leur témoigner du respect et de la considération". La galanterie serait donc une séduction " Soft" des hommes envers les femmes consistant à témoigner à ces dernières un respect, des attentions et des égards particuliers.

Que penser de la galanterie à travers le baisemain qui fut pendant des lustres comme un élément sublime de la civilisation occidentale, un symbole de

l'élégance ? Est-elle autre chose qu'un comportement phallocentrique et macho destiné à bisser aux femmes qu'elles sont congénitalement faibles qui les empêche aussi bien d'ouvrir aisément les portes que de porter seules leurs valises ? Quelles sont les frontières entre la galanterie, la séduction et le harcèlement ?

Je pense que la galanterie, expression d'affabilité, est une révérence à la femme, une escorte à sa faillibilité, une forme d'hommage à une mère, une manière de bienséance à une sœur, une manière de préséance à sa femme.

Pour moi la galanterie, c'est la class, la galanterie est romanesque et chevaleresque, c'est une touche auguste et noble. C'est l'ex-voto de la féminité, c'est l'expression même de la virilité et le symbole de la masculinité : C'est en cela que la galanterie est plus sexy que sexiste. Les hommes galants sont toujours ces hommes qui estiment les Femmes.

A mon sens, la galanterie, c'est l'exact contraire de la rusticité, de l'impolitesse, de l'impudence, des gestes inconvenants dont se plaignent nombre de femmes à l'heure actuelle, quand, dans la rue, elles sont confrontées aux sifflements et chuintements. Dans les bus et les tramways, elles sont accolées aux attouchements et au frotteurisme et à autres comportements aborigène et primitifs.

Contrairement, à la galanterie qui apparue en France qu'au XIIe siècle connue à l'époque sous le nom "d'amour courtois" ou aujourd'hui dans les sociétés modernes, comme un objet archéologique, l'islam, depuis plus de 14 siècle, accorda une grande considération à la femme, expression une déférence de l'homme envers la femme. Pour pièce à conviction, le Prophète, paix et bénédiction sur LUI, nous ne recommande-t-il pas dans ce récit, la piété envers les femmes et la nécessité de se montrer affectueux, affectif et affable avec elles ? pour preuve, le Prophète, paix et bénédiction sur LUI ne les fait-il pas ressembler à des amphores pour exprimer leurs fragilités et leurs sensibilités ?

Je ne crois pas que l'égalité que cherche la femme, soit au Maroc ou sur d'autres lieux, doit se conquérir au préjudice de l'élégance, de la politesse et des règles de bienséance qui rendent la vie en société plus agréable.

La galanterie doit être vécue comme une forme de respect et de profonde politesse en réinventant le savoir-vivre et de douceur des relations entre hommes

et femmes tout en évitant tout amalgame entre galanterie, séduction et harcèlement.

Au lieu de garder au frigo son feeling et ses sentiments jusqu'au jour du 14 Février de chaque année, les hommes ne doivent-ils pas rendre Saint-Valentin Day Everyday envers leurs femmes? Guillaume Apollinaire , n'a-t-il pas dit, dans les Trois Don Juan, qu'un homme bien né se reconnaît à deux qualités: la galanterie et la bravoure ?

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Accord de libre Echange Rabat/Ankara : Les dessous économiques de la pomme de discorde**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 29/01/2020*

Adam Smith est souvent considéré comme l'auteur emblématique et le pape du libéralisme qui incarnerait la foi dans les vertus du marché et de l'ouverture commerciale, qui à l'en croire, le libre jeu des mécanismes du marché et de la levée des barrières commerciales conduit à une situation d'optimum économique et que la liberté économique améliore la situation des pays libre-échangistes conceptualisé à travers sa fameuse théorie des avantages absolus. Qu'en est-il dans la réalité ?

Il n'en est rien. Pour preuve, le Maroc compte amender et replâtrer l'ensemble des dispositions de son accord de libre-échange avec la Turquie scellé en 2006.

Faut-il souligner, dans cette chronique, que l'ensemble des réactions relatives à l'accord de libre échange Maroc/Turquie ont été l'œuvre des seuls acteurs économiques et aucune position officielle de l'Exécutif Marocain n'a été observée comme c'est le cas avec la dernière sortie médiatique du Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Economie verte et numérique qui a fait le buzz durant plus de 2 semaines.

En effet, selon le Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Economie verte et numérique, l'ALE avec Ankara est asymétrique et bénéficie plus à l'économie Turque qu'à celle du Maroc qui enregistre des pertes annuelles estimées à plus 2 Milliards de dollars.

Le textile demeure le secteur le plus affecté par ledit Accord qui se matérialise par une chronicité du déficit de la balance commerciale où les importations des produits textiles en provenance de ce pays immolent l'industrie et les postes d'emploi au Maroc.

Ces ripostes contre l'asymétrie de cet ALE ne datent pas d'aujourd'hui : Rétrospectivement, en 2013, lors d'une visite officielle de Tayyip Erdogan et d'une importante délégation économique Turque, la Confédération Générale des Entreprises au Maroc (CGEM) avec à sa tête Miriem Bensalah-Chaqrone n'a-t-elle pas boycotté cette visite en signe de désapprobation contre les pratiques commerciales de la Turquie lors du Gouvernement Benkirane ?

Ne fut-il pas également le cas en 2018 avec la pression exercée par l'Association Marocaine des Industries du Textile et de l'habillement (AMITH) sur le gouvernement actuel ?

Comment peut-on expliquer une telle position de l'exécutif Marocain au regard de cet ALE Maroc/Turquie ?

- Primo, il y a lieu de mettre l'accent sur l'argument économique: Certaines marques turques portent préjudice à d'autres franchises et marques Marocaines en dépit de l'augmentation de la taxation sur les produits turcs puisque le Maroc ne peut manipuler le levier douanier en vertu de l'Accord bilatéral de libre échange.

Ces enseignes Turques éludent cette hausse de la TVA en délocalisant leurs usines dans d'autres pays. Ainsi, les intérêts des industriels Marocains se trouvent en fulmination. Ceci d'autant plus que l'essentiel des échanges avec la Turquie se cantonne sur deux secteurs traditionnels qui sont l'alimentaire et le textile.

De ce fait, le commerce international entre le Maroc et la Turquie est assurément asymétrique ; un tel déséquilibre se concrétise par la détérioration de la balance commerciale. En effet, selon les données de l'Office de Changes, les Exportations Turcs ont totalisé 21,5 Milliards de DH en 2018, soit quatre fois leur valeur de 2006. De l'autre côté, les exportations Marocaines vers la Turquie n'ont pas cessé de dégringoler de 20% par rapport à 2017 et de 25,7% par rapport à 2016 pour atteindre seulement 5,5 MMDH à fin 2018.

Aussi, depuis l'entrée en vigueur de l'accord en 2006, le déficit commercial est passé de 4,4 milliards à 16 Milliards de dirhams en 2018.

- Secundo, l'autre argument est géostratégique du Maroc avec l'UE et les pays du Golfe : Notre pays entretient de bonnes relations diplomatiques avec ces pays qui ne voient pas d'un bon œil le rôle joué par la Turquie au Moyen-Orient et en Méditerranée. Ce contexte pourrait donc bien impacter les relations économiques Maroc-turques.

Le Maroc, devant l'ALE procéda jusqu'à présent à l'augmentation des taxes et à la levée des exonérations sur les importations de textile, et ne peut agir sur les droits de douane puisqu'il est lié par l'accord bilatéral avec la Turquie et que celle-ci peut déposer plainte auprès de l'Organisation Mondiale du Commerce,

ce qui serait préjudiciable au Royaume et à son image de marque vu que l'OMC y est née en 1995 à la cité ocre Marrakech.

Les marges de manœuvre du Maroc sont très limitées. C'est pour cela que le Ministre Marocain de l'Industrie, du Commerce et de l'Economie verte et numérique avait menacé de rompre l'ALE entre Rabat et Ankara.

Face à une telle situation, le Maroc et la Turquie ont convenu de réviser l'actuel accord de libre-échange pour un commerce équitable lors d'une déclaration conjointe publiée à l'issue d'une réunion d'affaires tenue en marge de la 5ème session de suivi de l'Accord de libre-échange Maroc-Turquie ce 15 Janvier 2020.

Les investissements turcs doivent être encouragés au lieu des importations turques vers le Maroc qui sapent l'économie Marocaine à travers la perte d'emploi.

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Pression fiscale, équilibres politiques et sociaux : Quels liens ? Quelles accolades**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 10 Février 2020*

L'existence de l'impôt a toujours posé la problématique de son acceptation. Maurice Hauriou l'un des pères du droit administratif français n'a-t-il pas disserté que les contestations du pouvoir fiscal et par suite de l'impôt, sont anciennes qui peuvent prendre la forme de révoltes collectives ponctuelles ? Cette question est plus que jamais présente aujourd'hui avec l'augmentation constante d'année en année de la pression fiscale qui est à l'origine de remous sociaux.

L'actualité économique, politique et sociale ne cesse de nous montrer les relations intimes et tumultueuses entre l'augmentation de la pression fiscale et les révoltes sociales ; elle est jalonnée d'épisodes de révoltes populaires suite à l'aggravation de la pression fiscale pour faire face aux crises des finances publiques.

Il y'a quelques Mois, la France vit au tempo des grondements de la contestation des gilets jaunes qui ne cessèrent de protester nonobstant de toute une batterie de mesures prises par l'Exécutif Macron et de son rétrogression sur quelques récriminations des manifestants et de sa décision d'ouvrir un débat national. Or, faut-il le rappeler, ce sont justement des décisions fiscales qui ont mis le feu aux poudres.

La première protestation a été enclenchée suite à une décision directe avec l'accroissement de la taxe sur les carburants. La seconde décision, plus ancienne, a été remise à l'ordre du jour par le mouvement des gilets et porta sur l'absolution de l'impôt sur la fortune et sa substitution par une imposition plus "Soft » du point de vue financier.

En dépit du refus de Macron de revoir sa révision de l'impôt sur la fortune, l'annulation de la taxe sur les carburants n'a pas pour autant convaincu les manifestants des gilets jaunes.

Cette osmose entre les politiques fiscales et les révoltes a été systématisée par deux sociologues, Issac Martin et Nadav Gabay dans des investigations et travaux empiriques dans leur article baptisé « Tax policy and tax protest in 20

rich democracies, 1980-2010 » et édité dans le British Journal of Sociology n°3 de l'année 2018.

Cet article palpitant revint sur des parenthèses importantes de l'histoire récente des grandes démocraties, en particulier sur les liens qui se tissent entre les révoltes et les rébellions politiques et sociales.

De telles épisodes devraient interpeller les économistes à "dulcifier" une antique conviction conceptuelle, devenue une pratique de politique économique, surtout de politique fiscale.

Rappelons que Keynes et ses héritiers de l'économie politique, ont été convaincus que les impôts directs sont les plus anguleux et que toute pression additionnelle de l'impôt sur les revenus déchaînerait des remous politiques et contestations sociales.

En revanche, nous savons sciemment, depuis de longues années qu'un accroissement des impôts indirects est moins périlleuse du point de vue politique dans la mesure où ne ciblant pas de couches sociales particulières, elle est moins perceptible et plus ésotérique que discrétionnaire.

Or, cette investigation a remis en cause ce dogme en attestant qu'au contraire, ce sont les augmentations des impôts indirects qui ont été à l'origine des plus importantes dissidences au cours des dernières années.

Plusieurs argumentations ont été avancées par les deux sociologues, Issac Martin et Nadav Gabay pour corroborer cette hypothèse, en singulier lorsqu'il s'agit des taxes sur des biens et services particuliers ou lorsque le fardeau fiscal affecte un groupe social bien ciblé ou un produit particulier ou une industrie bien déterminée. Ces augmentations favoriseraient et attiseraient la structuration d'une rébellion sociale.

Les enseignements de l'histoire et les avancées théoriques montrent que la politique fiscale et les choix des priorités en termes d'imposition, pour accoler les dépenses et renflouer le budget de l'Etat, ne sont pas que des questions techniques/techniciens et qu'au contraire, il s'agit de choix foncièrement politiques qui ont des corollaires importants sur les équilibres sociaux et politiques.

Historiquement, Jacques-Bénigne Bossuet alias "Aigle de Meaux" n'a-t-il pas demandé au prince de modérer les impôts et de ne point accabler le peuple car "qui presse trop les hommes excite à des révoltes et des séditions" ?

De ce fait, la politique fiscale doit prendre particulièrement en considération quatre grandes prévalences :

- La première concerne l'efficacité et l'efficacité où le levier fiscal doit chercher à cantonner la pression fiscale dont l'augmentation est de nature à dérober les acteurs de leur devoir fiscal et les activités formelles vers la contrebande et le secteur informel : "Trop d'impôt tue l'impôt" est manifestement réel comme disait le chef de file et le vétéran de l'  cole de l'offre Arthur Betz Laffer dans ce célèbre aphorisme économique.

- La seconde est d'ordre économique puisque l'usage de la fiscalité peut exhorter ou dissuader le milieu des affaires à investir dans activités économiques productives.

- La troisième est d'ordre social : La fiscalité peut favoriser la solidarité sociale en encourageant la redistribution du produit social.

- Enfin, la fiscalité doit contribuer à la réécriture du contrat social en mettant l'accent sur la question de l'équité et la justice entre les couches sociales.

Au-delà du débat entre les différentes écoles, notamment entre l'  cole de la conception d'individualiste de l'impôt et l'  cole de la conception du devoir social du pouvoir fiscal ou de l'impôt et en en dehors des manipulations techniques, nous pensons que la politique fiscale contribue à l'édifice et au "building" du lien social en cimentant la solidarité et en favorisant l'équité et l'égalité au sein des sociétés modernes.

De ce fait, la fiscalité ne constitue-t-elle pas, n'en d  plaie à certains gourous à sa dimension technique et comptable, un moyen incontournable au rétablissement des grands équilibres politiques et sociaux ?

## **Le Roi Mohammed VI et la TPE : L'opus Royal au service de la Jeunesse Marocaine**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.com](http://www.maghriti.com) le 13/02/2020*

Après plus de trois Mois de l'appel royal, le secteur bancaire Marocain a été, in fine, au rendez-vous, les différentes institutions bancaires ont répondu présent à l'appel Royal avec un nouveau projet en faveur des TPE/PME. Le menu est affriandant à travers la fondation d'un numéraire de 6 Milliards de dirhams au prorata entre l'État et les banques échelonnée sur trois années pour adosser l'entrepreneuriat et lubrifier les mécanismes des relations entre l'institution bancaire et les demandeurs de crédit à travers un déblocage d'un portefeuille financier d'aide de 2 Milliards de dirhams de la part du Fonds Hassan II octroyé sous forme de crédits gratuits, relèvement du taux de la garantie de la Caisse Centrale de Garantie CCG à 80% et l'instauration d'un mécanisme de refinancement illimité de la part de Bank Al-Maghrib au taux préférentiel de 1,25%.

Dans le dessein d'accompagner le financement des entreprises, l'effort consenti par le GPBM est époustoufflant : Pour la première fois et dans l'histoire du système bancaire et financier au Royaume, le coût du crédit est ainsi plafonné à 2% et atteint même le summum de 1,75% pour la demande dans le monde rural.

L'audience Royale accordée pour la présentation du programme de financement des TPE, n'est pas exclusivement une occurrence financière, en arrière-fond se dessine une véritable clairvoyance Royale du Sultan Mohammed VI, qui s'inscrit dans la trame du projet du développement économique et social du Maroc du 21<sup>ème</sup> siècle. Dans cette maquette Royale, toutes les institutions y collaborent, le Ministère des Finances, l'institution d'émission, et le système bancaire. Sur ces crédits, les banques auront accès à un refinancement au taux de 1,25%. En contrepartie, elles ne pourront plus, dorénavant exiger des garanties personnelles, ce qui constituait, naguère, la principale obstruction au crédit pour les jeunes porteurs de projet et constituera au rebours un terme pour ceux qui décrient depuis toujours les épineuses conditions d'accès au financement bancaire.

Ce qui est aussi le plus saillant, c'est l'agencement d'une structure d'accompagnement, de commissions régionales et surtout de la participation de deux banques dans le milieu rural.

Ce projet résulte d'une vision d'ensemble caractérisée par plusieurs aspects où la fluidité de l'accès au financement en est le principal. Aussi, les détenteurs de projet auront l'accompagnement nécessaire à même à optimiser les meilleures chances de réussite.

Ces structures régionales répondent à un choix stratégique, d'ailleurs deux banques, déjà implantées, en milieu rural, s'engagent à consolider la bancarisation et à promouvoir les financements des projets.

A terme, la jeunesse marocaine sera la première bénéficiaire de ce programme qui aura des corollaires certains en termes d'emploi en générant 27.000 emplois directs par an et à l'accompagnement de 13.500 entreprises supplémentaires, selon les dires de l'argentier du Royaume, une retombée qui est loin d'être négligeable, surtout que cela concerne l'ensemble du territoire Marocain, y compris le monde rural.

Cette missive Royale met en exergue un vecteur crucial et vital pour le processus de croissance et de développement économique considérée, à notre sens, comme une courroie de transmission et de captation de l'investissement, source du développement économique et credo de toute politique économique du Maroc, quels que soit le sigle et la couleur du gouvernement.

La vision Royale de cet ambitieux projet véhicule un message politique qui est tout aussi important que l'impact économique et social : L'épître Royale adressée à la jeunesse Marocaine nous oblique et nous vire des discours souvent alarmistes et défaitistes.

Ainsi le jeune Marocain pourra concrétiser son rêve en devenant propriétaire de son propre projet, soutenu en amont par des structures dédiées à cette initiative Royale. Une telle initiative renforcera un climat de confiance porteur d'espoir pour les jeunes Marocains. De ce fait, ce programme TPE est une véritable aubaine pour la jeunesse Marocaine qui croit en ses rêves, ses potentialités et ses convictions en mettant un terme à l'Eldorado d'autres cioux et le brain-drain dont pâtit le tissu économique et social Marocain.

Pour réussir ce projet, les entités régionales doivent infailliblement avoir une vision d'ensemble découlant des projections intrinsèques à chaque région. Sous

cet angle, cette décision prise par le Monarque ne sera-t-il pas un autre levier au service de la régionalisation avancée tant attendue et débattue ?

L'histoire ne nous éclaire-t-elle pas le présent et le futur ? Le passé n'est-il pas une leçon du présent en nous balisant les voies du futur ? De ce fait et pour faire florès cette détermination Royale, le Team Saadine Elothmani doit impérativement prendre en considération au moins Trois points essentiels :

- Les enseignements de l'échec du crédit jeunes promoteurs qui nous démontrent que faute de rigueur, de belles créativité échouent,
- La mise en œuvre, le suivi, l'évaluation constante et le calibrage pérenne, doivent être au centre des préoccupations de l'Exécutif.
- Le Suivi en aval à travers les stratégies de distribution et de l'accès aux marchés. Elles sont les maillons qui permettent de vendre et reproduire le système des TPE.

La concrétisation de cette initiative Royale passe inéluctablement par l'investissement dans le jeune Marocain et pour le jeune Marocain afin qu'il secrète les «exponentiels» de l'investissement, de la productivité et de l'emploi. Si l'économiste Jean Bodin dans, les «Six livres de la république française», dissertait son célèbre aphorisme économique «Il n'est de richesse que d'hommes», j'épilogue mon propos «Il n'est de richesse que de jeunes Marocains épanouis» car, in fine, toi, oui toi jeune Marocain : «Rien de ce qui existe en ce monde n'est en dehors de toi. Cherche bien en toi-même ce que tu veux être puisque tu es tout. L'histoire entière du monde sommeille en chacun de disait Djalâl-ud Din Rûmi.

## **Le Succès d'une Œuvre Royale de l'Entrepreneuriat Juvénile TPE-PME : Quelles sont les conditions de réussite ?**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 02/03/2020*

Au regard de l'épée de Damoclès du chômage qui touche plus de 26% chez les jeunes de 15-36 ans selon les dernières statistiques du département Lahlimi HCP, l'entrepreneuriat Juvénile semble représenter le remède le plus adéquat et le plus pérenne à une telle tare économique et sociale. En effet, la cloche Royale lancée en faveur du nouveau Programme Intégré d'appui aux des TPE/PME par le Souverain Marocain est venue à point nommée à travers tout un menu alléchant : 6 Milliards de dirhams entre l'État et les banques étalée sur trois années pour cortéger l'entrepreneuriat et huiler les mécanismes des relations entre la sphère bancaire et les demandeurs de crédit à travers un déblocage d'un portefeuille financier d'aide de 2 Milliards de dirhams de la part du Fonds Hassan II octroyé sous forme de crédits gratuits, relèvement du taux de la garantie de la Caisse Centrale de Garantie CCG à 80% et l'instauration d'un mécanisme de refinancement illimité de la part de Bank Al-Maghrib au taux préférentiel de 1,25%.

Un programme de financement intégré qui a mis la jeunesse Marocaine au cœur de ses orientations stratégiques, une œuvre Royale qui ne peut réussir sans prendre en considération quelques conditions incontournables :

- Primo, Tirer des enseignements du crédit jeunes promoteurs en évitant de reproduire les erreurs du passé par l'accompagnement des jeunes promoteurs :

Les enseignements de l'échec du crédit jeunes promoteurs ne nous démontrent-ils pas que faute de rigueur, de belles créativité échouent ? Rétrospectivement, les solutions proposées par le pays depuis le début des années 90 pour lancer l'entrepreneuriat chez les jeunes connu sous le nom du Crédit Jeunes Promoteurs lancé le 20 février 1991 (Dahir n° 1-90-190 du 5 chaâbane 1411), ont buté au moins sur trois déficiences: le fardeau procédural, le dessèchement du financement, la non concordance des projets et la préparation immature des jeunes créateurs entrepreneurs.

Conséquence : Le bilan des crédits jeunes promoteurs a été très décevant ; presque un projet sur trois a été voué à l'échec, un volume de contentieux

alarmant, des impayés et des retards de déblocage des fonds de l'Etat. Les mesures d'accompagnement prévues par la loi firent défaut.

En matière de management des projets, faut-il souligner que l'aspect financement n'est qu'un des volets de la réussite du programme intégré des TPE/PME, les mesures de soutien sont incontournables. De là, découle d'autres conditions inéluctables.

- Secundo, la réussite du programme TPE/PME ne peut se faire sans l'assistance de la CGEM, des chambres de commerce et professionnelles, le secteur bancaire et l'OFPPT.

Dans cette optique et pour mémoire, l'OFPPT a tenté de lancer des projets ambitieux comme les stages d'insertion en collaboration avec la CGEM qui restèrent sans suite.

Le hic majeur vient de l'absence de cohérence et de synergie entre les différentes instances impliquées dans l'octroi du crédit. D'une part, les banques ont leurs contraintes et ne peuvent faire de l'aumône et la miséricorde, le CNJA se contentait de sa sphère consultative et n'avait pas de pouvoir décisionnel, les entreprises elles-mêmes cherchèrent plus à survivre qu'à former des jeunes.

Aussi, les couches sociales ciblées n'ont bénéficié ni de l'information nécessaire, ni de la formation suffisante pour s'engager et mener à bien leur projet.

En matière d'entrepreneuriat, la priorité doit résider dans la motivation, la qualité et la faisabilité du projet. Les institutions publiques dédiées, les banques, la CGEM, les conseillers privés, les ONG, les Autorités, l'Université et le réseau de la formation professionnelle doivent de concert s'investir en repérant les talents prometteurs et les projets à fort potentiel.

A ce titre, toute mesure n'est susceptible de produire des effets spécifiques sur l'emploi des jeunes diplômés que si elle est appuyée et soutenue par d'autres mesures préconisées dans le cadre d'une cohérence à portée plus générale. Dit autrement, l'insertion des diplômés implique une série d'actions synergiques propices au système d'éducation et de formation d'une part, et au système productif d'autre part, c'est à dire à l'environnement social et économique de l'emploi.

C'est à ce niveau vital que le pointeur du nouveau programme de financement TPE-PME, lancé par le Sultan Marocain devrait être recadré.

- Tertio, la mise en place des critères d'écrémage et d'éclectisme rigoureux, transparents, objectifs et impartiaux : Comme dit la maxime française " Qui ne risque rien, n'a rien", il va sans dire qu'un taux d'échec judicieux est incontournable. De ce fait, les projets innovants et ambitieux, sont même soutendus par des taux de risque élevés, c'est pourquoi, le risque d'échec ne doit dissuader ni le bailleur de fond, ni le détenteur de projet.

Il en résulte, une mise en place d'un mode de sélection des acquéreurs des projets qui doit être étayé sur des critères rationnels, transparents écarté de tout esprit de favoritisme et de népotisme.

- Quarto, une mobilisation optimale des ordonnateurs, des décideurs et des donneurs d'ordre :

Le rôle du climat de l'investissement, le milieu des affaires et du business est interpellé à s'assembler et à se mobiliser en faveur de cet appel Royal de bonnes augures. A cet égard, une véritable synergie des donneurs d'ordres doit se mettre en place en vue de lever toutes les entraves à la réussite de cette initiative. Le réseau bancaire doit offrir des produits et services adaptés aux besoins des jeunes entrepreneurs ainsi que l'accueil, la gestion, le suivi et la promotion nécessaire des détenteurs de projets. Avouons le, le vrai sujet n'est pas l'argent ou le décaissement du crédit, mais l'assistance des jeunes entrepreneurs. Ainsi, l'accompagnement sera décisif dans la viabilité du programme et sera un des facteurs déterminants dans la compétition entre banques et révélera, par ricochet, qui , parmi les banques Marocaines, sont les mieux armées pour la clientèle entreprise.

Sous cet angle, les Centres Régionaux de l'Investissement CRI selon leur nouvelle mouture auront à jouer un rôle crucial pour faire aboutir cette mission. Cela permettra de libérer les énergies de la jeunesse Marocaine et transformera leur ambition entrepreneuriale en donnant une impulsion et dynamique forte à notre projet de développement national. Ce plan Royal intervient à point nommé puisqu'il s'inscrit pleinement dans un contexte de mûrissement stratégique qui nécessite d'agir sur des questions structurantes et à fort impact économique et sociale.

- Quinto, le Suivi post-financement en aval à travers les stratégies de distribution et de l'accès aux marchés :

Les TPE sont très peu expérimentés et ne connaissent pas les grandes dédales et labyrinthes des canaux de distribution. De ce fait, l'accès aux débouchés est un maillon incontournable qui permettra de reproduire et pérenniser le système des TPE et montrerait la bonne foi du pouvoir économique. En 2019, l'argentier du Royaume a élaboré un arrêté ministériel qui ouvrira aux coopératives et aux entrepreneurs l'accès aux marchés publics. On ne peut que révéler cette initiative porteuse d'espoir pour le jeune milieu des affaires.

- Ultimo, favoriser l'émergence d'une classe moyenne agricole :

Pour y parvenir, le Maroc mise sur un plan intégré d'accompagnement, basé sur des crédits à taux de crédits historiquement bas, plafonnés à 1,75% pour les bénéficiaires en zone rurale, et à 2% en milieu urbain, c'est une première dans le pays où l'oisiveté touche plus de 26% chez les jeunes de 15-36 ans. Ceci passe aussi par les réductions des inégalités, la promotion de l'emploi rural, l'accompagnement de l'entreprenariat individuel et de la petite et moyenne entreprise agricole Baptisé "Al Moustatmir Al Qaraoui", la coordination des actions d'appui et d'accompagnement de l'entrepreneuriat au niveau des régions et l'inclusion financière des populations rurales qui sont autant de sentiers pour créer de la valeur, individuelle et collective, et par ce biais, élever le revenu national.

Les crédits consentis selon leur répartition sectorielle et territoriale devront faire l'objet d'un monitoring régulier. Idem, un intérêt régulier doit être accordé aux dossiers qui n'ont pas bénéficié d'un accord positif pour cerner les mobiles derrière le refus des crédits et y apporter éventuellement les réponses appropriées en matière d'accompagnement.

L'émergence d'un tissu de TPE compétitives présupposeraient d'agir sur le cycle de développement, de croissance et de maturation de ce chaînon de la maille de notre système productif. Des actions vigoureuses et créatives seront impératives pour développer des niches à fort potentiel, renforcer les capacités d'anticipation et surtout assurer une insertion réussie dans les chaînes de valeur locales pour tirer profit des effets d'entraînement et des "positive-spillover-effects" des grands pouvoirs économiques. Cela suppose d'inscrire notre stratégie de développement et d'émergences des TPE en étroite cohérence avec

les autres stratégies sectorielles des grands groupes. Sachant que notre tissu productif est formé de 95% de TPE qui ont une forte contribution de création d'emploi, elles repêcheront, in fine, à la création durable de la richesse, la lutte contre la pauvreté, à l'amélioration du niveau de vie et partant à l'inclusion sociale et au bien être Marocain.

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Périple meurtrier d'un anathème chinois sur notre planète : Quelles mesures de riposte ?**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.com](http://www.maghriti.com) le 15/03/2020*

Depuis l'annonce du premier cas de coronavirus dans un marché aux fruits de mer de Wuhan en Chine le 31 décembre 2019, le nombre de sujets affectés par le Covid-19 ne cesse de faire tâche d'huile en entamant son périple sanguinaire dans plusieurs contrées de la planète (les statistiques actuelles livrées par l'OMS font état de 110.000 affectés et 3800 Morts) avant de passer au Maroc à travers l'infection d'un concitoyen ayant séjourné quelques jours en Italie pour que le bilan passe à 28 affectés . De ce fait, le coronavirus fait partie aujourd'hui du paysage national, avec sa malignité, les inquiétudes qu'il suscite, la frayeur qu'il génère chez les Marocains.

Il fera, toute chose égale par ailleurs, des victimes dans tous les pays qu'il visite à l'instar de sa présence dans plus de soixante États de par le monde. Au regard de ce virus, il convient de rationaliser l'irrationnel en évitant au moins 6 écueils :

- Primo, Il ne faut pas succomber à la frayeur, laquelle est notamment attisée par des Fake/News qui châtient et pullulent sur les réseaux sociaux, ce fléau fait de plus en plus place à une vraie endémie, c'est "l'infodémie" qui l'accompagne ; la fluidité de diffusion de l'information et à l'accès à celle-ci couplés aux infox auxquelles sont exposés les internautes, expliquent en partie le foisonnement des comportements irrationnels

- Secundo, en raison de son statut de pays touristique, les autorités compétentes doivent claustre et barricader les frontières terrestres, maritimes et aériennes à travers des cellules de veille, de riposte et de surveillance épidémiologique qui s'imposent face au virus Corona à travers un dispositif de contrôle et de diagnostic virologique draconien pour éviter que des cas supplémentaires ne passent entre les mailles du filet dans le futur,

- Tertio, il est un Must de dépassionner les rumeurs relatives au virus Corona en menant de véritables campagnes d'information les plus évasées, les plus étendus, les plus explicites en milieu urbain, rural ou en milieu péri-urbain à travers les ondes de radios, de chaînes de télévision, de supports écrits et affichage pour des actions de longue durée sur les moyens de prévention, car

depuis que le Ministère de tutelle a commencé à comptabiliser les premiers cas de Covid-19, nos concitoyens qui sont à la fois surinformés et désinformés sont pris de phobie et d'effroi. A cet égard, le speech du chef de l'exécutif Marocain Saâdeddine El Otmani est à saluer pour dépassionner le débat ainsi que les mesures préventives à prendre pour se prémunir contre le Coronavirus.

- Quarto, afin d'éviter sa transmissibilité, le Ministère de tutelle devra se pencher sur les mécanismes à mettre en place pour augmenter, pour les professionnels de santé, la capacité de production de gants, de masques médicaux et de gel hydro-alcoolique pour se prémunir eux-mêmes, et éviter que leurs patients ne soient infectés ou infectent d'autres personnes. Ils ont aussi besoin de respirateurs, lunettes de protection, écrans faciaux, blouses, etc.

- Quanto, les services du contrôle des prix relevant respectivement du Ministère de l'Intérieur et du département du Commerce et de l'Industrie doivent rassurer les Marocains que l'offre des denrées alimentaires couvre largement la demande pour éviter les comportements "Panurgiens" et hystériques dans les différentes grandes surfaces et des comportements spéculatifs qui peuvent en résulter qui risqueraient de hausser les prix,

- Ultimo, le renforcement de la coopération en la matière devient de plus en plus une nécessité impérieuse pour tous les membres de la communauté internationale. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les besoins mensuels en masques médicaux, en gants et en lunettes de protection sont évalués respectivement à 89 millions, 76 millions et 1,6 million.

Faut-il souligner, en guise de conclusion, une chose rassurante : Malgré toutes ses tares, ses failles et lacunes, les autorités sanitaires Marocaines, véhiculent des informations transparentes au jour le jour accompagnées de mesures d'isolement pour les cas douteux, ainsi que la disponibilité d'infrastructures adéquates pour traiter les malades ; le Maroc est aujourd'hui dans la première phase de son plan de veille et de riposte au Covid-19. Il ne passera à la deuxième phase que si le nombre de cas suspectés dépasse les 200 et celui des cas confirmés les 50. D'où, pas de panique !!

## **La bataille contre le Coronavirus Covid-19 au Maroc : Un combat national**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 26/03/2020*

L'anathème du Coronavirus a chambardé et chamboulé toutes les évidences et les manifestes des prévisionnistes, des scientifiques, des chercheurs, des médecins, même des plus érudits. Une unique et seule contre-offensive : Démolir et détraquer le maillon de la contagion et de l'infection, puisqu'à ce jour, il n'y a aucune sérothérapie, ni vaccin, ni antiseptie. La seule immunisation possible jusqu'à ce moment, c'est annihiler et anéantir la contamination.

Pour preuve, les scientifiques ne se sont-ils pas acculés devant des secrets de polichinelle de l'hygiène, de la désinfection, de la prévention, de la stérilisation, de l'asepsie et de l'antiseptie ?

Les scientifiques ne sont-ils pas coincés devant des mesures séculaires et des bonnes manières primitives à l'instar de se laver les mains régulièrement, éviter les accolades et les étreintes, et se conformer à la distanciation sociale et le confinement ?

Toutefois et paradoxalement à ce que l'on pourrait penser, le confinement ou la distanciation sociale n'est pas une fracture des fils, ni une rupture des fibres sociaux, mais au contraire c'est un acte de solidarité : Chacun de nous est interpellé, pour se prémunir, à protéger les autres. Ainsi, nous redécouvrons que c'est la différence et l'altérité qui forgent le vivre ensemble.

Nul n'ignore que cet ébranlement sanitaire et les corollaires qu'il entraîne ont, assurément, des répercussions économiques et sociales et qu'on ne peut les outrepasser qu'en s'étayant sur deux valeurs substantielles : La discipline et la solidarité.

En effet, au Maroc, à partir de 18H du Vendredi 20 Mars 2020, l'état d'urgence sanitaire a été appliqué à travers l'adoption, par l'exécutif Marocain, de deux projets de décrets lois, l'un pour créer un cadre légal aux situations d'urgence sanitaire, une notion qui n'existait pas en tant que telle dans le corpus juridique Marocain. L'autre pour se mettre en conformité concernant l'actuelle période. Cet état d'urgence sanitaire est d'une durée d'un Mois au maximum, soit jusqu'au 20 avril 2020 à 18H s'il n'est pas renouvelé.

Malgré ce qu'implique ce confinement sur le plan économique, social et psychologique, nous n'avons pas le choix, il nous faut nous astreindre, se soumettre et se plier à genoux aux directives des autorités, sans égocentrisme, ni autisme. Faut-il le rappeler, cela rentre dans l'optique du devoir de la responsabilité collective et partante dans la solidarité.

Depuis que le Souverain Mohammed VI a donné ses instructions pour procéder à la création d'un fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie de coronavirus, le 15 Mars 2020, la solidarité dans notre patrie, il faut l'avouer, a été exprimée de manière spontanée, bénévole et bienveillante à des niveaux que peu de pays connaissent ou peuvent même espérer.

Contre ce vibrion et microbe, nous affrontons un combat que nous ne pouvons triompher qu'ensemble et que je gage que nous allons gagner parce que nous sommes une nation de solidarité.

A l'appui de notre allégation : Pour atténuer les contrecoups sociaux et économiques du virus Corona, des Millions et des Milliards de dirhams ont déjà été collectés, et le peuple Marocain, chaque Marocain, chacun selon ses moyens, s'attroupe et se mobilise.

Cet engouement et ce zèle ne nous rappelle-t-il pas celui qui a couronné la Marche verte du 6 Novembre 1975? Voir une nation solidaire, soudée et unie avec une seule visée celui de tarir et contenir le virus Covid 19.

Aussi, la solidarité se matérialise par les gestes au jour le jour : N'est-il pas mirifique cette jouvence Marocaine dotée de masques, de désinfectants, à leurs frais pour aseptiser les moyens de transport et qui propose ses services, pour faire les courses à la place des plus âgés ou ceux et celles qui partagent des subsistances et des provisions avec leurs circonvoisin ?

En plus du plan d'action médicale mis en place par la tutelle, l'arrivée en renfort de la médecine militaire sur Hautes instructions du Souverain Marocain, Chef suprême et Chef d'état-major général des Forces Armées Royales ne montre-elle pas une réanimation du sens du devoir, de la solidarité et la cohésion nationale ?

La stratégie Marocaine suscite l'admiration non seulement par la célérité de sa mise en œuvre, mais également et surtout par l'implication multiforme de toutes les institutions et composantes de la société.

Les chiffres sont en effet éloquentes : Le Royaume arrive parmi le quatuor de tête dans les pays ayant mobilisé le plus de moyens par rapport au PIB. Ainsi, le Maroc est classé quatrième avec 2,7% du PIB juste derrière la Suède, le Chili et la Nouvelle Zélande. Une prouesse importante qui en dit long sur le degré d'implication pour stopper la propagation de la pandémie Covid-19.

L'expérience singulière du Maroc en matière de lutte contre le coronavirus s'impose comme l'une des meilleures à l'échelle de la planète. Le constat n'est pas fait au Maroc mais il est de plus en plus dressé par les observateurs avisés de l'étranger. Le dernier article en date a été publié par le quotidien espagnol à grand tirage, El Pais dimanche 22 Mars 2020 où ce dernier positionne le Royaume à «l'avant-garde mondiale» en matière d'adoption de mesures drastiques pour freiner l'expansion du nouveau coronavirus (Covid-19). «El Pais» explique en outre que le Maroc a pris l'initiative de prendre des mesures «plus restrictives» pour faire face à cette pandémie alors que d'autres pays sévèrement touchés par le coronavirus ont pris du retard.

Cette solidarité atteste et certifie que nous faisons Nation. Nous serons une brigade Marocaine irréductible tant que la discipline et la solidarité prédomineront. Nous devons garder cet état d'âme quelle que soit la durée de la pandémie Covid-19.

Le Maroc n'est-il pas in fine, en train de vivre un tournant dans son histoire ? Un nouveau chapitre s'écrit, ce nouveau modèle de développement tant attendu, la pandémie planétaire l'a interpellée en chemin ! Il est en train de se forger d'une manière instinctuelle où la survie du peuple passe avant l'économie et tout cela par la grandeur du Roi Mohammed 6 qui a pris les bonnes mesures, au moment opportun pour aviver un plan de bonne gouvernance et de sauvetage de bonnes augures.

Nous devons nous demander non seulement, en guise de conclusion, comment surmonter la épée de Damoclès de la Covid-19 puisque la discipline et la solidarité sont là, mais aussi et surtout quel genre de Maroc nous habiterons une fois la tempête du Corona est passée ?

## **Le Maroc au temps de Corona, un Maroc nouveau se façonne**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 09/04/2020*

Un anathème sanitaire a sapé l'humanité avec une telle célérité qu'elle semble avoir médusé tous les dirigeants de la planète. Nous perdons nos illusions : Ce qui semblait être le monde dominant et commandant la nature avec les rushs et les ruées des révolutions cognitives, biotechnologiques, de la microbiologie et de la biologie moléculaire a sombré subitement d'un coup. Ces édifices architecturés sur les dogmes du libéralisme, de la mondialisation, de la royauté du marché, de la main invisible et l'Etat gendarme voire même voyeuriste a laissé libre cours à une métempsychose pure et dure du Keynésianisme, voire même d'un nouveau socialisme de réconciliation sociale.

Ainsi, la leçon est patente, le postulat est clair : le marché que chantait en chorale les courants d'obédience ultralibérale à lui seul, ne peut être à lui seul le régulateur de l'économie pour régenter les crises partout dans le monde.

Il a fallu que la razzia d'une pandémie planétaire (Covid 19) affecte l'humanité pour que nous nous rendions compte que moult choses auraient pu être faites et depuis longtemps afin que le Maroc soit différent, sinon meilleur : Crise d'analphabétisme, de pauvreté, de déficit de santé, de citoyenneté ...

A quelque chose malheur est bon : Avec cette pandémie, près de 31 Milliards de Dhs ont été recueillis en quelques jours pour servir à équiper des hôpitaux, à réapprovisionner et ravitailler les besoins des familles les plus démunies, à approvisionner des stocks de médicaments pour étancher nos déficits sociaux. Cette mobilisation sociale sans précédent n'aurait-elle été pas faite naguère ?

Depuis avant-hier Mardi 7 Avril 2020, les familles et les personnes touchées par la crise ayant perdu leurs emplois et déclarés dans le système de la sécurité sociale, ainsi que les personnes disposant du RAMED ont commencé à percevoir leurs pensions issues du fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie de coronavirus créée le 15 Mars 2020 sous les auspices du Souverain Marocain.

Aussi, toutes les personnes faisant partie de la trame de l'économie informelle ne disposant pas de RAMED percevront dans les jours prochains des indemnités sociales en fonction du nombre de personnes à charge dans chaque famille.

Ainsi, le Maroc s'est montré, sur l'arène internationale, capable de mettre en place un dispositif de revenu universel qui permettrait à tous ses citoyens de se sentir prémunis, insérés et intégrés dans la société Marocaine.

Nous ne sommes pas en train d'écrire une autre page de l'histoire pour les générations nouvelles et futures ? Nous y inscrivons la manière dont nous traversons ce moment scénique de notre époque ou d'une nouvelle ère qui s'invente chaque jour, chaque heure. Nous avons ainsi l'opportunité de leur démontrer et attester que nous faisons preuve de solidarité, de tolérance, de compassion et d'entraide les uns envers les autres.

Cette cohésion à la Marocaine ne suscite-t-elle pas le lyrisme non seulement par la vivacité de sa mise en action, mais surtout par l'implication de toutes les franges de la société ? Une prouesse sociale d'envergure qui en dit long sur le degré d'adhésion pour obstruer la prolifération de la pandémie Covid-19.

Cette adhérence authentifie que nous faisons Nation. Nous serons une pléiade Marocaine irréductible tant que la solidarité prédominera. Nous gageons que nous devons garder cet état d'âme quelle que soit la durée de la pandémie Covid-19 et même une fois la tempête du Corona est passée.

## **Quelle Stratégie de Gouvernance Nationale de lutte contre le Covid-19 au Maroc ? Quelles sont les grandes priorités ?**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 21/04/2020*

D'emblée et en guise de prologue, la crise du Covid-19 ne constitue-t-elle pas le plus important challenge que les politiques publiques ont eu à "manager" depuis l'indépendance dans notre patrie ? Historiquement et rétrospectivement, aucune crise économique, politique ou sanitaire n'a eu les corollaires dirimants et ravageurs que nous sommes en train de traverser aujourd'hui.

Le défi posé par cette pandémie du Corona est d'autant plus d'actualité que le Maroc vit une phase difficile et complexe : Si le Maroc a connu d'importantes avancées sur la voie de la mise en place d'une nouvelle expérience démocratique connue sous l'Exception Marocaine et réussissant le Printemps Arabe, les transitions économiques et sociales achoppent devant de grandes embarras et notre pays peine à définir un nouveau modèle de développement économique et à mettre en place un nouveau contrat social. Ces difficultés sont venues grever sur les effets déprédateurs de cette pandémie du Covid-19.

Les répliques des institutions officielles n'ont pas tardé à se mettre en place : Sans balbutiement, les stratégies et la réactivité des autorités de l'exécutif Marocain n'a pas tardé à rétorquer en embrassant les dimensions économiques, sociales et sanitaires de la crise.

De notre point de vue, ces réponses doivent continuer à s'inscrire dans une stratégie globale en cherchant à extirper la pandémie et prémunir les citoyens Marocains et les acteurs économiques. A cet égard, au moins, trois priorités nous semblent incontournables :

1- La première des urgences dans la lutte contre le Covid-19 concerne l'arrêt de la transmission du virus. La réponse et la réactivité de notre pays a été rapide indépendamment de l'évolution de la pandémie et des expériences des autres pays (chose qu'il faut saluer). C'est ainsi qu'on est passé d'une stratégie de confinement limité à l'état d'urgence sanitaire décrété le 20 Mars jusqu'au lundi 20 avril 2020 et qui vient d'être prorogé d'un Mois, soit jusqu'au 20 Mai 2020 suite au conseil du Gouvernement du 18 Avril 2020. Or, les autorités publiques éprouvent encore de grandes difficultés à faire respecter le confinement (plus de 25.000 arrestations pour non-respect des mesures de l'état d'urgence sanitaire

selon la DGSN et la présidence du Ministère Public) pour plusieurs raisons qui ne sont pas toutes liées à un manque de conscience de la part des citoyens. Il faut aussi mentionner toute cette population exclue du modèle de développement, qui vit au jour le jour et qui ne peut survivre à un confinement aussi strict.

Ces mesures sont incontournables au vu de la progression de la pandémie et des mutations inquiétantes du virus dans le monde et qui rendent sa maîtrise encore plus difficile.

Ces mesures ont été rapidement renforcées par une mesure importante à savoir le port des masques à partir du 7 Avril 2020. A cet égard, Pour garantir ces masques en quantités suffisantes et dans le cadre de la mise en œuvre des instructions Royales, les autorités ont mobilisé un ensemble d'industriels nationaux pour les produire, de même que leur prix de vente a été fixé à 80 centimes l'unité et ce, avec le soutien du Fonds spécial Covid-19.

Tous nos efforts doivent converger vers la réalisation de ces deux objectifs majeurs pour favoriser une maîtrise rapide de la progression du virus. Sur ce registre, les mesures proactives sous hautes instructions Royales ont permis d'éviter le pire et de mettre la pandémie sous contrôle au Maroc avait déclaré le Ministre de la Santé dimanche 19 Avril 2020. Ce sont ces mesures qui doivent être renforcées et valorisées ; elles sont des conditions sine qua non pour envisager un début de déconfinement.

La seconde priorité, c'est soutenir : Dans cette conjoncture mélancolique, l'Etat Keynésien est revenu sur le marbre de l'actualité, l'Etat qui est l'expression de la volonté du vivre en commun doit déployer des efforts laborieux dans la protection et la sécurité des citoyens et des acteurs économiques. A ce titre, toute une batterie de mesures ont été prises par le Gouvernement Marocain. Banque Al-Maghreb n'est pas en reste ; elle a également mis en place des mesures éminentes et "philanthropiques" qui couvrent les acteurs économiques en épaulant les entreprises à faire face à une caverneuse crise de liquidité et ce en différant moult échéances fiscales ou sociales.

Notre chère Patrie a été intelligente en manipulant le levier monétaire ; les mesures budgétaires ont besoin d'un temps de conception ; une réponse par le budget exige un mécanisme de validation, un vote au parlement... L'exécutif a donc commencé par la politique monétaire, car elle reste plus flexible dans les

situations d'urgence. Elle concerne également un rapport direct entre banques et entreprises en traitant un problème réel et urgent : celui de la trésorerie.

Aussi, Bank Al Maghreb a pris un certain nombre d'initiatives en abaissant son taux directeur et en ouvrant la possibilité à un refinancement beaucoup plus large. Toutefois, il faut désormais inciter les banques à transmettre ces orientations à la sphère de l'économie réelle. Il faut de la veille et de la surveillance. En situation de crise, la banque centrale doit être beaucoup plus vigilante que par le passé.

Ces mesures altruistes ont également comporté les ménages avec des aides sociales pour les couches les plus défavorisées et les plus touchées Ramedistes et non Ramedistes où c'est la première fois qu'on utilise le transfert monétaire en tant que revenu d'assistance.

Toutefois, il est important de souligner deux points essentiels :

- La base de données, créée pour donner corps au RAMED souffre certes d'un certain nombre d'insuffisances, de déperditions, des fuites qui se matérialisent par effets secondaires négatifs : Des personnes qui bénéficient de transferts sans les mériter, et d'autres qui les méritent mais qui n'en bénéficient pas qui se comprend et se justifie par le choc de l'urgence où il a fallait très vite. Ce biais, les autorités en ont pris conscience et c'est pour cela qu'un autre soutien à l'adresse des non Ramedistes a été mise en place en attendant la mise en place du Registre social unique, qui est dans l'agenda politique.

- Si ces mesures étaient nécessaires et importantes, elles ont été marquées par l'urgence et l'approche de court terme ne doit prédominer (certes, le choc et l'urgence de cette question nous imposaient de réagir pour aller très vite dans la solidarité). Or aujourd'hui, il est clair que ce virus continuera à affliger notre Patrie pour des mois. Il est important de réfléchir sur les moyens de transformer ces formes de protection et d'aides pour les acteurs économiques et les citoyens et les rendre plus durables.

La troisième priorité, c'est de relancer : Le Souverain Marocain et la patrie sont persuadés que nous parviendrons à maîtriser cette pandémie. De ce fait, Il faudra avoir une vision de moyen et long terme dès maintenant en commençant à prévoir et planifier l'après avec le Must de renouveler nos modes de vie et notre contrat social.

A ce titre, nous devons entamer notre réflexion dès aujourd'hui sur trois questions essentielles :

- La première concerne le regain impérieux de l'apostrophe sociale et la nécessité de redéfinir nos priorités sociales et sociétales. Sous cette optique, une nouvelle vision des secteurs de la santé, de l'éducation et des mécanismes de solidarité sociale doit être au cœur de nos urgences. Cette priorité doit commencer sur la base des besoins mis en évidence par la pandémie.

- La seconde question prioritaire concerne le modèle de développement économique et nos choix stratégiques, notamment dans le domaine industriel. Cette crise a remis à l'ordre du jour la notion de souveraineté et la nécessité de développer et de maîtriser un grand nombre de secteurs stratégiques dont l'industrie pharmaceutique. Il est important aujourd'hui de réfléchir sur les priorités de notre développement et les secteurs stratégiques que nous devons développer.

- La troisième question concerne les nouvelles technologies et la numérisation de nos procédures. En dépit des affirmations officielles et des efforts de certaines startups, nous continuons à enregistrer un retard dans le domaine des nouvelles technologies et de la numérisation. En effet, la distribution des aides sociales au cours de cette pandémie et les queues aiguës par les mesures barrières pour les paiements ont montré ce retard. Il est temps aujourd'hui d'élaborer une véritable stratégie pour rattraper le temps perdu et entrer véritablement dans le monde 4.0.

Endiguer, protéger, soutenir et relancer doivent être les grandes priorités et les grandes urgences d'une stratégie de gouvernance nationale de lutte contre le Covid-19. Avec les orientations Royales et la solidarité corps et âme entre les Marocains, nous gagnerons cette bataille.

## **La révélation Humaine et Sociale des Marocains au temps du Corona**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 28/04/2020*

Avec la pandémie Covid-19, nous traversons une phase morose et épineuse, avec toutes les afflictions et les douleurs qui en résultent. Or, dans une telle atmosphère angoissante du corona, nous devons être optimistes en regardant la partie pleine du Verre : le Covid-19 ne nous a-t-il pas dévoilé de précieuses révélations sur le plan social, et humain ? Certaines ont été déjà connues et se sont amplifiées, tandis que d'autres ne furent-elles pas de véritables dévoilements ?

Ce séjour indésirable du covid 19 est en train de nous procurer des leçons sur le capital humain que recèle notre chère Patrie ; tous les Marocains de Tanger à Lagouira se sont montrés des héros dans la gestion au jour le jour si non minute-minute et seconde-seconde dans la gouvernance du corona.

Avec cet anathème, nous avons appris, chacun de nous, que l'Homme-Maroc-Citoyen instruit ou non instruit est un facteur déterminant dans la réussite de la bataille contre cette pandémie où les ressources sont d'abord et avant tout humaines.

Depuis peu, nous avons pu reconnaître, que les coûts cachés de l'ignorance et l'inconscience sont plus élevés que l'on croyait ; jadis, on estimait que les effets ravageurs de l'ignorance, de la maladresse et l'analphabétisme peuvent aller jusqu'à la délinquance, en passant par l'oisiveté et la pauvreté. Maintenant, ne voyons- nous pas littéralement que cela est aux antipodes dans notre patrie ?

Nous avons pu prendre acte que majestueusement c'est le Capital Humain du Maroc qui s'est réellement mobilisé, soit par des initiatives individuelles ou collectives pour empêcher le pire, en l'occurrence, les médecins, les infirmiers, les enseignants, les gardiens de paix et les services du nettoyage, désinfection et collecte des ordures à travers des agents de propreté ( Hommes et Femmes) en premières lignes droit devant le virus Covid-19 avec un important arsenal déployé pour désinfecter les agglomérations, pour nettoyer les rues et stériliser les espaces publics et ce dans un élan de solidarité et un devoir de citoyenneté.

En sus, cette contagion ne nous a pas attestés que tous les secteurs sont interreliés ? Santé, sécurité, économie, éducation, médias, n'interfèrent-ils pas

ensemble, pour induire que la transversalité devient la règle et que seul l'Homme Marocain constitue le point de relai entre les différents champs d'action ?

Dès lors, nous en concluons que, les actions de l'Etat doivent être interdisciplinaires plutôt que de bâtir des plans économiques et chercher, subséquemment, des convergences sectorielles. Le professionnalisme par laquelle est entraîné d'être bataillé ce virus au Maroc est due en grande partie à l'approche intégrée et multidisciplinaire d'un problème à caractère sanitaire. Ces efforts auraient pu être beaucoup plus consolidés par une infrastructure de R&D, hélas, quasi inexistante au Maroc. La recherche scientifique (pas seulement médicale) n'est-elle pas un maillon transversal incontournable qui cimente l'ensemble des activités économiques et sociales dans les pays émergents ou développés ?

Aussi, nous remarquons avec satisfaction et gaieté que les médias traditionnels Marocains sont entraînés de récupérer leur influence : Pour gagner son combat du 4<sup>ème</sup> pouvoir contre le Covid 19, l'Etat Marocain ont eu recours aux chaînes officielles, en l'occurrence, bouquets de la RTM et 2M, longtemps désertées à la faveur des réseaux sociaux, à cause d'une overdose du contenu vicinal et rebattu. Toutefois, nous avons remarqué que les Marocains ont regagné les chaînes TV Marocaines une fois le contenu s'est hissé, intéressés par les bulletins d'information, les capsules vidéo explicatives, informatives, constructives.

Ainsi les chaînes traditionnelles sont capables de redorer leur blason en bâtissant un Maroc fort et émergent que nous escomptons ; les chaînes classiques sont capables de reconquérir l'auditoire Marocain à condition de télédiffuser plus de contenu intéressant et constructif dans leurs programmes.

En sus, acculé aux contraintes de la crise, le Maroc est en train de réaliser un grand tremplin vers l'économie digitale où le Capital Humain Marocain a pu développer un savoir-faire qui sera certainement capitalisé au profit de notre chère Patrie ?

A titre illustratif, parmi, les compétences acquises grâce à la pandémie du Covid-19 est l'acheminement sensationnel vers la maîtrise et l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Ainsi, le secteur public à travers les administrations, le secteur privé via les entreprises,

les étudiants, etc. sont dorénavant taillés à utiliser les outils de la NTIC, stimulant conséquemment la transition numérique du Royaume. Partant, le E-learning, E-gouvernement, E-commerce, Remote Work, .....etc. ne sont-ils pas présentement une réalité alors qu'ils étaient des chantiers d'avenir?

Les illustrations sont alléchantes et prometteuses augurant d'un Maroc post-crise complètement différent. A titre d'exemple, sous l'étau du confinement, les enseignants sont capables désormais d'enseigner des cours à distance sur des plateformes en utilisant des logiciels adéquats, où les étudiants assimilent les connaissances sur le net et les différents portails académiques.

La Caisse Nationale de Sécurité Sociale CNSS dématérialise toutes les démarches d'indemnisation, les administrations sous la contrainte du confinement délivrent à distance des documents officiels numériques et tiennent des réunions à travers des téléconférences.

La pandémie du Covid 19 a été un grand dévoilement aux responsables au niveau de l'administration centrale et régionale, rigoureux, plus expérimentés dans le travail en réseau, le travail en situation de tension, la gestion des priorités, la prise de décision, le discernement, la réactivité, la communication et autant de précieuses qualités qui passaient inaperçues en temps ordinaire.

Que ce soit dans le secteur public ou privé, les médecins, les infirmiers, les enseignants, les gardiens de paix et les services du nettoyage, à travers des agents de propreté Femmes et Hommes (veillant, craintif, responsable et social.....) ont montré leurs meilleurs talents et compétences avec professionnalisme et dévouement et par conséquent le meilleur visage du Maroc :

D'ores et déjà, les Marocains accepteront plus commodément les changements majeurs, autant de prérequis péremptaires au Maroc de demain et qui est en train de démontrer assurément que nous sommes confinés mais engagés! Parce que la distanciation sociale nous rapproche de l'essentiel, Parce que les plus belles créations et ingéniosités se révèlent en tant de crise, Et parce que la solidarité et l'altruisme prennent encore plus de sens et de couleurs en ces temps.

## **Les Relations Financières Internationales du Maroc avec le FMI au temps du Corona**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 02/05/2020*

Nul ne doute que la pandémie du Covid-19, d'une ampleur sans précédent, augure d'une crise économique mondiale bien plus profonde que celle de 2008/2009, l'économie nationale extravertie, a été impactée en conséquence, notamment au niveau des secteurs orientés vers l'extérieur, à l'instar des Métiers Mondiaux du Maroc 3M (les secteurs exportateurs ayant diminué de 80%), les recettes au titre des voyages, les transferts des Marocains du Monde MDM (-10%) et les investissements directs étrangers IDE.

Dans cette optique et pour éviter le pire, l'Exécutif Marocain, à travers l'argentier du Royaume a pris une décision prudente en procédant, Mardi 7 Avril 2020 à un tirage sur la Ligne de Précaution et de liquidité (LPL) pour un montant équivalent à près de 3 Milliards de dollars, remboursable sur 5 ans avec une période de grâce de 3 ans.

Faut-il rappeler que l'accord conclu avec le FMI au titre de la LPL accompagne la mise en œuvre des politiques économiques des autorités Marocaines et visent à atténuer les vulnérabilités budgétaires et extérieures tout en consolidant les bases d'une croissance plus forte et plus inclusive, ainsi qu'une assurance utile contre les risques exogènes. Et pertinemment pour se prémunir contre les risques des chocs externes dus à la pandémie, le Maroc a procédé sagement à cette nouvelle décision qui vient s'additionner aux mesures prises par le Comité de Veille Économique (CVE) et aux efforts déployés en matière de mobilisation des financements extérieurs.

Rétrospectivement, ce tirage, s'inscrit dans le cadre de l'accord relatif à la LPL, conclu avec le Fonds Monétaire International en 2012 approuvé le 3 Août 2012 pour un montant d'environ 4,1 Milliards de dollars de DTS, le deuxième, d'un montant de 3,2 Milliards ayant été approuvé le 28 juillet 2014, et le troisième, d'un montant de 2,5 Milliards, le 22 juillet 2016, renouvelé en décembre 2018, dans le but de l'exploiter comme assurance contre les chocs extrêmes, comme celui que connaît actuellement l'économie mondiale.

En dépit des divergences du recours ou non à l'endettement, nous pensons, d'emblée, que cette levée va permettre d'estomper les contrecoups de cette crise

mondiale sur l'économie nationale, et ce en préservant les réserves de change à des niveaux commodes ce qui se traduirait pas la consolidation de la confiance des investisseurs étrangers et des partenaires économiques du Maroc au regard du tissu économique Marocain.

Aussi, ces réserves en devises permettront de maintenir la capacité de notre économie à satisfaire ses besoins en termes de produits fondamentaux, alimentaires et énergétiques qui sont libellé en devises clés , et ce suite à la paralysie du secteur du tourisme et les préjudice causés aux secteurs exportateurs ( ayant dimunié de 80%) en plus de la baisse des transferts des MRE (-10%) et des investissements directs étrangers (seules sources des réserves de changes).

Ce tirage permettrait de renflouer et d'alimenter la balance de paiements en réserves de changes et n'impactera pas la dette publique selon les dires du Ministre de l'Economie et des Finances Mohamed Benchaâboun.

Avec la pandémie du Covid 19, nous perdrons des milliers d'emplois, décréter une politique de rigorisme et d'austérité est suicidaire pour la stabilité de notre patrie et inefficace même à terme. C'est pourquoi, aujourd'hui, nous pensons qu'il n'y pas de temps à la critique, aux querelle idéologiques et théoriques antilibérales, ce n'est pas aussi le moment de faire preuve de sectarisme qui va à l'encontre des institutions de Bretton Woods.

Cette circonstance exceptionnelle exige que chacun de nous se consacre pour le bien commun du Maroc. C'est l'urgence et le pragmatisme qui sont de mise et c'est d'ailleurs dans ce cadre qu'intervient la mesure sage et intelligente à travers laquelle le Parlement Marocain a donné son aval à l'exécutif Marocain du surpassement de la barre de la dette extérieure décrétée dans le cadre de la loi de Finances de 2020.

Rappelons qu'en économie, il n'y a pas de cadeaux, le FMI a accordé cette ligne qui est loin d'être un gratis, mais parce que le Maroc mérite cette confiance basée sur plusieurs critères, entre autres la bonne tenue des fondamentaux économiques du Maroc et la mise en œuvre saine des politiques économiques ayant contribué aux solides résultats macroéconomiques. Il a fallu être intelligent pour éviter le pire en saisissant cette opportunité.

La décision est prise et ne pourra qu'être saluée, il s'agit maintenant de voir loin devant en mettant en place des mesures nécessaires pour assurer sa résilience

face à cette crise avec la rapidité et l'efficacité nécessaires en termes de prise des décisions et des mécanismes appropriés permettant de mettre l'économie nationale sur les rails d'un sentier de croissance forte et durable, dans le monde d'après la crise.

FOR AUTHOR USE ONLY

## Le deuil de la globalisation au temps du Covid-19

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 22/05/2020*

C'est devenu un secret de polichinelle que la Covid-19 chavire et ébranle, de jour en jour, notre planète, même le plus ignare constata que le Coronavirus chamboule, au fil des jours, notre train de vie, notre routine et notre monotonie.

Par l'amplitude de la tragédie des pertes humaines (plus de 320 255 décès selon l'OMS.), la célérité de sa contamination (plus de 4,9 Millions cas) et notre agénésie à stopper sa transmissibilité, ce microbe est à l'origine d'une grande frousse sans égale depuis la seconde Guerre mondiale et la grande dépression des années 30.

En sus de l'effroi qu'elle a suscité, cette pandémie sanitaire de grande magnitude est en train de remettre en cause nos accoutumances et notre seconde nature ? La Covid 19 n'est-elle pas entrain de révolutionner nos pratiques politiques, économiques et sociales ? Cette épidémie n'est-elle pas témoin des dérivations d'une économie globalisée qui a eu des effets pervers sur notre biodiversité et notre société ?

C'est devenu une tarte à la crème l'opinion que plus rien ne sera comme avant, monde du business et des affaires, milieu politique, acteurs de la société civile, intellectuels et penseurs

C'est une autre économie que nous devons nous atteler à rebâtir loin des vertus de la fameuse métaphore de la main invisible d'Adam Smith, c'est une autre économie que nous devons nous attacher à refondre très loin de l'économie mondialisée très cher à l'ex-Secrétaire d'État de Bill Clinton, Robert Reich en l'occurrence dans son Best-seller dans les années 90 " l'Economie Mondialisée".

Nous pensons que c'est un nouvel édifice économique qui se reconstruit autour de six piliers essentiels.

- Le premier pilier concerne le comeback en force du concept de la souveraineté de l'Etat et de frontières. Or, faut-il rappeler que la globalisation a été étayée sur le désaveu du paradigme national de la souveraineté politique et économique de l'Etat au profit des grandes audiences multilatérales, à l'instar des Firmes Multinationales FMN ou les grandes unités interterritoriales pour reprendre l'expression de Maurice Byé.

Ce credo est en train d'être suppléé et les pays, au temps du Covid-19 sont en train de remémorer la nostalgie de l'auréole nationale, notamment dans les investissements massifs dans les infrastructures et les industries stratégiques, comme les grands projets des barrages durant les années 70 avec la vision éclairée de feu Hassan II, les industries industrialisantes en Algérie si cher à Destanne de Bernis, et les industries lourdes en Asie notamment au Japon et en Corée du Sud. C'est aussi, aujourd'hui que sur l'arène mondiale, singulièrement les pays développés, ont découvert leur obédience et leur aliénation pour les produits industriels attisée par la mainmise de la Chine et de l'Inde qui produisent aujourd'hui plus de 80% de la production mondiale de ces produits actifs.

Avec la pandémie du Covid-19 et la barricade des voies terrestre, aériennes et maritimes, les Etats sont entrain de perdre leurs illusions du mythe de la fin de souveraineté pour se repositionner sur les chaînes de valeur mondiales et les activités stratégiques abandonnées jusque-là.

- Le second pilier a trait au retour majestueux de l'Etat et la mission prédominante qu'il est entrain de jouer dignement dans la gestion de cette pandémie et qu'il continuera à assurer dans le monde post-covid-19. Ce regain sensationnel de l'Etat dans la bataille contre les effets alarmants de la pandémie, ainsi que sa gestion économique et sociale, a volatilisé les conceptions du rôle régulateur de " l'Etat Gendarme" et la nécessité de cantonner son interventionnisme dans ses fonctions régaliennes et à la correction des incohérences du marché.

- Le troisième pilier concerne le retour en force, partout dans le monde, de la dimension sociale. Les inégalités sociales extrêmes à travers des rapports alarmants d'OXFAM (qui montrent, avec des réalités chiffrées, l'hiatus abyssal entre nantis et démunis) n'ont-elles pas dévoilé les limites de la globalisation "happy" à contribuer à l'optimum social et à endiguer la pauvreté, la vulnérabilité et la marginalisation ?

Aujourd'hui plus que jamais, la pandémie du Covid-19 est à l'origine d'un retour du social et d'une plus grande prise en compte de l'effort de solidarité et des investissements dans la santé et dans l'éducation par l'Etat afin de créer une nouvelle socialité.

- Le quatrième étau est lié à la globalisation de la production et à la perturbation des chaînes de valeur mondiale qui a favorisé une grande division internationale du travail au niveau mondial et qui a fait de notre monde un petit village planétaire pour paraphraser Marshall McLuhan. Assurément, ce trend a été fortement remis en cause au cours des dernières années avec les guerres commerciales et les mesures de représailles, singulièrement entre les Etats-Unis et la Chine. Sur l'échiquier mondial, la pandémie de la Covid-19 n'est-elle pas en train de remettre en cause cette tendance et d'interpeller les relations économiques internationales à un retour des Etats-nations, des régions et des blocs commerciaux régionaux ?

- Le cinquième chevalet est en rapport avec la financiarisation de l'économie jalonnée par la sophistication de l'ingénierie financière (marché à terme, contrat dérivés, titrisation.....etc.) qui a constitué une armature essentielle de la globalisation et un pendant majeur de celle de la production. Manifestement, la crise de 2008-2009 a contribué à ciseler ce mythe et les normes de risques mises en place avec les accords de Bâle 3 dictée par le G20 en 2010 qui ont été à l'origine d'une introversion des grands groupes bancaires et financiers sur leurs bases nationales ou régionales.

- Le dernier pilier concerne la gouvernance de la globalisation, de la finance mondiale et la tentation de circonscrire la place des entités multilatérales comme la Banque Mondiale, l'OMC, le FMI, les Nations- Unies....etc. Or, la crise sanitaire de la pandémie du Covid-19 n'a-t-elle pas exhibé l'importance du rôle des institutions de gouvernance mondiale dans la gestion des crises économiques : Pour preuve, pour éviter le pire, l'Exécutif Marocain, à travers l'argentier du Royaume n'a-t-il pas procédé auprès du FMI, en Avril 2020, à un tirage sur la Ligne de Précaution et de liquidité (LPL) pour un montant équivalent à près de 3 Milliards de dollars, remboursable sur 5 ans avec une période de grâce de 3 ans afin de renflouer les réserves en devises permettront de maintenir la capacité de notre économie à satisfaire ses besoins en termes de produits fondamentaux, alimentaires et énergétiques qui sont libellé en devises clés , et ce suite à la paralysie du secteur du tourisme et les préjudice causés aux secteurs exportateurs, en plus de la baisse des transferts des MRE et des investissements directs étrangers (seules sources des réserves de changes) ?

A l'appui des points évoqués ci-haut, à la différence de toutes les épidémies de l'histoire des faits économiques et sociaux, la pandémie du Covid-19 n'est-elle

pas venue renforcer la crise de la globalisation et la mélancolie qui la couvre depuis quelques années ? Les politiques mises en place aujourd'hui et les choix et les décisions des acteurs économiques ne sont-ils pas en train de façonner un nouveau monde et une nouvelle architecture qui vont renforcer la sortie de la globalisation débridée mise en place depuis quelques décennies ? La pandémie du Covid-19 n'est-elle pas en train d'ouvrir une nouvelle ère dans l'histoire de l'humanité à travers l'émergence d'une nouvelle expérience humaine plus solidaire, ouverte et démocratique ? Le temps est révélateur !!

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Abderrahmane Youssoufi : Un homme d'exception**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 29/05/2020*

Ce vendredi du 29 Mars 2020, le grand architecte de l'alternance consensuelle Abderrahmane Youssoufi n'est plus laissant derrière lui un grand leg et héritage politique, économique et social.

Cet avocat exceptionnel et au parcours exceptionnel, a marqué de son empreinte toute une société, toute une génération de politiciens, d'économistes, d'étudiants de par ses réflexions et de par militantisme politique. Natif de Tanger du quartier populaire Dradb le 8 mars 1924.

Le contexte national dans lequel si Abderrahmane El Youssoufi a vécu et grandi l'a amené très vite à choisir son clan et à faire son choix : celui de la lutte pour l'indépendance du Maroc et pour l'émancipation des peuples opprimés où le défunt fut membre du secrétariat général de l'Union nationale des forces populaires, qui va devenir en 1975 l'Union socialiste des forces populaires (USFP), et rédacteur en chef de son organe "Attahrir" entre 1959 et 1965.

Abderrahmane Youssoufi s'est engagé très jeune au sein du parti de l'Istiqlal. Il a fait partie des toutes premières cellules de la résistance et de l'armée de libération, ce qui lui valut le titre du Grand Moujahid. A l'indépendance, il dirige le parti dans la zone Nord et va jouer un rôle essentiel dans la préparation de la scission qui a créé l'UNFP. En 1975, il adressa un message historique au congrès extraordinaire de l'USFP soutenant l'option démocratique et dénonçant l'aventurisme. Parmi les grandes contributions du défunt Abderrahmane El Youssoufi figure celle de diriger le Gouvernement d'alternance consensuel nommé par feu Hassan II en 1998 : Le 04 février 1998, Feu Hassan II l'avait chargé de former le Gouvernement d'alternance qu'il présentera au Souverain le 14 mars de la même année où Il a pris chevaleresquement les commandes de l'exécutif Marocain à un moment très critique de l'économie Marocaine pour éviter " la crise cardiaque " au pays dont parlait feu Hassan et le fameux rapport rouge de la Banque Mondiale.

Après le décès de feu Hassan II, le Roi Mohammed VI a maintenu El Youssoufi à la tête du gouvernement pour sa droiture où il est reconduit dans ses fonctions de Premier ministre dans le gouvernement formé le 6 septembre 2000 et y restera jusqu'au 9 octobre 2002.

Abderrahmane El Youssoufi a contribué à mettre l'économie Marocaine au rendez-vous de la globalisation économique à une ère si cruciale du bouillonnement de la mondialisation où il a été le grand pionnier des grandes réformes économiques du tissu économique et social Marocain à l'instar des grandes privatisations , pour ne citer que le grand cachet du consortium Médiael telecom et la privatisation de quelques parts du Maroc Télécom.

Aussi à son actif, il a participé à la lutte pour la cause Maghrébine dans l'ensemble des pays du Maghreb et a été l'un des défenseurs de l'Unité Africaine.

Sur le plan de sa personnalité, le disparu avait les qualités d'un homme d'Etat. Il avait le courage de ses positions qui étaient exclusivement motivées par l'intérêt du pays. L'homme était très fidèle en amitié, lien qu'il n'accordait pas facilement.

Si Abderrahmane était aussi très économe en paroles en ayant le sens de l'écoute. Il préférait écouter les uns et les autres avant de se faire une opinion de s'y tenir.

Si Abderrahmane n'est plus, mais il restera dans les annales de l'histoire parce qu'il en a été un des plus importants protagonistes de la scène politique Marocaine. Pour preuve, le Souverain s'était rendu au chevet d'Abderrahman Youssoufi, hospitalisé à Cheikh Zayed en octobre 2016 où le Souverain Marocain l'avait embrassé sur la tête. L'image, saisissante, avait vite fait le buzz et secoué la classe politique et l'opinion publique.

La vie de si Feu Abderrahman Youssoufi fut dense, fertile et productive dans la totale discrétion: Il nous a légué un patrimoine politique immortel. Et c'est avec une profonde émotion et une reconnaissance sincère que nous nous inclinons devant sa mémoire et lui rendons cet humble hommage.

En substance, Il n'a jamais eu d'intérêt pour autre chose que la politique dans le sens sublime et noble du terme. Pendant 96 ans, il a servi son pays, sans jamais se soucier de son bien-être. Son héritage moral est colossal, mais il ne lègue pas de patrimoine parce qu'il n'en a jamais constitué. Son patrimoine : C'est le respect des marocains.

## **Le Maroc entre vulnérabilité économique et Forteresse sociale au temps du Covid-19**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 02/05/2020*

Nul ne doute que la pandémie du Covid-19, d'une amplitude sans égale, engendra une asphyxie économique financière et sociale mondiale bien plus acérée que celle de 2008 avec tous les pronostics apocalyptiques des instances économiques internationales comme le FMI, l'OMC ou la CNUCED : Hausse de l'oisiveté, banqueroute de milliers d'entreprises, altération de la croissance économique et du PIB aussi bien dans les pays développés que dans les pays en voie de développement. Tous ces indicateurs sont les pièces à conviction d'une crise économique et sociale sans précédent que le monde n'a vécu depuis le Jeudi noir des années 30.

Comme l'exception confirme la règle, au Maroc la pauvreté se délaie pour faire mouche à la classe moyenne qui est le pivot central de la consommation endureissant une hausse du chômage et une quasi-léthargie des activités économiques liées à toutes les branches et les secteurs de l'économie Marocaine, principalement le secteur du tourisme, de la restauration et de voyage d'une façon irréfragable.

Les débouchés classiques du Maroc (France, Espagne et les pays de l'UE) sont fortement altérés par la pandémie du Covid-19. Le Maroc ne peut compter sur eux pour assurer ses exportations, attirer des investissements ou charmer des touristes qu'après quelques années. Les effets négatifs sur l'agriculture ou gouverner, c'est pleuvoir, l'industrie, le tourisme et les services sont nettement audibles.

La pandémie du Covid-19 n'épargna non plus les équilibres macroéconomiques : L'endettement extérieur ascensionna avec un coût économique tiré vers le haut tant que les fondamentaux économiques frôlent des seuils critiques. Le déficit public, celui de la balance commerciale ou de paiement s'inscrivent dans des trends haussiers. A ce titre, les réserves de changes sont très affectées surtout avec le décélération du tourisme, des transferts des MRE et des investissements directs étrangers IDE et les secteurs orientés vers l'extérieur, à l'instar des Métiers Mondiaux.

La situation ne devrait pas retourner à la normale dans délais courts vu que la conception d'un vaccin prendra plusieurs mois. Plusieurs prophylaxies doivent être prises en matière de déplacement, de shopping ou pour les services de loisir ce qui a impacté les chaînes de production et d'approvisionnement. Un constat qui a accéléré la création de nouveaux modèles économiques prenant en considération les risques sanitaires et épidémiologiques. Les activités de télétravail, les achats online, les services numériques commencent à prendre le relais à la place des modèles génériques.

Comme dit le dicton toute pièce a son revers, sur le plan social, on nota la résurgence du siège si chaleureux de la famille dans le corps social Marocain après de longues années de retrait au profit de l'individualisme, "l'égocentrisme" et de l'espace numérique. La résurrection de la place de la "Smooth Family" se fit à travers la présence de canaux virtuels entre les individus. Un new mode social vit le jour faisant une mixture entre les us traditionnels et les interactions virtuelles où le commun des mortels trouve asile en temps de confinement.

Le social est mis sur son piédestal à travers la redéfinition de la place de l'État et ce après son retrait partiel durant les années des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) et le rush des privatisations qui s'ensuivirent. A l'appui de nos allégations ; Jeudi 28 Mai 2020, Chakib Alj patron du patronat et le bureau de la CGEM n'ont- il pas été reçus au Cabinet Royal en même temps que plusieurs Ministres ? le Souverain Marocain n'a-t-il pas ordonné ses Hautes Instructions pour une mobilisation forte de l'État pour accompagner les opérateurs économiques pour la réussite de la reprise économique pour soutenir le secteur privé. Ce message Royal à forte dose stratégique n'est-il pas témoin du renouveau du l'Etat ?

Pour émuosser les rétroactions économiques du Covid-19, des Milliards de Dirhams ont déjà été recueillis, et chaque Marocain, chacun selon ses moyens, continue à se mobiliser.

Cette ferveur ne nous montre-t-elle pas tous les signes d'une nation solidaire, soudée et unie avec une seule visée celui de tarir le Covid 19.

Aussi, cette cohésion sociale se concrétise par les gestes au jour le jour : N'est-il pas admirable cette jouvence Marocaine dotée de masques, de désinfectants, à leurs frais pour aseptiser les moyens de transport et qui propose ses services,

pour faire les courses à la place des plus âgés ou ceux et celles qui partagent des subsistances et des provisions avec leurs voisins ?

En plus du plan d'action médicale mis en place par la tutelle, l'arrivée en renfort de la médecine militaire sur Hautes instructions du Souverain Marocain, Chef suprême et Chef d'état-major général des Forces Armées Royales n'exhibe-elle pas une réanimation du sens du devoir, de la solidarité et la cohésion nationale ?

Cette missive n'est-elle pas témoin du soutien du Souverain Marocain aux opérateurs économiques toutes tailles, tous secteurs et toutes régions confondus ?

Cette confiance royale ne consolide-t-elle pas notre détermination à réussir la relance de notre économie dont les valeurs sont: la solidarité, le patriotisme et la citoyenneté ?

La gestion du confinement, de la crise économique et des mesures de lutte sanitaire ne relève-elle pas exclusivement des institutions publiques ? La pandémie du Covid-19 n'a-t-il pas renforcé le rôle de l'Etat en matière d'encadrement des citoyens ?

Aujourd'hui, l'apostrophe qui interpelle les décideurs Marocains : Quel est le mode de développement nous voulons pour le Maroc Post-Covid-19 ? Est-ce que nous allons étayer nos chaînes de valeurs mondiales, ainsi que nos débouchés sur nos partenaires classiques à travers le fameux modèle la croissance tirée par les exportations Export Led Growth Strategy ? Ou nous allons édifier et relancer les piliers de l'économie nationale sur le modèle Keynésien à travers la consommation intérieure et l'industrie tout en soutenant la classe moyenne ?

Ce choix nécessitera davantage une audace politique et une sagacité stratégique où il est pertinent de revoir le système fiscal national pour être plus juste permettant une répartition équitable des richesses afin de lutter contre la pauvreté et d'élargir la classe moyenne censée être le moteur de la demande intérieure.

Aussi, il est primordial de mettre en place les jalons d'une économie solidaire basée sur la production collective et le produit local et du terroir, les plateformes d'échanges numériques et non numériques locales sur la base d'une utilisation durable des ressources et des énergies, le développement des compétences locales dans le cadre d'un système, culturel, intégré, solidaire et durable.

A côté de la vulnérabilité de l'économie Marocaine, cette solidarité certifie que nous faisons Nation. Nous serons une brigade Marocaine irréductible tant que la solidarité prédominera. Combien j'espère que nous gardions cet état d'âme après la pandémie Covid-19.

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Plus contagieux que la Covid-19, la pandémie du racisme, I can't breathe**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.com](http://www.maghriti.com) le 12/06/2020*

De Toronto à Madrid, le dernier chant de cygne "I Can't Breathe" de George Floyd n'est-il pas devenu le cri d'orfraie d'un monde qui feutre sous la tyrannie du racisme ? De Berlin à Paris, le dernier soupir "I Can't Breathe" de George Floyd n'est-il pas la "clabauderie" d'une humanité suffoquée par le despotisme de la xénophobie ? De Washington à Sidney, la dernière haleine "I Can't Breathe" de George Floyd n'est-elle pas le stigmate d'une aversion asphyxiée par un jingoïsme chauvin ? "I Can't Breathe" tout court n'est-il pas devenue le slogan aussi plus contaminant et plus contagieux que la Covid-19 ?

Faut-il rappeler que "I Can't Breathe" est une phrase originale prononcée par Eric Garner avant sa mort en Juillet 2014, alors qu'il subit une immobilisation par étranglement d'un officier du département de police de New York. La vidéo de Garner détenue par plusieurs officiers le montrait disant " Je ne peux pas respirer" onze fois avant rendre l'âme. À la suite de l'acquiescement en Décembre 2014 de l'officier en cause, le slogan "I Can't Breathe" devient populaire dans les manifestations raciales qui se généralisent partout dans le monde.

Dans plusieurs contrées, à l'âme de George Floyd et en geste politique, la posture d'un genou sur le cou incarné par des policiers, des stars, des emblèmes politiques et par la foule humaine chronométré de 8 minutes 46 secondes de silence, qui a agonisé tout ce temps sous les genoux de ce policier misanthrope Américain en guise de solidarité avec la famille de George Floyd et la famille de bonne couleur du monde entier

Sur les réseaux sociaux : Le visage de George Floyd figure sur des milliers de publications ; son cri étouffé fait écho dans le monde entier, "I Can't breathe", ou avec des hashtags comme "Black Lives Matter" tweeté par des Millions d'internautes. Ces rébellions ne dénoncent-elles pas la misanthropie policière et rappelle que le racisme persiste encore au 21<sup>ème</sup> Siècle ?

La bestialité de la mort de George Floyd à Minneapolis aux USA, lundi 25 mai 2020 transcendant les frontières Américaines et Communautaires pour se muer en icône mondiale remet sur le marbre de l'actualité la plus importante de la Xénophobie depuis des décennies par son ampleur et sa persistance et ressuscite celle de Martin Luther King connu par son discours prophétique « I've Been to

the Mountaintop » pour sa lutte non-violente contre l'apartheid racial , ou de Malcolm X figure de proue du mouvement des droits civiques aux États-Unis, défenseur des droits de l'homme afro-américain et des discriminations raciales et les les ségrégation raciale qu'on a cru inhumer.

Le discours emblématique "I have a dream" de Martin Luther King prononcé à Washington en 1963 nous inspire encore aujourd'hui. En effet, nous devons prôner un modèle de société ouvert et tolérant.

Dans cette société, il ne peut pas y avoir de place, même infinitésimal, pour le racisme, la xénophobie et les discriminations fondées sur la couleur des gens. C'était tout le sens du combat pacifique et non-violent de Martin Luther King, dont la missive est plus que jamais d'actualité.

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Les Relations Economiques Internationale Virales à l'heure du Covid-19**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 24/06/2020*

La pandémie du Coronavirus qui est née en Décembre 2019 à Wuhan en Chine a bouleversé l'ordre mondial. Cet état de choc et de détresse ou ce que certains économistes appellent "sidération mondialisée" a eu un impact important sur les Relations Internationales en attisant les agissements énergumènes chez tous ceux qui étaient enclins à développer des théories "complotistes", provoquant ainsi le développement de tensions nouvelles, sur les laboratoires biologiques ou bactériologiques, entre les Etats-Unis et la Chine. Ainsi, une guerre sanitaire est venue se greffer à la guerre commerciale qui oppose ces deux pays. Elle s'est traduite par une crise sanitaire pernicieuse, un choc brutal sur l'économie mondiale, et l'exacerbation des Relations Internationales notamment entre les Etats-Unis et la Chine.

Du fait de l'autarcie de la totalité des pays et du confinement de la planète, la pandémie du Covid-19 a engendré une panne foudroyante des Relations Economiques Internationale. C'est la plus alarmante crise économique mondiale depuis celle des années 30, car elle porte préjudice à la demande et à l'offre : D'une part, les salariés (demande) n'ont plus de sources de revenu et les entreprises (Offre) à la pause économique ne génèrent plus de chiffre d'affaires, d'autre part.

La boule de cristal du FMI sur les projections de croissance de l'économie mondiale pour les années 2020-2021 sont inquiétantes avec une anémie économique de plus de 3 points du PIB, et une fissure du commerce mondial de 11%. La Banque Mondiale dans son dernier rapport "Perspectives économiques mondiales" prophétise une contraction de 5,2 % de l'économie planétaire. Ces statistiques ne sont pas figées et évolueront au gré de la pandémie et/ou le rebond de l'activité économique mondiale.

Ainsi, avec le village planétaire de la globalisation et de l'interférence économique entre pays qui en résulte, moult pays occidentaux ont anticipé de relocaliser leurs unités des biens stratégiques en raison de la décélération de l'économie internationale, d'où une menace du retour des barricades du protectionnisme. Ceci est d'autant plus d'actualité que l'OMC a été partiellement verrouillée par Donald Trump ce qui porte préjudice à la

Coopération Economique Internationale alors que le G20, qui avait joué un rôle décisif dans le désamorçage de la crise économique mondiale de 2008, se trouve paralysé et inerte dans la gouvernance mondiale de la pandémie du Covid 19 ce qui obscurcit et envenime davantage les Relations Internationales.

A cet égard, faut-il rappeler que depuis le scrutin de Donald Trump en Janvier 2017 à la maison blanche, la politique étrangère Américaine s'est régentée vers la fameuse sémantique "America First" ou " L'Amérique d'abord " qui s'est matérialisée par la défense farouche et conformiste du nationalisme avec une scepticisme à l'égard du multilatéralisme et l'aide au développement. C'est ainsi que le pays d'Oncle Sam a tiré sa révérence de plusieurs accords, à l'instar de l'Accord de Vienne sur le nucléaire Iranien, le TPP (Partenariat transpacifique), Accord de Paris sur le climat et l'ALENA ainsi que de quelques Organisations internationales comme l'UNESCO et du Conseil des Droits de l'Homme.

Cherchant à reboucher le vide laissé par les USA, la Chine tente de légitimer ses meilleures mesures de réplique à la crise à l'aide d'une propagande de communication sans précédent, en vue d'évaser sa sphère d'influence, d'émasculer davantage l'alliance transatlantique, et de resserrer la pertinence de son modèle de gouvernance. La Chine profite ainsi de cette crise pour conforter sa position en tant que protagoniste de l'assistance internationale en faveur des pays du Sud, notamment Africains. La Russie semble également prête à se saisir de l'opportunité stratégique offerte par cette pandémie pour déployer ses outils d'influence et réaffirmer sa place en tant que grande puissance sur l'échiquier mondial. Pour éviter une redistribution des cartes qui leur seraient défavorable, les Etats-Unis ne seront-ils pas amenés à déployer des efforts louables pour redorer leur blason d'or de puissance sur l'arène internationale?

Aussi, Donald Trump s'est incommodé sur les Relations Economiques Internationales notamment avec la Chine considérée comme le principal concurrent des USA pour siéger à la première place sur l'échiquier international. En sus, dès 2018, Donald Trump a déchaîné une guerre commerciale à l'encontre de la Chine constituée de hausses en cascade des taxes douanières et de mesures de représailles. Et ironie du sort, la pandémie du Covid 19 va lui donner une autre occurrence de s'acharner contre la Chine, en l'accusant d'avoir différé l'annonce de la pandémie du Covid 19 qui s'est manifestée à Wuhan, ainsi que d'avoir dépassionné sa gravité. A ce titre, les Relations Internationales

entre Pékin et Washington se sont tendues en réclamant des Milliards de dollars à la Chine pour les dommages collatéraux causés par la Covid-19.

De surcroît, les Relations Internationales sont devenues tempétueuses entre les USA et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) dirigé par l'Ethiopien Tedros Adhanom en le taxant d'avoir mal géré la crise du Covid-19, et de soupçonner l'OMS d'être en connivence avec la Chine. En corollaire, Donald Trump ordonna la suspension de la contribution financière des Etats-Unis à l'OMS qui est de l'ordre de 500 millions de dollars annuellement.

Entre souris et chat, toujours en querelle, le casse-gueule Chine/Etats-Unis s'est rencogné lors de la 73ème Assemblée mondiale de la Santé qui s'est tenue virtuellement à Genève les 18 et 19 Mai 2020 où les USA et certains pays occidentaux ont tenté de faire adhérer Taiwan à l'Assemblée mondiale de la Santé, mais en vain du fait de la répulsion et le rejet ferme de la Chine qui considère que Taiwan fait partie de la territorialité chinoise.

En sus, les Relations Internationales ont été court-circuitées au sein de l'Union Européenne qui a négocié le début de la pandémie du Covid-19 sans coordination ni solidarité entre des pays de l'Union Européenne, notamment l'Espagne et l'Italie qui ont le plus pâti de la pandémie.

La Commission Européenne, qui avait pourtant promis de faire entrer l'Europe dans l'ère de la géopolitique, n'a-t-elle pas irradié par sa taciturnité alors que les États membres ont préféré répondre par des mesures individuelles et unilatérales, en barrant leurs frontières et en interdisant l'exportation de matériels de protection pour éviter l'épuisement de leurs stocks ?

Cette balkanisation de la solidarité Européenne était ostensible au grand jour de la pandémie lors des appels à l'aide lancés par les deux pays les plus sèchement macérés (Italie, Espagne), qui ont dû accepter l'appui inattendu émanant de pays comme la Russie et la Chine.

La désolidarisation entre les pays de l'UE se mesure avant tout au refus des dirigeants du G20 de permettre aux pays pauvres frappés par la pandémie de suspendre le remboursement de leurs dettes. Ces divisions se traduisent également par une guerre sémantique qui étancher l'adoption de déclaration ou de résolution commune au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU. L'approche étriquée et avaricieuse des Organisations Internationales au regard de cette

pandémie consacre l'obscurcissement du multilatéralisme, qui continue de subir des coups de boutoir, au moment où l'Humanité en a le plus besoin.

Avec les déplaisances des instances de Bruxelles et pour atténuer les contestations, l'Allemagne et de la France proposèrent le 18 Mai 2020 la création d'un Fonds de relance doté de 500 milliards d'euros au profit des secteurs et des régions de l'Union Européenne les plus affligés par la Covid-19 en autorisant des déficits publics supérieurs à 3%. Cependant, les pays du Nord de l'Europe continuent de rejeter l'idée de mutualiser leurs dettes en créant un fonds de relance financé par la dette commune de l'ensemble des Etats membres (coronabonds). Ces divergences, qui ressurgissent au lendemain du Brexit, jettent également de l'ombre sur les ambitions d'autonomie stratégique de l'UE. La crise sanitaire du Covid-19 a ainsi révélé les défaillances du projet Européen en tant qu'entité politique, en dévoilant de nouvelles fractures au sein de la zone Euro et en créant un "collapsus" qui risque d'alimenter les courants eurosceptiques. Par ailleurs, mannes financières promises restent "abstraites" aux yeux de l'opinion publique européenne et contrastant fortement avec la "matérialité" » de l'aide chinoise et russe, sur lesquelles les deux pays ne cessent de communiquer à profusion.

A cet égard et pour tempérer encore une fois les déconvenues qui s'alimentent dans l'Union Européenne, Emmanuel Macron et Angela Merkel ont proposé un secours résidant dans la mutualisation de la dette c'est-à-dire sans que les pays affectés n'aient de prêts à rembourser. Le Parlement Européen plaïda de son côté pour que le plan de relance global atteigne les 2 000 Milliards d'euros. Toutefois, si les instances Européennes s'accordent sur la nécessité impérieuse d'une action commune et solidaire, les vieux "fendages" économiques entre États du Sud et du Nord sont toujours présents.

En outre, avec la pandémie du Covid-19 et la barricade des voies terrestre, aérienne et maritime, les Relations Economiques Internationales ont subi de plein fouet la perturbation des chaînes de valeur mondiale ; une perturbation qui favoriserait assurément le retour vers les Etats-Nations, des régions et des blocs commerciaux régionaux. D'ores et déjà, la priorité sera désormais accordée à la proximité dans le cadre de mouvements de relocalisation pour permettre aux pays de se protéger des risques de dépendance vis-à-vis des contrées lointaines.

En guise de conclusion et à la différence de toutes les pandémies de l'histoire des faits économiques et sociaux, la pandémie Covid-19 aura indubitablement dévoilé un monde désuni sous le prisme de multipolarités exacerbées et venue fustiger la crise de la globalisation et le spleen qui la couvre depuis des années.

Les Relations Economiques Internationales sont en panne d'inspiration, le tribut économique payé par l'économie mondiale au COVID 19 est colossal : Tout s'est arrêté puisqu'il faut stopper la vie économique pour ne pas risquer la mort des citoyens. Cette équation a mis en péril tout l'échafaudage de l'économie internationale et de la finance mondiale (fermeture des marchés étrangers, chute des IDE, arrêt des fusions-acquisitions.....etc.)

Les politiques mises en place aujourd'hui et les choix et les décisions des acteurs économiques sont en train de configurer une nouvelle architecture des Relations Economiques Internationales qui vont renforcer la sortie de la globalisation débridée mise en place depuis des décennies.

C'est une autre forme de Relations Economiques Internationales que nous devons nous atteler à rebâtir loin des vertus de la métaphore de la main invisible d'Adam Smith. C'est une autre économie internationale que nous devons nous attacher à refondre loin de l'économie mondialisée très cher à l'ex-Secrétaire d'État de Bill Clinton, Robert Reich dans son Best-seller des années 90 "l'Economie Mondialisée".

## **Quelle cartographie de la géopolitique mondiale au temps du Covid-19 ?**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.com](http://www.maghriti.com) le 05/07/2020*

Nul ne doute qu'avec la pandémie du Covid-19, le monde est entrain d'assister à un chambardement de l'agenda international débobiné par les principales instances internationales (ONU en particulier), ainsi que par les omnipotences mondiales tel le G7 et le G20.

Indéniablement, des dissertations ont, plus ou moins, abordé les corollaires des endémies et/ou des épidémies sur la géopolitique mondiale. Cependant, les institutions les plus réputées en matière de pronostics, FMI, Banque Mondiale, OCDE....., n'ont pu conjecturer les scénarios eschatologiques de la Covid-19. La pandémie du Coronavirus n'a-t-elle pas arboré la caducité des instruments de concertation matérialisés par une gouvernance financière, économique et sociale mondiale mise à genoux par la rapidité de la propagation du virus ?

Alors que cette crise est par nature globale et requiert par conséquent une approche coordonnée et coopérative, la prédominance des actions ponctuelles et unilatérales est manifeste. La Covid-19 n'a-t-elle pas dénudé l'usure des mécanismes de coordination concrétisés par le "selfish" des Etats où le "chacun pour soi" est devenu le Maître-mot en matière de gouvernance du Covid-19 ?

Sous cet angle, l'on a décelé :

- Le retour en force du concept de la souveraineté de l'Etat et des frontières et le retour des postures du self-help prônées par les théoriciens du néoréalisme, à l'instar de l'Américain Kenneth Waltz. Or, faut-il rappeler que la globalisation a été boisée sur l'apostasie du paradigme national de la souveraineté politique et économique de l'Etat au profit des grandes audiences multilatérales et des Firmes Multinationales FMN.

Ce dogme est en train d'être substitué et les pays, à l'heure du Covid-19 sont en train de retracer la nostalgie de l'éclat national, notamment dans les investissements râblés dans les industries stratégiques, à l'instar des industries lourdes en Asie au Japon et en Corée du Sud. C'est aussi, aujourd'hui que sur l'arène mondiale, particulièrement les pays développés, ont découvert leur obédience pour les produits industriels attisée par la "dictature économique" de

la Chine et de l'Inde qui produisent aujourd'hui plus de 80% de la production mondiale de ces produits actifs.

Avec la Covid-19 et la cloison des voies terrestre, aériennes et maritimes, les Etats sont entrain de perdre leur prestidigitiation de la souveraineté pour se redimensionner sur les chaines de valeur mondiales et les activités stratégiques abandonnées jusque-là.

Sur le rebord mondial, la Covid-19 n'est-elle pas en train de remettre en cause cette tendance et d'apostropher les relations économiques internationales à un retour des Etats-nations et des frontières?

- Dans ce contexte d'interférence accrue aux effets domino pour reprendre Richard Baldwin, la globalisation est plus perceptible comme une épée de Damoclès à refréner qu'une opportunité à saisir. Ainsi, dans le temps et dans l'espace, la géopolitique mondiale se résume à un faciès des rapports de force, une architectonique mondiale qui a été chavirée mettant tous les contrées pays développés ou en développement, sur le même pied d'égalité au niveau de la confrontation du danger public du Covid-19. Il s'agit d'une induction qui n'épargne aucun Etat, ou pour paraphraser le politologue Américain James Rosenau, une zone de turbulence qui a pris d'assaut tous les Etats impuissants face à ce phénomène quasiment chaotique.

- Sur le plan politique, le monde est entrain de vivre une nouvelle étape dans l'équilibre des forces mondiales : Jusqu'à quelques années, la géopolitique mondiale a été dominée par un système unipolaire où les USA avaient la position de leadership aux niveaux économique, technologique et même militaire. Avec la pandémie de Coronavirus et la course effrénée pour trouver la formule du vaccin du Covid-19, la cartographie mondiale bifurque vers un système multipolaire. Avec le sprint échevelé pour concevoir l'équation miracle de l'immunité contre la Covid-19, des domaines d'influence commenceront à apparaître et qui outrepasseraient, à l'avenir, le cadre militaire de la domination.

- les Etats-Unis et l'Europe, obnubilés par leur perte d'emprise, sont encore sur la défensive, se cherchant une piazza dans la grande "bataille des récits", pour reprendre l'expression du chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell. Cet éréthisme se vérifie dans l'absence de l'hégémonie Américaine dans la lutte contre la pandémie et dans la syncope de la concertation intra-européenne. Aussi, la cartographie mondiale a été jalonnée par la rétrogression des USA de

plusieurs accords, à l'instar de l'Accord de Paris sur le réchauffement climatique, l'ALENA, l'Accord de Vienne sur le nucléaire Iranien, le TPP (Partenariat transpacifique), de quelques Organisations internationales comme l'UNESCO et du Conseil des Droits de l'Homme, ainsi par leur alignement sur la politique de colonisation systématique menée par Israël.

A cet égard, la Chine ne rate aucune opportunité, cherchant à étancher l'hiatus laissé par les USA, l'Empire Céleste en légitimant ses meilleures mesures de riposte à la crise sanitaire du Covid-19 par sa réactivité et l'ampleur de sa politique de la générosité, comme la grande puissance utile, altruiste et responsable, en vue d'élargir sa sphère d'influence, de tordre davantage l'alliance transatlantique, et d'imposer la pertinence de son modèle de gouvernance mondiale.

Le Toit du Monde profite ainsi de cette crise mondiale pour consolider son agora en tant que leader de l'aide internationale en faveur des pays du Sud : En peu de temps, elle s'est projetée en pourvoyeuse d'aide dans plus de 100 pays et au profit des Organisations internationales, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Union Africaine (UA).

La Russie semble également se saisir de la conjoncture stratégique offerte par la pandémie du Covid-19 pour redéployer ses outils d'influence et réaffirmer sa place en tant que grande prépotence sur l'arène mondiale.

- Les Relations Internationales ont été embrasées au sein de l'Union Européenne qui a négocié le début du Covid-19 sans solidarité entre des pays de l'Union Européenne, notamment l'Espagne et l'Italie qui ont le plus souffert de la pandémie. Aussi, l'absence de coopération n'a-t-elle pas été durement dénoncée par le président Serbe Aleksander Vucic ?

Cet éclatement au sein des pays du vieux continent ne date pas d'aujourd'hui, il s'est amorcé avec la politique engagée par le BREXIT de la Grande-Bretagne qui a désemparé la politique de l'Union européenne. Des voix s'élèvent sur le même trend du BREXIT en Italie par exemple et dans d'autres pays d'Europe de l'Est qui ne se sont pas intégrés suffisamment au sein de l'UE. L'arrivée de l'extrême droite dans plusieurs pays Européens et les relations de déstabilisation poussées par les nouvelles superpuissances vont influencer le vieux continent pour arriver, peut-être, à l'éclatement ou à l'affaiblissement du rôle stratégique

de l'Union européenne dans les affaires importantes de la communauté internationale.

- L'équilibre des forces n'est pas uniquement d'ordre mondial mais aussi régional. A ce titre, L'initiative du Souverain Marocain brave et altruiste d'envoyer des aides médicales à 15 pays subsahariens afin d'accompagner leurs efforts de lutte contre la pandémie de Covid-19 permettra au Maroc de se positionner en leader régional et interlocuteur intercontinental incontournable pour les pays africains vis-à-vis de l'Europe et du reste du monde ; cette initiative Royale à la fois philanthropique et chevaleresque de prêter assistance aux pays africains portera ses fruits en augmentant l'influence du Royaume dans la région en renforçant son rôle diplomatique comme une force croissante dans le continent noir. Cela favorisera la participation du Maroc à la promotion d'un nouveau pôle géopolitique régional qui raccorderait l'Afrique et l'Europe et assiérait une nouvelle géopolitique dynamique de la Méditerranée. Pour cela, le Maroc devra affûter son attractivité pour tirer profit des relocalisations due aux mouvements de repositionnement des chaînes de valeurs mondiales et de re-régionalisation des activités économiques.

En dépit les coactions géopolitiques, le Maroc ne doit pas abandonner le projet Maghrébin de l'UMA, nécessaire aujourd'hui pour les pays de la région, mais aussi pour l'Afrique, l'Europe et la Méditerranée. Cette dynamique régionale post-Covid doit être élançonnée sur une rénovation du partenariat euro-méditerranéen qui doit transcender les dimensions mercantiles et s'ouvrir sur une logique de coproduction et de gestion commune à l'exemple des problématiques phares de développement/migration/sécurité. Cela permettra à l'Europe, étant donné son avancée économique et technologique, et à l'Afrique, avec ses potentialités démographiques et son apport culturel, d'accoucher ensemble des nouveaux pôles d'activités et de compétences dans le cadre d'une multipolarité mieux partagée.

En guise de conclusion, la grande récession causée par la pandémie du Covid-19 remodelerait, la globalisation en réécrivant un nouveau lexique des relations internationales.

Cette crise intervient dans une atmosphère de résilience des systèmes politico-économiques dans un contexte exacerbé par la rivalité sino-américaine en même temps qu'une fragilité de l'UE.

A l'heure du Covid-19, la puissance stratégique d'un État concerne non seulement ses forces en matière d'armement et d'énergie, mais aussi ses ressources dans les domaines sanitaires. L'ampleur de la stagnation économique la façon dont les économies sauront la gérer et la maîtriser en définira, semble-t-il, le ton et le tempo de la géopolitique mondiale.

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Quand les USA démissionnent de la Santé Mondiale à l'heure du Covid-19 : Quels contrecoups ? Quelles répercussions ?**

*Chronique publiée sur notre site [www.maghriti.com](http://www.maghriti.com) le 12/07/2020*

Après le retrait en cascade des USA de plusieurs accords, tel l'Accord de Paris sur le réchauffement climatique, l'ALENA, l'Accord de Vienne sur le nucléaire Iranien, le TPP (Partenariat transpacifique), de quelques Organisations internationales comme l'UNESCO et du Conseil des Droits de l'Homme, il y a 5 jours, Mardi 14 avril 2020, le pays d'oncle Sam a tiré sa révérence et de façon officielle de l'Organisation Mondiale de la Santé OMS, et ce en pleine crise sanitaire du Covid-19.

Faut-il rappeler que l'OMS, créée en 1948, après la Seconde guerre mondiale, s'est fixée pour mission de diriger et coordonner la santé mondiale au sein du système des Nations Unis. Avec 192 Etats membres, l'OMS travaille sur un large panorama d'objectifs, allant de la lutte contre les épidémies, les maladies infectieuses, à l'incitation à la recherche médicale, la mise en place de normes et de conventions en matière de santé ou encore l'apport d'un soutien opérationnel aux Etats en difficulté sur le plan sanitaire.

Ce retrait des USA de l'agence Onusienne peut être expliqué par plusieurs raisons :

- Primo, Donald Trump depuis son arrivée à la Maison Blanche mène une politique guidée par la fameuse devise "America First". Cet abandon de la Santé Mondiale est clairement une missive adressée à la population Américaine et notamment aux électeurs qui se rendront aux urnes en novembre prochain. D'autre part, D.Trump, si prétentieux, divorce d'un organisme qu'il ne juge pas utile, car il dispose de son propre centre de contrôle des maladies et prévention, le CDC d'Atlanta (Centers for disease control and prévention) en l'occurrence,
- Secundo, le président Américain taxe la Chine et l'OMS pour bouc émissaire et prend la tangente en minimisant sa responsabilité dans la gestion de la crise du Covid-19,
- Tertio, lors de la 73ème Assemblée mondiale de la Santé qui s'est tenue virtuellement à Genève les 18 et 19 Mai 2020, la Maison Blanche n'a pas

apprécié que Taïwan ne puisse pas participer au congrès de la santé, car ce petit État insulaire qui dépend officiellement de la Chine a en effet su juguler l'épidémie sur son territoire. Mais la Chine n'a pas autorisé sa présence à travers la répulsion et le rejet ferme de Pékin qui considère que Taiwan fait partie intégrante de la territorialité chinoise,

- Quarto, à ces désaccords, les USA taxent l'OMS d'une communication lente et opaque, son rôle dans la mauvaise gestion et la dissimulation de la propagation du coronavirus durant la crise du Covid-19,

- Quinto, la démission Américaine montre à quel point le jeu politique a aujourd'hui pris le dessus. D'ailleurs avec ce repli, Donald Trump envoie à la communauté internationale la dépêche que les États-Unis ne coopèrent plus sur la gestion de la pandémie du Covid-19.

Avec 893 Millions de Dollars apportés sur la période 2018/2019, soit environ 15% du budget de l'OMS, les Etats-Unis, membre fondateur de l'OMS en 1948, en sont le premier bailleur de fonds, devant la fondation Bill et Melinda Gates, premier contributeur privé, l'Alliance du vaccin Gavi, le Royaume-Uni et l'Allemagne, l'arrêt des versements de la part des USA va peser d'un poids lourd sur les missions que l'OMS. Ce repli et, cette perte financière va certainement amener ses membres à revoir le modèle de financement de l'entité Onusienne. D'ailleurs, au regard de cette rétrogression des USA, déjà l'OMS a appelé les pays qui n'avaient pas encore réglé leur participation à avancer leur financement. D'autres, comme la Chine, ont augmenté leur contribution volontaire. Aussi avec ce retrait des USA, l'OMS devra diversifier ses contributions en démarchant des investisseurs privés.

Sur un autre volet, l'amputation de ce budget portera un coup dur au programme de vaccination de la poliomyélite. Rétrospectivement, depuis 1988, les fonds Américains financent en grande partie la campagne vaccinale d'éradication de la poliomyélite. L'OMS était en passe d'en finir avec cette maladie contagieuse qui ne dispose pas de traitement (En 2019, Il ne restait en effet que 33 cas déclarés dans le monde). Avec la suppression de la contribution financière des USA, il y a un fort risque de la réapparition de nouveaux cas de la poliomyélite : La médecine estime avec l'arrêt la vaccination proactive de la poliomyélite, 200 000 nouveaux cas dans les 10 ans à venir peuvent resurgir. A cet égard, la fondation Bill et Melinda Gates qui est le deuxième donateur de

l'OMS devra œuvrer dans la lutte contre la poliomyélite pour colmater l'hiatus financier des USA.

Le retrait Américain va certainement acculer l'OMS à la nécessité d'une refonte de son fonctionnement : Historiquement, l'OMS a opéré des réformes après chaque crise sanitaire, à l'instar de Sras, H1N1, Ebola.

En outre, les peurs et le repli national qui entraînent le rapatriement des entreprises pharmaceutiques, la volonté d'autonomie vis-à-vis du matériel, des médicaments, occultent l'aspect collaboratif de l'organisation et le multilatéralisme. La crise sanitaire du Covid-19 ne l'a-t-elle pas largement prouvé ?

Ce retrait nuira aux USA eux même qui sont les plus contaminés dans le monde avec plus de 3 Millions de cas et plus de 133.000 décès, et constitue un revers de la coopération internationale et ne fera que nuire à la lutte mondiale contre la Covid-19.

En guise de conclusion, je ne peux que reprendre les propos de Bill Gates, l'ancien patron de Microsoft et aujourd'hui à la tête de la gigantesque fondation altruiste Bill & Melinda Gates Foundation, "l'arrêt des subventions américaines s'avère particulièrement dangereux. Les missions de l'OMS sont en train de ralentir la progression du Covid-19 ; si ce travail est arrêté, aucune autre organisation n'est là pour prendre le relais. Le monde a besoin de l'OMS comme jamais. C'est le moment de se montrer solidaire, pas de saper la coopération multilatérale".

## **Climat des Affaires au Maroc à l'heure du Covid-19 : Quelles pistes d'amélioration de l'attractivité de l'investissement au temps du Coronavirus?**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 28/07/2020*

Nul ne doute que la Covid-19 a mis à genoux le tissu économique national, notamment la Très Petites Entreprises (TPE) et la Petites et Moyenne Entreprise (PME). La pandémie du Covid-19 a asséché le climat de l'investissement et des Affaires Internationales au Maroc, une telle flétrissure se manifeste par un net recul des investissements directs étrangers (IDE) : Ils ont connu une décrue de 24,5% (2,99 Milliards DH) en raison de la part importante des IDE dans les secteurs dans l'industrie manufacturière et les chamboulements qui ont affecté les chaînes de valeurs mondiales couplés à la chute des prix du pétrole et à la perte de confiance des investisseurs ; leur flux net s'est chiffré à 5,31 Milliards DH, en repli de 16,8, la faillite de plus de 77.000 entreprises à fin Mars 2020, une chute brutale de la consommation et de l'investissement, un recul de 5% du PIB et un déficit budgétaire de 7,5% selon les postulats du projet de la loi de Finances rectificative 2020.

Aussi, la défloraison de l'environnement du business international au Maroc se matérialise par l'arrêt de larges segments de production de moult entreprises, y compris des entreprises multinationales, la pause de plusieurs groupes étrangers et les mouvements de relocalisation industrielle à travers la récupération des avantages comparatifs causés par la crise de la pandémie du Covid-19.

Dans ce contexte de crise occasionné par la pandémie du Covid-19, la réussite de la relance de l'attractivité du climat de l'investissement et la consolidation du positionnement de l'économie Marocaine dans les chaînes d'approvisionnement mondiales est tributaire de l'approche, et la cadence avec lesquels l'Exécutif Marocain soutient le milieu des affaires et abreuve le climat de l'investissement du tissu National.

Manifestement, le Maroc a bien avancé en termes de réformes d'ordre juridique et réglementaire en atteste l'embellie du dernier classement de Doing Business 2020. Toutefois, au temps du Coronavirus, il est nécessaire d'opérer des actions ponctuelles et ciblées en relation avec les dommages collatéraux engendrés par la Covid-19 qui, à notre sens, s'articulent autour des axes suivants:

- Primo, la nécessité d'une structuration des dispositifs d'appui aux TPE/PME relatifs au financement, aux garanties et à la mise à niveau du tissu entrepreneurial qui a subi de plein fouet les contrecoups de la crise et aux subventions qui restent inopportunément peu connus et laborieusement accessibles en raison du labyrinthe des intervenants.

À ce égard, il est urgent de regrouper ces mécanismes à travers l'instauration d'un interlocuteur unique à même de prendre en charge tous ces instruments et du déploiement des procédures y afférentes à l'instar de ce qui se passe dans d'autres pays émergents et ce en activant l'édification d'un guichet unique et à la généralisation du système de création d'entreprises dans tous les Centres Régionaux d'Investissement CRI et ce par voie électronique en raison de l'accélération du mouvement de digitalisation à l'heure du Covid-19.

Le numérique est appelé, à se positionner en véritable courroie de transmission de croissance inclusive avec plus de transparence dans la gestion de l'action publique et plus d'équité dans l'accès aux opportunités d'investissement.

- Secundo, la prédilection nationale dans la commande publique, la facilitation et la fluidification de l'accès aux marchés de l'État aux TPE et PME à travers des Partenariats Publics-Privé (PPP) qui sont des conditions incontournables pour relancer le climat de l'investissement, en singulier pour les Très Petites Entreprises et les Petites et Moyenne Entreprise qui forment le maillon du tissu économique National . D'ailleurs et dans ce sens, le Comité nationale de l'environnement des affaires (CNEA) penche sur l'adaptation et l'assouplissement des procédures administratives et de la réglementation en tenant compte des besoins de l'entreprise pendant la période post-Covid-19.

- Tertio, afin d'assurer la survie du tissu entrepreneurial qui est en difficulté, il est primordial d'entreprendre certaines actions urgentes, à savoir la formalisation de l'économie (l'économie informelle constitue 33% du PNB) et la refonte du Code du travail et son harmonisation avec le marché du travail qui sont des éléments vitaux à l'attractivité du climat des affaires économiques internationales et des IDE.

- Quarto, avec les frontières que connaît l'économie mondiale, et pour soutenir les TPE/PME, il est crucial de promouvoir le "Made in Morocco" à travers l'incitation à la consommation locale qui stimulera le tissu entrepreneurial en exhortant les promoteurs nationaux à investir davantage dans différents niches et

segments de l'économie Marocaine. Le brandage "Made in Morocco" renforcera notre indépendance économique, sans exclure l'ouverture sur le monde et l'instauration de nouveaux rapports sur la base de l'équité et de l'intérêt réciproque.

- Quinto, afin d'offrir de la visibilité aux opérateurs économiques nationaux et étrangers dans ce contexte économique sépulcral et nébuleux, il est important d'accélérer les réformes d'ordre réglementaire et judiciaires telles que l'adoption de la loi relative à l'arbitrage, à la médiation conventionnelle, la modernisation et la dématérialisation du système judiciaire et l'amendement du texte relatif aux entreprises en difficulté. L'atténuation des contraintes actuelles qui se dressent devant les sociétés au niveau de la phase judiciaire, le caractère relativement long de la phase contentieuse et la révision des délais devant les tribunaux de commerce et les adapter à la nature des activités commerciales ne sont-ils pas importants pour sécuriser et redonner crédit aux investisseurs nationaux et étrangers ?

- Sexto, les entités chargées de la promotion de l'investissement doivent développer leur rôle d'interlocuteur entre les investisseurs étrangers et l'administration, en privilégiant les activités de suivi des entreprises (AFTERCARE) plutôt que celles visant l'attraction. Ces entités doivent prendre des mesures d'urgence afin de soutenir et pérenniser les investissements existants, et éviter d'éventuels désinvestissements. Aussi, ces entités doivent créer des cellules de crise et de veille dont le rôle est d'informer et de communiquer avec les investisseurs, de répondre à leurs doléances à travers le suivi des interruptions de production.

D'ailleurs, lors de la dernière réunion du Comité national de l'environnement des affaires, tenue Mardi 23 juin 2020 à Rabat présidé par le chef de l'exécutif, le CNEA ambitionne d'entamer l'élaboration d'une politique nationale intégrée dans les prochains jours, en se basant essentiellement sur les résultats de l'enquête nationale sur les freins au développement du secteur privé, réalisée en 2019 avec l'appui d'experts internationaux. Cette feuille de route, qui devra être prête fin 2020, permettra de donner de la visibilité au milieu des affaires.

- Septimo, dans le cadre du redimensionnement des chaînes de valeurs mondiales causé par la pandémie du Covid-19, le Maroc doit être "opportuniste" en attirant une relocalisation diversifiée des industries étrangères au Maroc dans

un climat des affaires sain pour reprendre les propos du Ministre Marocain du Commerce et de l'Industrie. Ceci est d'autant plus opportun que le Maroc recèle des capacités de production et d'ingénierie importantes qui peuvent être mises à contribution pour que l'Europe devienne encore plus compétitive, via la relocalisation industrielle en constituant une des pièces importantes du puzzle de la compétitivité et de la production Européenne de demain dans un contexte de la bataille pour la "relocalisation et la compétitivité" qui s'annonce d'ores et déjà animée entre les puissances industrielles telles que l'Europe, la Chine, le Japon, les Etats-Unis, la Turquie.

A ce titre, dans leur course à la compétitivité et à la garantie de l'approvisionnement, les entreprises Européennes pourront trouver au Maroc la solution la plus avantageuse. C'est ce que cite le site allemand "Deutsche Welle" dans un article "La débandade chinoise pourrait être bénéfique pour l'économie Marocaine": La crise du Coronavirus a révélé leur grande dépendance vis-à-vis de la Chine pour une multitude de produits allant du plus simple au plus impliqué. La recherche des prix les plus bas, n'est pas toujours une solution. Cette dépendance ne plait pas aux Européens. Le Maroc qui constitue, selon les experts, un îlot de stabilité politique dans le voisinage sud turbulent de l'UE et un partenaire commercial fiable du bloc, pourrait être un choix évident pour les entreprises qui cherchent à raccourcir leurs chaînes d'approvisionnement.

- Octavo, l'accélération de la mise en application de la de la charte de l'investissement qui accuse beaucoup de retard dans sa mise en œuvre. En effet, faut-il rappeler que la charte de l'investissement fait parti de la mouture de la réforme de l'investissement présentée devant le Souverain Marocain lundi 4 juillet 2016 au palais royal de Casablanca. 5 années se sont écoulées sans que cette charte de l'investissement ne voit le jour. A nos yeux, la mise en œuvre de cette armature juridique au temps du Covid-19 serait un signal fort, une véritable mesure d'incitation et de soutien ainsi qu'une grande opportunité d'investissement pour les investisseurs nationaux et étrangers en regroupant les dispositifs communs à tous les secteurs, les dispositifs sectoriels plus spécifiques et les dispositifs régionaux, en mettant en avant les régions les moins favorisées.

D'autres mesures s'avèrent nécessaires pour fertiliser le climat de l'investissement qui sont contenues dans le projet de loi de Finances rectificative pour l'année 2020 tel :

– La mise en œuvre, dans le cadre de conventions sectorielles, de mesures tenant compte des spécificités de chaque secteur, en relation avec l'ampleur de l'impact subi suite à la crise et du temps nécessaire à la reprise de l'activité.

– L'allocation de fonds nécessaires pour couvrir les risques des prêts garantis au profit de tous les segments d'entreprises, y compris les entreprises publiques. Des Conditions avantageuses seront appliquées à travers un taux d'intérêt maximum ne dépassant pas 3,5%, et un délai de remboursement de 7 ans, avec deux ans de grâce et une garantie de l'État variant entre 80% et 90% et pouvant atteindre 95% pour les très petites entreprises.

– L'allocation des ressources du Fonds spécial de gestion de la pandémie du Coronavirus pour continuer, jusqu'à la fin de l'année, à accompagner sur les plans, social et économique, les secteurs qui feront face à des difficultés même après la levée du confinement.

– La promotion de l'investissement public afin d'accélérer la redynamisation de l'économie nationale.

De telles mesures incluses dans le projet de loi de Finances rectificative pour l'année 2020 donneront un nouveau souffle pour la stimulation de l'investissement privé et la dynamique économique et sociale du Maroc.

En guise de conclusion, les quelques éléments de réflexion évoqués ci-haut visent à en planter le décor afin d'inventer un récit mobilisateur dans la durée soutenu par une ligne de conduite clairement définie : Le contexte national et international morose, la persistance de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 et son impact sur le climat de l'investissement et des affaires internationales interpelle l'exécutif Marocain à donner impérieusement des signaux forts au milieu des affaires à travers le soutien aux secteurs durement impactés par la crise sanitaire en promouvant le " Made in Morocco ». Ces mesures ambitionnent, entre autres, d'inciter les promoteurs nationaux et étrangers à redémarrer pour retrouver au plus vite leur vitesse de croisière dans une aura d'investissement fécond et fertile.

## Le Deuil du cèdre de Beyrouth

*Chronique publiée sur notre site [www.maghrity.com](http://www.maghrity.com) le 09/08/2020*

Le Liban vit la pire crise économique et sociale de son histoire, attisée par la pandémie mondiale du Covid-19 et ce dans un contexte politique délicat exacerbé par les tensions entre les États-Unis et le Hezbollah, le mouvement armé chiite allié de l'Iran, qui domine la vie politique libanaise. La détresse de Beyrouth s'accroche aux multiples crises en cascade qui brutalisent le pays de cèdre, un Liban qui passe de la promesse éternelle du Moyen-Orient à la funeste liste des États en sénescence de la région. Ces précarités qui ne s'additionnent pas, mais qui foisonnent avec 300 000 personnes temporairement sans domicile causées par l'explosion du port de Beyrouth Mardi dernier.

Historiquement, le Liban avait tout pour devenir un pays de référence sur la Maré-Nostrum. Sa géographie a largement façonné sa spécificité culturelle du monde arabe dans lequel il est enraciné, grâce à avoir servi d'accueil, d'asile et de refuge à toutes sortes de rebelles ethniques, politiques et religieux, qui ont trouvé abri dans la géographie accidentée du pays.

La carence et le manque de ressources naturelles, ont permis au Liban d'émerger en tant que Hub commercial et repère référent culturel, ce qui a enfanté une forte densité de population et des taux d'alphabétisme élevés.

Isolément de la cause misanthrope de la catastrophe, le stockage 2.750 tonnes de nitrate d'ammonium à Beyrouth, un engrais dont les propriétés explosives ont été maniées dans des manœuvres terroristes, nous donne la mesure du manque de contrôle qui prédomine.

Dans ce contexte, Il est épineux d'escompter que le Liban puisse voir le bout du tunnel pour amorcer une nouvelle phase de redémarrage avec un tableau économique sombre : des pertes d'emplois en millier, une politique fiscale au point mort qui aurait pu apporter subvenir aux besoins essentiels des familles martyrisées, encore plus marginalisées par la fulmination du port commercial de Beyrouth, une explosion équivalente à un cinquième de la bombe d'Hiroshima.

D'après les estimations économiques, le Liban, de charybde en scylla, entre dans un nouveau cycle infernal de détérioration économique et sociale. En Mars

dernier Lorsque le Liban a été mis en banqueroute, l'exécutif de Beyrouth entama des négociations avec le FMI en vue d'un plan de redressement global.

Cependant, l'Elysée avait renoncé à obtenir des résultats de cette conférence des donateurs qu'elle avait organisée, principalement en raison des suspicions des pays du Golfe quant à la possibilité que les dons s'immiscent entre les mains du Hezbollah, une organisation dont la mainmise sur l'administration libanaise a jusqu'à présent rendu difficile toute avancée dans les pourparlers de sauvetage du FMI.

Bien avant, une Conférence pour le développement par les réformes et avec les entreprises (Cèdre) pour le Liban a été organisée le 6 Avril 2018 à Paris où une quarantaine de pays et 14 organisations internationales pour redresser l'économie libanaise.

Après dix-sept rounds de négociations, les discussions n'ont enregistré aucune avancée et la perspective d'une sortie de l'impasse s'éloigne chaque jour davantage.

Au-delà de l'annulation des prêts, la restructuration de la dette souveraine du Liban semble très complexe : Le Liban pâtit de ressources naturelles, souffre d'une hausse de l'inflation de plus de 53 % en 2020, une dette publique libanaise qui culmine à plus de 86 milliards d'euros, soit 151 % du PIB et frôlera les 250 % du PIB selon le FMI, c'est plus encore que la situation dans laquelle se trouvait l'économie grecque en 2010, ne dispose pas non plus de réserve de change pour faire appel aux importations nécessaires et les 300 tonnes d'or qu'il conserve dans ses coffres forts de la banque centrale du Liban ne valent que 17 Milliards de dollars.

Son unique valeur réelle pour les tiers et le milieu des affaires est sa situation géostratégique : le pays du cèdre importe plus de 80 % de ce qu'il consomme, en particulier des denrées alimentaires et des hydrocarbures. Son secteur financier se cantonne au marché immobilier et à la gestion des transferts de fonds de l'émigration libanaise. De ce fait, Il n'est donc pas impressionnant que les tentatives des banques orthodoxes pour attirer les dépôts en devises étrangères offrant des taux d'intérêt élevés pour renflouer le Budget Général de l'État Libanais aient échoué dans une situation de dépréciation et de dévaluation de plus de 80 % de la valeur de la lire libanaise et de l'exode massif de capitaux vers d'autres lieux stables.

Ainsi en l'état actuel (la faim, le manque de soins médicaux, l'approvisionnement en eau potable et les coupures d'électricité.....), l'horizon du Liban ne peut émaner que de réformes structurelles qui mettent fin à la corruption systémique en permettant au Liban d'évoluer vers une économie ouverte avec un accord sur un plan d'investissements pluriannuel collectif émanant du FMI et la Banque mondiale. D'ailleurs, Le 13 juillet dernier, le FMI a exhorté les deux délégations libanaises à s'unir autour du plan du gouvernement » et à engager des réformes » annoncées en avril à l'instar de la lutte contre la corruption ou la transparence des adjudications publiques. Toutefois, les guerres intestinales de force politique dominant, favorable à l'alliance des forces communautaires et de l'oligarchie financière, sape à court terme toute perspective d'évolution.

In fine, c'est un secret de polichinelle que le peuple libanais sait congrûment que les problèmes qui l'accablent ne peuvent être résolus par la même élite corrompue (en 2018, le Liban occupait la 138e place sur 180 du classement des pays les plus corrompus, selon l'organisme Transparency International) et sectaire qui les a créés.

## **Quel rôle de la Diplomatie Internationale au temps du Covid-19 ?**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghrity.com](http://www.mmaghrity.com) le 12 Août 2020*

À l'heure du Covid-19 où l'économie mondiale pâtit d'une crise sanitaire sans précédent, tous les crédos et dogmes se ravisent. Les pourtours d'une nouvelle ère mondiale se profilent et les règles du jeu se redimensionnent en matière géopolitique et géostratégique.

Les corollaires de cette pandémie ne se cantonneront pas à une récession économique, probablement jamais vue depuis la grande dépression de 1929. Elle aura également un effet transformationnel sur les États et les sociétés et entraînera certainement des changements d'envergure dans la répartition du pouvoir au niveau international.

Au regard de ce contexte économique fébrile et tumultueux, les Gouvernements doivent ériger de nouvelles stratégies qui doivent être en harmonie avec les nouveaux challenges Post-Covid à travers une diplomatie proactive, capable d'interférer avec l'environnement actuel en exigeant de l'anticipation afin d'assurer les symétries internationales. Dores et déjà et plus que jamais, le diplomate est interpellé à jouer un rôle vital dans le maintien des Relations Internationales pour l'équilibre mondial.

Dans ce cadre, la diplomatie ne doit pas se dévier de sa responsabilité : Faire cheminer les intérêts du pays en cette occurrence échevelée engendrée par la pandémie du Covid-19 et apporter le soutien et l'accompagnement nécessaire aux diasporas demeurent les principes immuables et structurants de leur approche sans oublier leur devoir de civisme envers leur pays d'accréditation.

Cette période post-confinement doit non seulement nourrir les manières de relance économique, mais animer les ambitions d'une diplomatie altruiste et de cohésion en entamant un véritable temps de rupture avec la diplomatie classique et ce en concevant de nouveaux équilibres mondiaux d'une société internationale en pleine crise.

Aussi, dans cet avenir empreint d'incertitude et d'incohérence. A notre sens, il serait peut-être opportun de sortir des sentiers battus pour dessiner les chemins d'une diplomatie de solidarité, d'empathie et de bénignité : Le sens de l'histoire nous exige à donner de l'effort à la coopération internationale plus d'effectivité,

plus de solidarité et plus de transparence. Cependant aujourd'hui, force est de constater que nombre d'instances internationales sont en déphasage avec cette ambition tel l'Organisation des Nations Unies ONU, l'Organisation mondiale de la Santé OMS, le Groupe des sept G7, le Fonds Monétaire International FMI, l'Organisation mondiale du commerce OMC ...etc. Il s'agit, aujourd'hui, d'inscrire l'action des Organisations Internationales dans des dynamiques de convergence plus renforcée en insufflant une dose de philanthropie dans la nouvelle configuration et les modes de gouvernance de notre système multilatéral.

Dans cette mouvance, le diplomate doit être un vecteur de changement et un acteur proactif capable d'interagir, appréhender et analyser un monde en continuelle mue. En ce temps du Covid-19, le diplomate doit être l'avant-garde d'une bataille qui accole la résilience à la défaillance, qui oppose l'ouverture aux replis identitaires et confronte l'allocentrisme à l'égoïsme.

Aussi, dans ce climat international instable engendré par la Covid-19, les diplomates doivent être des acteurs multifonctionnels et polyvalents au regard de la transversalité des tâches qui leur incombe. Dorénavant, les horizons de réflexion sur ce que devrait être le diplomate "post-Covid" pourraient se résumer comme suit :

D'abord, avec les nouvelles exigences de la période Post-Covid, le multilatéralisme doit devenir le sentier privilégié de l'interférence diplomatique et consulaire qui prémunit l'humanité contre les déséquilibres internationaux.

Si les pourparlers et les négociations demeurent centraux dans le métier des diplomates, il n'en demeure pas moins qu'elle devra être reforcée pour incorporer les nouveaux paramètres structurants de ce nouveau monde en gestation : Le Diplomate devra gagner en expertise, en réactivité et en compétence pour évoluer dans un climat qu'il doit être en mesure de transformer au gré des impératifs de la donne Post-Covid. Sous cet angle, l'importance du "soft power" sera décisive dans les désinences cognitive et technologique. A ce titre, l'innovation deviendra à la fois un instrument et une prédestination et la capacité du diplomate à s'appuyer sur les réseaux sociaux (Think-Tank, media, ONG,,) serait une valeur ajoutée incontournable pour circonscrire les pistes d'une diplomatie performante, proactive et constamment tournée vers l'avenir.

En guise de conclusion, la tâche du diplomate peut être résumée dans un message du Souverain à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la diplomatie marocaine, 28 avril 2000 : " Le rôle du diplomate revêt une importance capitale et constamment renouvelée, puisqu'il est devenu le pivot et l'intermédiaire incontournable entre les décideurs en matière de politique étrangère et de politique intérieure, sachant que le premier domaine est le prolongement du second. Le diplomate utile à son pays est aujourd'hui celui qui cultive si bien le sens de la communication, la vision globale et le pouvoir de synthèse pour en faire une pièce maîtresse au service de la diplomatie de son pays à même de lui permettre d'assumer pleinement sa mission dans la mise en œuvre de la politique extérieure nationale et la réalisation de ses objectifs."

FOR AUTHOR USE ONLY

## **L'économie Marocaine entre le marteau du protectionnisme et l'enclume de l'ouverture à l'heure du Covid-19**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 17/08/2020*

Au lendemain de l'indépendance, le Maroc a choisi délibérément la voie de la libéralisation s'exprimant dans le modèle très connu sous le vocable de la croissance tirée par les exportations Export Led Growth considéré comme le plus apte à répondre à des objectifs explicites (croissance, exportations, privatisation, attraction des IDE....etc.).

Toutefois, depuis l'émergence de la crise du Covid-19, une mutation semble se dessiner dans les rapports de l'État envers l'économie, un revirement qui se matérialise par une sinuosité protectionniste : Ce détour autarcique se concrétise par le label "Consommer Marocain», préférence nationale, sur-taxation douanière, restrictions ou interdictions des importations, qui est d'ailleurs validé par l'argentier du Royaume dans la loi de Finances rectificative 2020.

Pourtant, d'antan, le Maroc avait fait du pari de l'ouverture l'un des piliers des politiques économiques du Royaume à travers la libéralisation du commerce extérieur, le retrait de l'Etat de certains secteurs, et la séduction des investissements directs étrangers (IDE). Aussi cette extraversion s'est matérialisée par la signature de plus de 50 Accords de Libre-échange qui donnent au pays l'accès à plus d'un Milliard de consommateurs.

Aujourd'hui avec la pandémie du Covid-19, on se rend compte qu'en fine, ce modèle d'importation et d'exportation constitue une épée de Damoclès sur l'économie Marocaine. L'option d'instituer la libre exportation et/ou importation n'a pas pu forger une véritable courroie de la transmission de la dynamique économique dans la mesure où les prouesses économiques ont été plutôt dissuasives, plus mal encore, il présente des menaces. Et pour cause, avec un Produit Industriel Brut qui dépend mécaniquement et systématiquement de l'extérieur et des secteurs exposés à la compétition internationale, la crise mondiale actuelle ne fera que rempironner la stagnation et le marasme économique.

L'économie Marocaine, à la fin, se trouve écartelée entre le marteau de l'introversion et l'enclume de l'extraversion car, si l'ouverture a des effets préjudiciables, le protectionnisme tout aussi, les en a. En effet, l'histoire des

faits économiques et sociaux et les récits des manuels de l'économie Marocaine où Le taux de couverture dans les années 70 frôlait les 45% atteste incontestablement que le Royaume a reçu durement les contrecoups de ce modèle autocentré ainsi que d'autres économies de même développement économique et social.

Avec la pandémie du Covi-19 où sans exception tous les pays suivent le mouton de panurge des barrières douanières et commerciales et la prédilection autarcique se rallume et s'attise, le protectionnisme ne doit pas être obscurantiste, comme il est le cas actuellement au temps du Coronavirus.

Ainsi, les choix économiques de l'exécutif Marocain doivent être mûrement réfléchis et les risques calibrés.

Aujourd'hui plus que jamais, l'alchimie du dosage s'impose au Team Saad Dine El Otmani car faut-il rappeler que toutes les économies du monde n'ont guère vécu dans une extraversion totale ou dans une autarcie totale. D'où l'importance de la finesse de la mixtion

Le nouveau modèle de développement en gestation ne devrait-il pas être recontemplé et repensé à la lumière de ce sweet spot : Trouver la meilleure posologie entre libéralisation et protectionnisme pour mieux gérer les contraintes actuelles et futures, avec moins de dépendance structurelle vis-à-vis de l'extérieur et plus d'autonomie territoriale. C'est chercher, en guise de conclusion, la souveraineté Nationale qui est redevenu le maître mot à l'heure du covid-19 et le retour des postures du self-help prônées par les théoriciens du néoréalisme, à l'instar de l'Américain Kenneth Waltz.

## **Repenser le Patriotisme et le Civisme au Maroc à l'heure du Covid-19**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 24/08/2020*

Nul ne doute que depuis l'envolée de la pandémie du Covid-19, le Souverain Marocain a consenti, avec dévouement des sacrifices immenses pour sauver des âmes humaines et ce en faisant primer la vie des Marocains sur l'économie. En outre, le King a déployé des efforts laborieux à travers différents moyens : Etat d'urgence sanitaire décrété le 20 Mars 2020, la création d'un fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie de coronavirus, le 15 Mars 2020. Le confinement a été accueilli à bras ouverts par tous les Marocains malgré ses contrecoups économiques et ses terribles effets psychiques et psychologiques avec ces 100 jours ou presque de confinement drastique qui ont étouffé l'économie du Maroc et achevé le moral des familles.

La solidarité, il faut l'avouer, dans notre patrie, a été exprimée de manière spontanée, bénévole et bienveillante à des niveaux que peu de pays connaissent ou peuvent même espérer relevant que notre pays a été cité en exemple pour son respect des mesures préventives et pour les résultats probants qu'il a enregistrés durant la période de confinement.

Le Souverain Marocain ne s'est-il pas félicité de ce bilan, dans son panégyrique à l'occasion du 67<sup>ème</sup> anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple, qui a été un sujet particulier de fierté, notamment au vu des bas niveaux du nombre de décès et de la proportion des individus atteints, comparativement à ceux de nombreux autres pays.

Ainsi, jusqu'à la fin du confinement, la gestion de la pandémie s'est avérée efficace et le retour à la vie normale était presque envisageable.

Autant en emporte le vent et hélas, juste après la levée du confinement et quand les Marocains ont cru qu'on est sorti de l'auberge, l'état épidémiologique s'est vite démantelée : le nombre des cas confirmés, celui des cas graves et celui des décès ont augmenté in crescendo, en peu de temps, soit plus de trois fois, par rapport à la période de confinement.

Certains ont confondu levée du confinement et fin de la pandémie, d'autres ont affiché un laisser-aller et un relâchement inadmissibles alors que d'aucuns affabulateurs réfutent même l'existence de la pandémie.

La pandémie du Covid-19 s'est embrasée rendant oiseux et vains tous les sacrifices consentis et mettant en lambeaux tous les aboutissements positifs enregistrés jusque-là.

Les causes sont un secret de polichinelle : indifférence, laxité, inattention et insouciance générale. Les Marocains, tout en faisant litière des mesures barrières, ils ont précipitamment renoué avec leur train-train dans les espaces publics ainsi qu'au sein de leur famille.

Ils ont repris leurs accoutumance comme si la pandémie du Covid-19 n'était qu'un feu de paille, pire encore comme s'il n'jamais existé, ou comme une boutade tissée par l'imaginaire de l'OMS.

Et de charybde en scylla, la fête de l'Aïd, avec ses débouchés de bétail truffés de vendeurs et d'acheteurs, les attroupements familiaux, les cafés, les voyages, les plages ont été la cerise sur le gâteau. Résultat : Multiplication exceptionnelle de cas d'infection avec une contamination qui dépasse les 1000 cas chaque jour, les services de réanimation pris d'assaut et des pertes humaines en augmentation alarmante avec une moyenne de 32 décès chaque jour.

Sans vouloir jeter de l'opprobre sur les Marocains, on a l'impression qu'il y a désinvolte et irrévérence qui plisse la provocation chez grand nombre de nos compatriotes. La guerre n'est pas menée par tous. Il y aurait ainsi des déserteurs, des irresponsables, des inconscients pour reprendre les propos de Tahar Benjelloun.

Dans son discours à l'occasion du 67ème anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple, le Souverain a indiqué que ces attitudes irrationnelles sont d'une part dénuées de civisme car agir en bon citoyen, c'est avant tout se soucier de la santé et de la sécurité d'autrui, notant que ces attitudes traduisent, d'autre part, un manque de solidarité, car être solidaire, ce n'est pas seulement aider autrui matériellement, c'est surtout, dans cette situation, éviter d'être potentiellement un vecteur de contamination pour les autres.

Ce comportement incivique et irresponsable des gens pourrait être assignable à l'inconscience, à la bravade, au fatalisme, au "je-m'en-foutisme" ou encore au scepticisme de nos concitoyens au regard de la pandémie du Covid-19. Pire encore, certains Marocains vont jusqu'à disconvenir son existence en convoquant la théorie du complot pour argumenter leur manquement aux consignes de protection.

De ce fait, la réticence au port du masque est tangible et la distanciation physique dans les lieux publics ou les marchés n'est pas respectée. Ainsi nous interpelle le pourquoi de cette indifférence et cet agnosticisme à l'égard des discours officiels sur la Covid-19, en dépit de toutes les campagnes de sensibilisation et les mises-en garde contre ce virus :

D'abord, l'incrédibilité des responsables et du Gouvernement voire des scientifiques et ce, pour de nombreuses raisons : l'incohérence et le tohu-bohu des discours scientifiques, les annonces divergents et contradictoires des politiques, les guerres intestinales préjugées sur le marbre des laboratoires des scientifiques et politiques, les débats houleux sur l'efficacité de la chloroquine entre l'école de Marseille de Didier Raoult et ses adversaires les plus acharnés, les discussions orageuses sur la nécessité du port du masque, sur la fiabilité du vaccin et les différentes virevoltes qui s'y rapportent ont alimenté chez les Marocains, et sur d'autres ci eux le sentiment de scepticisme à l'égard des chercheurs et des politiques.

Toutes ces incohérences et ce "remue-ménage", ces discours d'obédience politique et scientifique contradictoire, auraient suscité la suspicion et une sorte de paranoïa au regard de ceux qui sont censés démystifier et prémunir le peuple et en corollaire apporté de l'eau au moulin des apôtres de la théorie du complot et d'autres psychoses.

Aussi, les enjeux économiques liés à la pandémie, les politiques géostratégiques et géopolitiques des différentes puissances, ainsi que les discours médiatiques ont farfouillé les pistes. Ainsi, il n'y a plus de distinguo entre les mensonges des vraies informations, c'est la Tour de Babel où le commun des mortels ne sait plus à quel saint se vouer.

En sus, le rapport du citoyen à l'autorité publique est un autre facteur qui, semble-t-il, pourrait expliquer la désinvolture de certains de nos concitoyens à qui les agents d'autorité n'incarnent plus le "Topo" et le modèle qui fait peur et qui s'approprie le pouvoir absolu auquel le patriote était longtemps subordonné.

Et, le discours pédagogique auquel on a recours ne tient plus car il est devenu orthogonal aux moyens d'éducation et de dissuasion empruntés et auxquels ils sont habitués. Leur comportement est devenu le pendant de deux modèles d'éducation antinomiques : L'autoritarisme et le laxisme.

Avant le port du masque, le port de la ceinture en voiture, bien que cela soit dans l'intérêt du citoyen et malgré toutes les campagnes de sensibilisation, n'est-elle pas adoptée que lorsque les amendes ont commencé à être infligées ? C'est pourquoi des voix s'élèvent pour demander que des sanctions soient appliquées à ceux qui ne respectent pas les mesures barrières.

En corollaire à cette ambivalence des discours et de ces modèles d'éducation, nous avons affaire à une grande frange sociale qui choisit ses références et ses arguments. Quand on est à court d'argument, c'est le modèle occidental qui est évoqué pour se justifier. "On n'est pas meilleur que ces Allemands ou ces Américains qui ont manifesté contre le port du masque" nous rétorque-t-on.

Ceci dit, il est malencontreux de voir des personnes qui ne sont ni disciplinées, ni responsables, ni solidaires et encore moins altruistes réduire à néant les efforts louables et laborieux consentis durant des mois de confinement. A cet égard, ne faudrait – il pas évoquer une crise de valeurs ; lesquelles valeurs ne constituent pas la prévalence d'une grande partie des Marocains ?

C'est dans ce sillage que le Souverain Marocain a appelé la Nation à faire preuve de mobilisation et de vigilance et à adhérer unanimement aux efforts déployés à l'échelle nationale, afin de sensibiliser la société, éveiller sa conscience et l'encadrer pour juguler la pandémie du Covid-19. Car, in fine, nous sommes en guerre, mais contre un ennemi invisible, génocide, truant, misanthrope et ascétique qui gagne à tous les coups.

## **Apostrophes sur les stratégies de sauvetage et de relance de l'économie Marocaine au temps du covid-19**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 15/09/2020*

D'emblée, l'immensité de la crise économique et sociale que nous confortons n'est pas seulement imputable à la pandémie du Covid-19, mais remonte bel et bien au tournant du siècle. En effet, notre économie connaît une triple crise :

La première est de nature structurelle, relative à la lassitude du modèle de développement économique bâti au début des années 70 qui avait favorisé une ouverture sur le marché mondial en privilégiant les activités exportatrices et une spécialisation internationale dans les niches économiques à forte intensité en main-d'œuvre non qualifiée et à faible coût salarial. Cette stratégie a très vite sombré sans pour autant instaurer une dynamique économique de croissance et de développement, engendrant la crise de notre contrat social à travers la flambée du déficit de la balance commerciale, et la hausse du chômage, singulièrement celui des diplômés.

Toutefois, si l'exécutif Marocain n'a pas été apte à architecturer un nouvel édifice de développement économique et social, l'économie Marocaine a pu maintenir au cours de ces années les fondamentaux macroéconomiques qui deviendront la " monomanie " des politiques économiques sous les auspices des institutions issues de Brettons Woods Fond Monétaire Internationale FMI et Banque Mondiale.

La pandémie de la Covid-19 va apposer une troisième dimension en creusant l'hiatus de la crise et nous mettra face à un cataclysme économique marquée par un net recul des investissements directs étrangers (IDE), une chute brutale de la consommation et de l'investissement, un recul de 5% du PIB et un déficit budgétaire de 7,5% selon les postulats de la loi de Finances rectificative 2020. Aussi, la stagnation se matérialise par l'arrêt de larges segments de production de moult entreprises, y compris les entreprises multinationales, la pause de plusieurs groupes étrangers et les mouvements de relocalisation industrielle à travers la récupération des avantages comparatifs causés par la crise de la pandémie du Covid-19.

Les dynamiques économiques enclenchées vont remettre en cause les finances publiques suite à un trend haussier du déficit budgétaire qui s'est affouillé à 25,5 Milliards de DH à fin Mai 2020. L'Etat a recouru à l'endettement extérieur, Mardi 7 Avril 2020 à un tirage sur la Ligne de Précaution et de liquidité (LPL) pour un montant équivalent à près de 3 Milliards de dollars, remboursable sur 5 ans avec une période de grâce de 3 ans.

La pandémie Covid-19 devrait causer la plus importante contraction du PIB depuis 25 ans qui se situerait autour de - 5% selon les hypothèses de la loi de Finances rectificatives 2020 et à -6,2% selon un scénario plus pessimiste du Think-Thank de Habib El-Malki le Centre Marocain de Conjoncture CMC. Aussi, au-delà même de l'impact de la pandémie du Covid-19 sur l'économie Marocaine, le PIB serait plombé par la contreperformance de la composante erratique du secteur primaire en raison de la baisse des précipitations pluviales qui induira une mauvaise campagne agricole

Ainsi, à la crise structurelle que notre pays connaît depuis le tournant du siècle, s'est additionnée une crise conjoncturelle imputable aux répercussions économiques et financières de la pandémie du Covid-19.

Le second volet concerne la conception et la philosophie du sauvetage économique et de la relance, ainsi que la vision que doit porter ce projet de securisme économique. A ce niveau, l'ampleur de la crise et son caractère inédit dans l'histoire économique récente de notre pays exigent beaucoup de fermeté, de rigueur et de détermination. Ces qualificatifs sont incontournables dans la mesure où cette crise économique impose des politiques et des choix non conventionnels qui rompent avec les options d'antan n'ayant pas répondu aux challenges du malaise économique et social que notre pays traversait.

La majorité des contrées du monde, ainsi que les instances internationales, ont regagné cette dynamique mondiale, à la quête de nouvelles ripostes aux défis de ce marasme imputable au Sars Cov2, et dans la refonte d'un nouveau modèle de développement qui met l'homme et la solidarité dans ses priorités.

Ces premiers ébauches constituent un prélude inéluctable à la formulation des stratégies de sauvetage économique que l'exécutif Marocain devra bâtir pour la dynamique de croissance et rétablir la confiance et l'espoir au regard des lassitudes et à la désespérance qui règnent à l'heure du Covid-19.

Il est important de souligner que cette dynamique n'est pas seulement une question technocrate/technicienne, mais il s'agit d'un processus amplement politique qui embrasse les grands choix et les grandes visions du développement de notre Patrie.

L'apostrophe des stratégies de sauvetage et de relance de l'économie concerne quatre volets essentiels, à savoir la vision, les grands défis et les grandes transformations, les priorités et les mécanismes.

### **Apostrophe N°1 Quelle vision pour une stratégie de sauvetage et de relance ?**

L'Apostrophe de la vision est déterminante, dans la mesure où elle concerne le projet d'avenir que l'Exécutif Marocain doit se fixer comme objectif à atteindre et à réaliser. La vision stratégique doit apporter des répliques à deux éléments essentiels :

- Le premier est d'ordre endogène et concerne la nature de l'ordre social et le vivre-ensemble que nous devons chercher à édifier : Nous pensons que la question fondamentale concerne la reconstruction du ruban social qui s'est essoufflé autour de la trame du modèle de développement. A ce titre, nous devons reconstruire les fondements du contrat social dont l'ordre politique, le modèle de développement, les relations sociales sont incontournables. Il ne nous sera pas possible de sortir de cette convulsion économique attisée par la pandémie du Covid-19 sans un consensus large sur une vision commune du contrat social qui doit unir les Marocains au cours des prochaines années.

- Parallèlement à la dimension interne, la vision stratégique doit également apporter des réponses quant à la place de notre économie sur l'échiquier international. A ce titre, nous gageons que notre pays peut jouer un rôle géostratégique pour devenir la nouvelle économie émergente et le lieu de raccordement entre trois espaces majeurs dans l'avenir du monde, à savoir l'Afrique, le monde Arabe et l'Europe. Cette affiliation géographique de notre pays nous permettra de jouer un rôle primordial dans l'avenir, singulièrement avec l'opportunité du retrait de la globalisation et les tentatives de redimensionnement des chaînes de valeurs au niveau régional.

## **Apostrophe N°2 : Les grands défis et les grandes transitions :**

Cette apostrophe doit interpeller cinq orientations essentielles qui vont structurer et agencer l'ère Post-Covid-19 :

- La première concerne l'avenir de la globalisation dont la crise et le repli ont fait couler beaucoup d'encre par un grand nombre d'experts et d'études. Aujourd'hui, l'attention se polarise sur les démarches de restructurer les chaînes de valeur mondiale sur des sièges régionaux pour ouvrir des horizons féconds pour l'avenir de notre développement économique. Notre potentiel pourrait s'émailler en devenant une aire économique de jonction des chaînes de valeur régionales en cours de reconfiguration.

Dans les grands challenges pour l'avenir de notre Patrie, aussi, nous devons poser l'apostrophe de l'abysse géographique de nos dynamiques de croissance, une question qui a soulevé beaucoup de débats, particulièrement en rapport avec l'accord de partenariat avec l'Union Européenne. Cette interrogation ne devra-t-elle pas faire l'objet d'un traitement pragmatique pour un accord capable de défendre nos intérêts et d'ouvrir des perspectives importantes pour nos entreprises ?

A ce niveau, l'UMA, les pays arabes, les pays africains, ainsi que les pays asiatiques doivent demeurer des débouchés importants à même de raffermir nos rapports de coopération et la diversification de nos partenaires économiques et commerciaux.

- Parallèlement à la nouvelle globalité issue de la pandémie du Covid-19 et à la profondeur géographique, notre conception de l'Etat et de son rôle dans la dynamique économique et sociale fait partie des apostrophes qui doivent faire l'objet d'un important débat. La Covid-19 a été à l'origine d'un retour ébouriffant de l'Etat dans les différents domaines de la vie économique et sociale. Ce regain a démontré les écueils de la vision d'un Etat régulateur prêchée en chorale par les théories néolibérales depuis le début des années 1990 et la nécessité impérieuse de "recontempler" ce rôle pour faire face aux inquiétudes, aux incertitudes et aux angoisses de notre monde.

- La quatrième interpellation concerne la souveraineté nationale qui a ressurgi avec force dans le débat public. Cette grande interrogation, qui interpelle tout notre système productif, exige une nouvelle réflexion sur les branches industrielles, agricoles et "servicielles" afin de déterminer celles qui devront

désormais porter le projet de Souveraineté Nationale tout en faisant l'objet d'un soutien afin de répondre à nos besoins stratégiques et desserrer l'étau de la contrainte externe en allégeant le déficit commercial et renflouer les réserves de changes.

- La cinquième grande interrogation concerne notre rapport avec le système Multilatéral. Si la pandémie a été à l'origine d'un retrait de la globalisation heureuse, elle a cependant démontré l'importance des Organisations Multilatérales puissantes, capables de défendre notre monde dans différents domaines dont la santé, l'économie, le commerce, la culture et la science. A cet égard, il est important que notre pays opte pour des stratégies et des politiques plus laborieuses au sein du système Multilatéral qui nous propulse dans le monde Post-Covid

### **Apostrophe N°3 : Les priorités des stratégies de sauvetage :**

Après avoir défini les visions et élaboré les challenges à relever, les stratégies de relance et de sauvetage de l'économie doivent déterminer les priorités. De notre point de vue, les stratégies de relance Post-Covid-19 doivent s'atteler sur quatre grandes primautés :

- La première priorité est le renouveau de la politique industrielle qui exige l'abandon du modèle d'industrialisation en crise hérité du début des années 70, basé sur le paradigme "Ricardien" du coût salarial (Secteurs à forte intensité en travail non qualifié). Les nouveaux secteurs industriels connus sous les Métiers Mondiaux du Maroc 3M ont commencé à faire leur apparition dans notre économie et nos entreprises Marocaines ont démontré leur contenance à bâtir leur compétitivité dans ces nouvelles activités. Ces efforts doivent se transformer en une nouvelle stratégie industrielle 4.0.

- La seconde priorité concerne la transition digitale dans laquelle notre pays accuse un retard important au cours des dernières années par rapport à nos rivaux. A ce stade, nous devons sortir des projets sectoriels pour échafauder une vision globale et cohérente de digitalisation de tous les aspects de la vie sociale dans notre pays. Ceci est d'autant plus opportun que la pandémie Covid-19 accélère le mouvement de digitalisation dans toutes les économies du monde.

- La troisième priorité concerne la transition énergétique et la nécessité de passer à de nouvelles sources d'énergie capables de contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique.

- La quatrième priorité est d'ordre social et concerne la nécessité impérieuse de reforger les secteurs sociaux telle que la santé, l'éducation et les institutions de solidarité sociale.

Ces 4 priorités constituent les points d'appui d'un véritable programme de sauvetage et de relance de la croissance et du développement de notre économie Marocaine.

#### **Apostrophe N°4 : Les mécanismes et les outils d'une stratégie de sauvetage et de relance :**

Les stratégies de relance et de sauvetage imposent des instruments, des mécanismes et des institutions pour les mettre en place.

La définition des mécanismes et de la mise en place des visions stratégiques nécessite aujourd'hui deux points incontournables : Le premier concerne la conception à travers la définition claire des projets stratégiques à long terme qui exigent un processus participatif afin de définir les contours du nouveau contrat social et du projet collectif.

Le second est relatif à l'exécution des projets stratégiques avec des budgets glissants sur trois ans ou plus.

Une des principaux écueils du modèle de développement dans notre pays est liée à l'absence de vision stratégique, ce qui explique le défaut de clarté de nos politiques économiques. Si la pandémie de la Covid-19 a attisé la crise, elle a tout aussi mis l'accent sur l'impératif et l'urgence de définir un projet collectif et une vision commune de notre avenir.

Cette dynamique politique ne peut se cantonner à des formulations ou des prédicats concrets, aussi pertinents soient-ils. La vision stratégique n'est-elle pas l'aboutissement d'un processus politique collectif qui définit le projet sociétal, qui prédétermine les grands défis, profère les priorités et donne corps aux mécanismes et âme aux outils ?

Ce processus politique et cette œuvre collective sont inéluctables pour reconstruire le Contrat Social et croire en notre capacité de conduire et de réussir notre édifice politique, économique et social et de donner un nouvel horizon à notre expérience historique.

FOR AUTHOR USE ONLY

## Anges et démons

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 23/10/2020*

Anges et démons, le titre semble dévier l'imaginaire des passionnés du cinéma vers le film Thriller policier Américain " Anges & Démons" de Ron Howard incarné magistralement par Tom Hanks, Ewan McGregor et Ayelet July Zurer. Il n'en est rien, il s'agit de la pédocriminalité sanglante commise à l'égard d'Adnane Bouchouf.

Parti à vau-de-route, pris hâtivement, déterré impitoyablement, sanguinairement et bestialement par un pervers : C'est le sort fatal d'Adnane, un ange de 11 printemps tout juste, qui a poussé des cris d'orfraie de façon barbare, assassiné par un putride sadique dans la ville de Tanger.

Juste après ce drame, d'autres violences sexuelles contre nos petits enfants ont réapparu et enflammé la toile ce qui montre que le crime contre l'innocent Adnane n'est que le microcosme d'une cellule dormante de pédophiles et que des enfants souffrent en silence : Les larmes, la sédition et l'irascibilité sont collectives par tous les Marocains. Car tout un chacun de nous ne voit-il pas en cet "angelot", si sadiquement tyrannisé, un fils, un petit frère, un petit-fils... encore sous les ailes de la candeur ? Une candeur dont s'est servi un misanthrope pour commettre son acte odieux et insidieux. Ainsi, au-delà des remous, et au regard à une telle monstruosité et cannibalisme, le réflexe instinctif et instinctuel des parents se met en hyperesthésie.

Aucun du commun des mortels ne connaît les pulsions libidineuses et bestiales qui se logent chez l'inconnu croisé dans la rue ? Chaque jour, nous coudoyons, nous frôlons des esprits subversifs et tyranniques dont nous ne découvrons le vrai faciès qu'une fois, malencontreusement, l'irréparable commis. Et, inopportunément, si l'infanticide d'Adnane est très illustratif des délits dont sont victimes les mineurs de la part d'individus pervers, il n'en reste pas moins que beaucoup d'autres mômes font l'objet de toute sorte d'agressivité (sexuelle, violence...) plusieurs fois passées sous silence.

Moult pédocriminalités ne restent-ils pas dans les enceintes des commissariats ou au mieux des tribunaux, sans parvenir jusqu'à la presse ?

Avec ce crime pédérasitique, ostrogoth et monstrueux qui a enflammé les réseaux sociaux, avec ce crime est méphistophélique qui a secoué profondément les Marocains et a soulevé un rush d'écœurements, le débat sur la peine de mort revient sur la scène médiatique avec la montée au créneau de militants associatifs et autres intervenants actifs dans le domaine des droits de l'Homme.

La peine de mort ?

La peine de mort n'a aucun effet dissuasif et tous les pays qui l'ont utilisée et la pratiquent encore, comme les Etats-Unis, l'Iran, la Russie, n'ont pas pu réduire le taux de pédocriminalité.

Castrons-les ?

Certes, la castration chimique est capable de les priver de "leur arme" et de les neutraliser. Toutefois, des pervers frustrés ne trouveront-ils pas une alternative dans le meurtre et autres dépravations ? Ces pédophiles ne commettront-ils pas des vengeances aussi cruelles pour compenser la perte de leur "Ustensile" ?

D'autres familles préfèrent le silence à cause du fardeau de la honte et du déshonneur qui devient parfois plus pesant que le bien de l'enfant victime et l'atrocité du crime lui-même.

Que faire alors ?

Il faut investir bien en amont dans d'autres aspects outre que répressifs pour lutter contre la pédocriminalité : L'éducation, l'éducation et l'éducation assurément et ce en brisant tous les interdits et tabous qui empêchent la société Marocaine d'aborder avec eux certains sujets comme l'éducation sexuelle : Parler aux enfants, les prévenir, les préparer, les anticiper à armer leur innocence. Dès l'âge de cinq-six ans, il est possible d'évoquer avec eux le problème de la pédocriminalité, la question de l'inceste, l'existence du viol, l'existence du Mal qui peut parfois prendre le visage d'une personne aimable.

Eveiller nos enfants, leur inculquer une certaine capacité de discernement, leur donner les clés pour sonner le glas en cas de comportement malsain à leur égard, revient uniquement à mieux les prémunir, leur inculquer à ne pas tomber dans l'amalgame entre Hchouma et Haram.

A défaut, tant que nous resterons prisonniers du joug du "Hchouma" et d'une certaine pseudo-pudeur, ils seront toujours à la merci des pédophiles, kidnappeurs et pervers, car in fine, Adnane et d'autres victimes, cela a toujours existé, le fait est simplement qu'on ose davantage en parler.

Le crime causé à Adnane n'est que la partie émergée de l'iceberg et qu'il existe beaucoup de victimes comme Adnane qui sont dans le "Dark Web" et pâtissent en silence : Le silence des agneaux ..!

FOR AUTHOR USE ONLY

**Blasphème contre le PROPHETE, Blasphème contre l'humanité : Plus contagieuse que la Covid-19, la pandémie de l'intolérance**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 29/10/2020*

A quelques jours de la célébration de la fête de la naissance du PROPHETE SIDNA MOHAMMED que la Salate soit sur LUI connu sous le nom de " AID ALMAWLID", dans le pays des lumières, des projections des caricatures insultantes ont eu lieu sur les hôtels de la région, envers le PROPHETE à Toulouse et à Montpellier, des Affiches blasphématoires au nom de l'État de droit et les droits et libertés fondamentaux.

Sur les réseaux sociaux : Le Affiches profanatrice et blasphémateurs contre le PROPHETE figurent sur des milliers de publications ; ces caricatures insultantes font écho dans le monde entier, "Notre Prophète est une ligne rouge", ou avec des hashtags comme " boycotter les produits français, Macron injurie le Prophète, la France injurie le Prophète de la nation, le Prophète est une ligne rouge" tweeté par des Millions d'internautes. Ces rébellions ne dénoncent-elles pas que la culture de la haine et rappelle que l'intolérance persiste encore au 21ème Siècle ?

Les Affiches sacrilèges et irrévérencieux contre le PROPHETE en France, transcendant les frontières Françaises et Communautaires pour se muer en icône mondiale, remettent sur le marbre de l'actualité le chauvinisme et la Xénophobie depuis des décennies par son ampleur et sa persistance et ressuscite celle de Martin Luther King connu par son discours prophétique " I've Been to the Mountaintop" pour sa lutte non-violente contre l'apartheid racial , ou de Malcolm X figure de proue du mouvement des droits civiques aux États-Unis, défenseur des droits de l'homme afro-américain et des discriminations raciales et les ségrégation religieuses qu'on a cru inhumer. Le discours emblématique "I have a dream" de Martin Luther King prononcé à Washington en 1963 nous inspire encore aujourd'hui.

Dans notre planète, il ne peut pas y avoir de place, même infinitésimal, pour l'intolérance et les discriminations étayées pour l'essentiel sur la couleur des religions. C'était tout le sens du combat pacifique et non-violent de Martin Luther King, dont la missive est plus que jamais d'actualité.

Nous pensons que la guerre contre l'intolérance et l'inéquation des cultes est un Must, mais qu'elle reste miteuse. Aussi, nous pensons qu'il existe une autre guerre, toute aussi violente qui est celle de l'éradication des idéologies de la haine. C'est un travail de longue haleine qui concerne toutes les sociétés de la planète. Inopportunément et malencontreusement, dans les pays occidentaux, ce sont les projets d'écluse et d'introversion, qui l'emportent. L'islam est peu ou prou anathématisé en tant que religion.

La laïcité est étalée comme une arme de guerre contre cette foi, alors qu'elle est censée l'immuniser au même titre que les autres dogmes, credo et cultes. L'intolérance s'exacerbe dans la réverbération de la messe de l'abrutissement, il se nourrit et s'abreuve dans les gadoues de la lassitude et du démolissage.

Avouons-le, le chauvinisme a distillé des effets pervers dont le plus préjudiciable est le rejet des religions, en particulier l'Islam. Celle-ci n'est pas une quête de liberté d'expression, mais une grotte et caverne identitaire contre l'Islam, incriminé de tous les dommages collatéraux. Ce sont des élites politiques qui commettent cette fois-ci ces misanthropies en l'occurrence Manuel Macron. La France a un mandat pesant à jouer : Avant les armes et les fusils, il y a des idéologies à neutraliser, avant les fusils, il y a des cultes à désamorcer.

Nous devons reconnaître après ces faits outrageants, que la liberté d'expression laïque est indemne de toute réprobation : Chez certains, elle saupoudre maladroitement ce qui relève de la foi, du divin et de l'humain. Ce nœud gordien doit être tranché si on veut ostraciser la haine et le terrorisme qui en résulte et son obsession criminelle.

La fusillade contre la culture de la haine doit être optimisée, elle doit être absolument globale et internationale. La coopération existe mais elle n'est pas aussi que l'on voudrait. Notre malheur est que nous vivons avec des gens qui pensent que Dieu n'a guidé personne d'autre qu'eux pour paraphraser Ibn Sina (Avicenne).

La Communauté internationale doit s'agglomérer à remettre la paix dans tous ces pays, les grandes puissances ont cette responsabilité à restaurer les Etats nationaux et d'exempter que d'autres Etats ne se contorsionnent. Mais, il appartient tout un chacun de nous d'apporter son écot par la lutte contre la haine, le racisme et l'incitation à la violence au quotidien.

Le discours de Macron est dénonciateur de l'océan qu'il nous reste à traverser en longueur et en largeur pour exorciser une pensée funéraire et sépulcrale. Si Montesquieu narrait que " Il n'y a point de plus atroce césarisme et de despotisme que celle que l'on exerce à l'ombre des lois et avec les Couleurs de la justice" je réplique devant ces affiches blasphématoires qu'il n'y a point de plus atroce despotisme que celui que l'on exerce à la pénombre des lois et avec les Couleurs de la liberté d'expression.

Pour donner âme à la religion, ne faudrait-il pas amorcer par l'étiquette de l'éthique et de la morale. Chateaubriand n'a-t-il pas dit, à cet effet, "que ce n'est pas la religion qui découle de la morale, c'est la morale qui naît de la religion."

Pour donner âme à la religion, n'est-il pas temps d'instaurer la religion de l'amour pour paraphraser Louis Aragon, car, sans amour, toute religion n'est qu'une sorte de divertissement métaphysique pour citer André Esparcieux.

A cet égard, faisons de notre morale notre religion, faisons de notre justice notre religion, faisons de notre humanité notre religion, faisons de notre humanité notre opium.

Pour épiloguer, j'exhume la célèbre sagesse du pamphlétaire british Thomas Paine "Mon pays est le monde, et ma religion est de faire le bien. " car, in fine, il n'y a qu'une seule religion : l'Humanité.

## **La Course à la Maison Blanche, le Duel D.Trump/J.Biden : Quel impact sur la géopolitique mondiale et les Relations Internationales**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 01/11/2020*

Moins de 2 jours avant le scrutin présidentiel prévu le 3 novembre 2020 qui affrontera l'actuel Président Donald Trump à Joe Biden ancien Vice-Président d'Obama, les élections présidentielles Américaines font la une des médias à travers des réflexions et des dissertations des contrecoups de l'élu à la maison blanche sur la géopolitique mondiale et les relations internationales.

Dans cette chronique, nous analyserons l'impact éventuel que pourrait avoir la course à la "White House" sur les relations internationales. Pour ce faire, il serait judicieux de faire le bilan de la politique étrangère de Donald Trump depuis son élection en 2016.

Dès son accession au piédestal de la maison blanche, Donald Trump a voulu révolutionner la politique étrangère Américaine en se régentant vers la fameuse sémantique "America First" ou " L'Amérique d'abord " qui s'est matérialisée par la défense farouche et conformiste du nationalisme avec un scepticisme à l'égard du multilatéralisme, les organisations internationales et l'aide au développement.

Sur le plan des relations commerciales internationales, l'OMC a été partiellement verrouillée par Donald Trump ce qui a porté préjudice à la Coopération Economique Internationale alors que le G20, qui avait joué un rôle décisif dans le désamorçage de la crise économique mondiale de 2008, se trouve paralysé dans la gouvernance mondiale de la pandémie du Covid 19 ce qui obscurcit et envenime davantage les Relations Internationales.

Aussi, Il a privilégié la compétition stratégique vis-à-vis de la Chine comme finalité première à travers les mesures de représailles commerciales et la levée en cascade des droits de douane.

En outre, la politique étrangère de Donald Trump a été jalonnée par la rétrogression des USA de plusieurs accords, à l'instar de l'Accord de Paris sur le réchauffement climatique, l'ALENA, l'Accord de Vienne sur le nucléaire Iranien, le TPP (Partenariat transpacifique), de quelques Organisations internationales comme l'UNESCO et du Conseil des Droits de l'Homme.

En pleine pandémie du Coronavirus, cette crise est par nature globale et requiert par conséquent une approche coordonnée et coopérative, la prédominance des actions ponctuelles et unilatérales de D.Trump est manifeste : La Covid-19 n'a-t-elle pas dénudé l'usure des mécanismes de coordination concrétisés par le "selfish" de Donald Trump où le "chacun pour soi" est devenu le Maître-mot en matière de gouvernance du Covid-19 ? En sus, les Relations Internationales sont devenues tempétueuses entre les USA et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) dirigé par l'Ethiopien Tedros Adhanom en le taxant d'avoir mal géré la crise du Covid-19, et de soupçonner l'OMS d'être en connivence avec la Chine. En corollaire, Donald Trump ordonna la suspension de la contribution financière des Etats-Unis à l'OMS qui est de l'ordre de 500 millions de dollars annuellement.

Sur l'éternel conflit israélien-palestinien, Donald Trump s'est rangé à travers son parti pris total sur les positions d'Israël qui se sont matérialisés par l'alignement sur la politique de colonisation systématique menée par Israël, la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, la reconnaissance de l'annexion du plateau du Golan, le transfert de l'ambassade Américaine à Jérusalem, le plan de paix pro-israélien, et récemment à travers le contreseing d'accords d'Israël avec les Emirates Arabes Unis et le Bahreïn.

Par ailleurs, Donald Trump n'a pas hésité à prédilectionner les relations avec le régime autoritaire de Kim Jon-un de Corée du Nord ou avec la Russie de Vladimir Poutine de Russie ou la Turquie d'Erdogan sans toutefois obtenir de résultats probants.

L'Europe quant à elle, elle ne fait partie de l'agenda de l'Europe en lui reprochant le financement insuffisant de l'OTAN et l'ascension du déficit commercial.

De surcroît, la politique "Trumpienne" s'est matérialisée par le durcissement des sanctions contre l'Iran et Cuba.

A cet égard, le 3 Novembre 2020, si le démocrate Jo Biden gagne la course les urnes présidentielles Américaines, sa politique étrangère aura un impact certain sur la géopolitique mondiale en prenant sur plusieurs points le contre-pied de Donald Trump.

La première ambition de l'ex vice-président d'Obama sera de replâtrer la crédibilité du pays d'Uncle Sam sur l'arène internationale :

- primo, Joseph Biden, dit Joe Biden rétablira le crédit avec les partenaires des USA, en singulier en ce qui concerne les relations commerciales internationales. Dans son speech, les USA doivent redevenir une référence de la démocratie dans le monde contrairement à l'égoïsme de Donald Trump. A cet égard, Joe Biden suggère de plafonner le seuil annuel de réfugiés autorisés à entrer aux USA à 125.000 par an et à l'augmenter au fil des années. Tout en sécurisant les frontières, il garantira la respectabilité des immigrants et défendra les droits des demandeurs d'asile.

- Secundo, Joe Biden promet de consolider la coopération avec les pays d'Amérique Centrale en lui accordant un budget de quatre Milliards de dollars. En sus, Il déposera un projet de loi au Congrès prohibant les contributions financières privées aux candidats à des élections fédérales.

- Tertio, Joe Biden s'engagera à réunir aux Etats-Unis un Sommet mondial de la démocratie pour se défendre ensemble contre l'autoritarisme et faire progresser les droits de l'homme.

- Quarto, Joe Biden promet de se prononcer contre le protectionnisme et pour un commerce international équitable, et encouragera les secteurs innovants tels que les énergies propres, l'informatique quantique, l'intelligence artificielle, la 5G et les trains à grande vitesse.

- Quanto, contre la Chine, il proposera d'opposer un front uni des alliés et partenaires de l'Amérique, en définissent des règles communes, en imposant la transparence et en jouant un rôle de leader. Il maintiendra l'effort de défense afin que les Etats-Unis demeurent la première puissance militaire mondiale, et n'hésitera pas à utiliser la force si nécessaire pour protéger le peuple américain.

- Sexto, Pour les alliés des Etats-Unis, en particulier l'Europe, Joe Biden promet que le pays d'Uncle Sam reviendra à l'Accord de Paris sur le climat et s'engagera sur l'ambition d'une économie entièrement décarbonnée en 2050. Aussi, les USA rejoindront également l'Accord sur le nucléaire iranien si les dirigeants de l'Iran respectent leurs engagements.

- Septimo, sur l'agenda nucléaire, Joe Biden se prononcera pour le non prolifération nucléaire et pour parvenir à un accord avec la Russie sur la limitation de l'arme atomique.

En conclusion, il est certain que si Joe Biden sera élu Président des Etats-Unis, les relations internationales vont être plus apaisées, la géopolitique mondiale

sera atténuée, et semble-t-il, un nouveau lexique de l'ordre mondial sera érigé surtout après la grande épidémie du Covid 19 qui a frappé la planète en cette année 2020 et définira le ton et le tempo de la géopolitique internationale.

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Mais encore de notre Sahara Marocain, Mais encore de notre sable d'Or Marocain !!!**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 09/11/2020*

Avant-hier, 6 Novembre 2012, le Maroc blasonnera le 45<sup>ème</sup> chandelle de la mythique Marche Verte, cette chevaleresque épopée de tous les Marocains qui se sont rameutés, au prêche de feu Hassan II, pour les frontières de l'intégrité territoriale de la Nation par la reconquête des provinces sahariennes du Sud expropriées par l'expansionnisme espagnol.

Le 6 novembre 1975, 350 000 Marocaines et Marocains, blindés par leur seul Saint CORAN et du drapeau patriotique Marocain, déboisèrent du pied la frontière fictive de Tah, comblant et exhaussant ainsi le vœu de l'unicité Marocaine cristallisé par le credo de la Marche Verte qui est la symbiose qui unit indissolublement le Trône et le peuple.

Depuis cette date et au fil du temps et à ce jour, nonobstant toutes les manigances, les diableries, les entourloupettes, les démonerie et l'ingérence des pays attenants et limitrophes, personne, aucun pays et aucune institution n'ont pu remettre en cause l'évidence immatriculée sur le sable d'Or Marocain, celle de l'omniprésence légitimaire et légale de l'État Marocain, par toutes ses institutions, militaires et civiles, d'un millimètre du sable du Sahara Marocain.

Mais encore, chaque fraction de seconde, chaque minute, chaque heure, chaque jour, chaque semaine, chaque mois et chaque année passée depuis le 6 Novembre 1975 ont conforté cette essence que garantissent les droits incommutables du Royaume à l'indivisibilité nationale et l'intégrité territoriale, en concordance avec l'Histoire, le Droit international, mais plus encore avec les Us de notre ethnie Marocaine.

Mais encore, affermir et bétonner la Marocanité de nos provinces du Sud, expliquer la pertinence, la justesse, le bon droit de l'indivisibilité de notre Sahara avec le Royaume, n'ont guère été un fleuve tranquille au fil de ces quatre décades, mais l'opiniâtreté, l'inébranlable conviction dans la justesse de sa Cause et la légitimité de ses droits, l'acharnement, la bonne foi dans l'infailibilité de notre bataille de longue haleine pour l'unanimité et l'unicité territoriale ont eu comme dividendes l'immatriculation de nos provinces du Sud sur chaque millimètre de territoire Marocain.

Mais encore, la récente en date, et non la moindre, est objectivée par la dernière résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU, prorogeant le mandat de la MINURSO pour une période d'une année.

Mais encore, l'adoption des dernières résolutions du Conseil de sécurité n'anéantit-elle pas les approches et les thèses dépassées et irréalistes du Polisario et consacre l'irréversibilité de la solution politique, réaliste et consensuelle?

Mais encore, les milices affiliées aux séparatistes du blocage du poste-frontière de Guerguerat ne sont-elles pas les symptômes et les fuites en avant de la panne d'inspiration et l'essoufflement des stipendiés Polisario qui savent pertinemment que 163 pays, représentant 85% des États membres des Nations Unies, ne reconnaissent pas cette entité factice ?

Mais encore, la série des inaugurations des représentations diplomatiques à Laâyoune et Dakhla qui ont eu lieu, en guise de geste fort ne réaffirme-t-elle pas la reconnaissance de la Marocanité du Sahara par de nombreux pays ou après les Comores en décembre 2019, du Gabon, de Sao Tomé-et-Principe et de la République centrafricaine en janvier 2020, ainsi que de la Côte d'Ivoire en février, de Djibouti, du Burundi, de la Guinée et du Libéria en mars, c'est au tour du Burkina Faso, de la Guinée-Bissau et de la Guinée-Équatoriale d'ouvrir leurs consulats à Dakhla ?

Mais encore, l'ouverture en cascade de nouveaux consulats dans les provinces du Sud n'est-elle le signe de reconnaissance à la Marocanité des provinces sahariennes ? La toute récente ouverture du consulat des Emirats arabes unis le Mercredi 4 novembre 2020 à Laâyoune, n'est-elle pas une réussite éclatante de la diplomatie Marocaine ?

Mais encore, cette représentativité consulaires ne va-t-elle pas irriguer la région par un flux d'investissement d'envergure les domaines de l'énergie renouvelable, de l'agriculture, des ressources halieutiques, du tourisme et érigeria le Sahara en force motrice du développement régional et continental ?

Mieux encore, le Sultan Mohammed VI, dans ce discours d'hier 7 Novembre 2020 qui inscrit le Sahara dans sa dimension maritime et touristique ne deviendra-t-elle pas un foyer de rayonnement continental et international ?

En guise de conclusion, le conflit artificiel des mercenaires Polisario est gagné et le Sahara pour reprendre quelques strophes :

Nous la gagnerons  
Et nous la bâtirons d'amour  
Car l'amour ne peut être vaincu  
Pour ceux qui n'y ont jamais cru  
Nous l'aurons mon amour  
Nous l'aurons pour toujours.

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Covid-19 et repositionnement de l'Union Européenne sur l'Afrique : Une aubaine pour la centralité géopolitique de la Méditerranée**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 10/11/2019*

C'est un secret de polichinelle que la crise du Covid19 a révélé toute la vulnérabilité de la globalisation, devenue à l'heure du Coronavirus plus chancelante, plus imprévisible qu'auparavant. Au regard de cette fragilité, le monde ne devra-t-il pas s'acheminer vers une multipolarité partagée ? À côté de la Chine (l'Asie) et des États-Unis (l'Amérique), l'Union Européenne (L'Europe) ne doit-elle pas prendre conscience de la nécessité du repositionnement géopolitique en créant un troisième pôle solidaire avec l'Afrique qui permettrait à la Méditerranée de retrouver sa centralité perdue ?

La pandémie du Covid-19 a engendré de grandes interruptions dans les chaînes de valeurs mondiales, et, de facto, elle a permis aux proximités et aux solidarités régionales de devenir les assises et les ateliers de souveraineté et d'autonomie nouvelle.

Dans cette optique, l'Union Européenne ne doit-elle pas concevoir le mouvement de relocalisation dont il est question ? Avec la rupture des chaînes de valeurs internationales, n'est-il pas opportun pour l'Europe d'adhérer à une dynamique de "ré-régionalisation" dans le cadre d'une logique verticale ralliant l'Afrique et l'Europe avec la Méditerranée pour compatir à l'émergence d'une multipolarité partagée ?

Le Maroc est un arbre dont les racines sont ancrées en Afrique mais qui respire par ses feuilles en Europe pour reprendre la célèbre métaphore de Feu Hassan II, le Maroc, relais entre l'Afrique et l'Europe, devra s'insérer internationalement dans cette séquence vertueuse et les répliques qui seront apportées aux contraintes issues de la crise économique de la pandémie du Coronavirus contribueront à émailler son nouveau modèle de développement économique et social.

En sus, la crise d'origine sanitaire, 2020 restera dans les annales de l'histoire économique et sociale, l'année du Coronavirus, et ainsi dans le Post-Covid-19, la primauté est à allouer à la dimension sociale : La suprématie sera accordée à la santé pour sauver la vie humaine, promouvoir la recherche scientifique pour

manufacturer les médicaments à utiliser avant la course effrénée à la découverte de la formule chimique du vaccin, en vue d'en être à l'abri dans le futur.

Sur ce registre, la santé et la protection de la vie humaine vont devenir des choix stratégiques des politiques publiques. Avec les dommages collatéraux distillés par la pandémie du Covid-19, au même rang que la sécurité et la paix, la santé est en passe de devenir un bien commun de l'humanitarisme.

Corrélativement à la sauvegarde de la vie, partout dans le monde, les États s'attèlent, avec omnibus, au grand "PLAN MARSHALL" de parer l'effondrement de l'économie et la mise en place des instruments de relance des systèmes productifs.

Encore une fois, l'anathème du Coronavirus nous a révélé nos 4 vérités en face que loin de tout autolâtrie, loin de l'égoïsme ou le Fistr America ou d'autres épithètes égocentriques : Seulement par une action concertée que l'on pourra voir le bout du tunnel. Ainsi, au plus profond de la crise sanitaire du Covid-19, doit jaillir et éclore un besoin d'unité, entre les États et Nations et de solidarité à l'intérieur de celles-ci entre les Forces Economiques et Sociales. Pour preuve, La crise du Covid-19 n'a-t-elle pas mis les pleins phares aux frontières et aux écueils de l'ultralibéralisme et de l'individualisme ? Avouons-le, la main invisible du marché pour reprendre la célèbre allégorie d'Adam Smith, ne peut, à elle seule, régenter et aiguiller l'économie mondiale.

Loin de tout bord, Etat providence ou État Gendarme, l'Etat que l'on veut désormais est "Un Mieux Etat", qui aura le mandat stratégique d'en redresser les outrages qui se mesurent en termes d'arrêt de l'investissement et de production (dimension économique), de pourrissement de l'environnement (dimension écologique), d'accentuation des inégalités (dimension sociale) et, aujourd'hui avec la pandémie du Coronavirus, d'apparition d'épidémies (dimension sanitaire).

La fragilité et la précarité que le Covid-19 a révélée ne nous apostrophe-t-elle pas nous, Marocains, Maghrébins, Africains, Européens et Sud-méditerranéens?

Ne doit-elle pas nous amener et nous animer à prendre conscience de la valeur inestimable du voisinage comme un bien commun, à ouvrir nos frontières, créer les socles et les piédestaux de réconciliation et de rapprochement, pour boiser et blinder nos positions de négociation dans la gestion de la mondialisation post-2020 ?

Dans l'espace Afro-Euro-méditerranéenne, l'Union Européenne ne doit-elle pas tirer les enseignements et les leçons de la crise sanitaire, économique et sociale causée par la Covid-19, et ce à travers la réduction de sa dépendance au niveau des chaînes de valeur mondiales avec le lointain (la chine, l'Inde.....) et créer des interdépendances solides avec sa proximité la zone afro-méditerranéenne ? L'Union Européenne ne doit-elle promouvoir la relocalisation des activités industrielles pour les incorporer dans un maillage régional du pourtour Afro-méditerranéen permettant, in fine, de redonner à la Méditerranée sa centralité perdue en tant qu'espace géopolitique Européen et Africain pour mieux négocier sa position dans les chaînes de valeur mondiales et démontrer sa capacité à maîtriser ses rapports avec toutes les grandes puissances et à bâtir, dans la cadre de la multipolarité future et dans une approche de régionalisation avec l'Europe voisine, une zone de coproduction et une orthogonalité Afrique-Europe avec un nouveau centre de rayonnement : La Méditerranée.

Le Maroc, qui appartient à cette périphérie Afro-Euro-Méditerranéenne, tirera profit et fruit de cette séquence vertueuse porteuse d'investissement, de production, de croissance et d'emploi.

## **Le Passif de D. Trump et la mission de replâtrage de l'économie mondiale de Joe Biden**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 18/11/2020*

Après un long suspens Hitchcockien, le nœud gordien du piédestal de la Maison Blanche a été tranché en faveur de Joe Biden avec 273 votes du collège électoral et deviendra le 46<sup>ème</sup> président des États-Unis.

De part cette victoire aux urnes, les Américains ont démontré que la démocratie ne trébuche pas : Devant la peur d'un nouveau mandat de D.Trump, les Américains ont adhéré laborieusement au scrutin avec une participation record depuis 1900 (quand plus de 73,7% des Américains s'étaient rendus aux urnes pour élire le républicain William McKinley) avec plus de 160 Millions de votes, soit un taux de participation de 66,6%.

Après ce suspens, le monde, les médias, écrites et audiovisuels se pose la question récurrente que va faire Joe Biden ?

- Primo, la campagne électorale de J.Biden a été plutôt un vote pour ou contre Trump dont la gestion de la Covid-19 a été catastrophique sauf un point positif de la diminution des impôts qui a permis à l'Amérique de revitaliser son économie durant cette pandémie

- Secundo, Joe Biden n'a pas développé réellement un programme économique ; on s'en souvient lors de sa propagande électorale.

Est-ce qu'il va garder le crédo protectionniste ? En vérité personne n'en sait rien : Revenir sur des décisions géostratégiques, surtout en ces temps d'inconstance à l'heure du Covid-19 !!

Par contre, on est sûr que les USA, dans le mandat présidentiel de J.Biden, vont rebrousser chemin vers le multilatéralisme : Joe Biden sera multilatéral là où D.Trump était unilatéral, il sera prévisible là où D.Trump est imprévisible ; et il respectera ses alliés là où Trump les maltraitait. Pour preuve, Joe Biden a déjà donné des hypothèques et des gages en préfigurant que son premier acte de Président serait de réintégrer l'Accord de Paris sur le climat que les États-Unis ont officiellement quitté. Ce n'est qu'une bonne nouvelle pour notre étoile.

Aussi, l'ex sénateur de Delaware compte réintégrer la diplomatie multilatérale là où Donald Trump ne croyait qu'à l'unilatéralisme à travers sa fameuse

"America First and only". De ce fait, Joe Biden cicatriserait les relations internationales tumultueuses en particulier avec la Chine, la Russie, l'Iran.

C'est ce qui explique, d'ailleurs, l'immense soupir de soulagement à Paris, Berlin, Ottawa ou Séoul, les capitales qui ont, sous une forme ou sous une autre, le plus pâtie du style arrogant du républicain D.Trump. C'est ce qui explique, aussi, le silence radio ou les réactions ambivalentes des leaders les plus proches ou ambigües vis-à-vis de Trump, à Londres, Budapest, Moscou, Brasilia ou Jérusalem.

Aussi, rester au sein de l'Organisation mondiale de la Santé OMS que D.Trump a quitté en pleine pandémie avec le blocage de la contribution financière des USA du montant de 500 Millions de dhs , et de participer au programme de vaccins pour tous, ce que D.Trump refusait.

Certes, ça ne sera pas pour autant un retour à la diplomatie de l'époque Obama en raison des mutations qu'a connu l'économie mondiale à travers l'émergence de pôles de puissance éclatés là où l'Amérique était encore une hégémonie finissante. Semble-t-il, Joe Biden n'aura pas les brigues, de réinstaurer cette hégémonie.

Le véritable challenge de l'ère Biden sera, au contraire, la structuration de ce nouveau monde multipolaire et pour y parvenir, J.Biden entend faire ressurgir une coalition de pays démocratiques, là où son prédécesseur D.Trump les traitait de ses détracteurs.

Joe Biden n'a-t-il pas annoncé les couleurs en organisant dès sa première année au pouvoir, un Sommet pour la démocratie, réunissant États et sociétés civiles ? Assurément, ce projet encore trop imprécis pour savoir s'il s'agit d'une coalition anti-chinoise sous le leadership Américain, ou d'un véritable effort de renouveau démocratique après des années de régression et de menaces autoritaires à l'ère de D.Trump.

De sa part, le vieux continent aborde cette nouvelle phase avec enthousiasme et d'aperception : Car si le retour à une diplomatie plus prévisible et attrayante est bienvenu, l'Europe ne sait pas encore dans quelles conditions. C'est pour cela que les Européens sont écartelés entre le sentiment béat exprimé par la Chancelière Angela Merkel -celle qui connaît le mieux Joe Biden-, pour qui l'amitié transatlantique est indispensable et qui propose de coopérer ensemble et le scepticisme tweeté par le Secrétaire d'État aux affaires

Européennes en France, Clément Beaune, pour qui "ce serait une faute de croire que tout change, l'Europe doit avant tout compter sur elle-même."

Joe Biden esquissera sa vision d'une nouvelle Amérique qu'il souhaite pacifiée et unie, comme il l'a souligné dans son discours de victoire

Ainsi, il tentera de "bercer" le débat politique et cherchera à réunifier le pays à 330 Millions d'habitants. En outre, il a la volonté de faire progresser une cause délaissée depuis plusieurs décennies, celle de l'équité raciale, et de revenir sur les reculs de D. Trump en matière de santé et de politique climatique. Après quatre ans d'une présidence "Trumpienne" atypique, les Etats-Unis pourraient à nouveau avancer sur la route du progrès social.

Avec Donald Trump, quatre années de "pollution first", Joe Biden a décidé de retirer son pays de l'accord de Paris et annulé une longue série de réglementations favorables à l'environnement aux Etats-Unis. Une politique qui a provoqué un sursaut salutaire dans de nombreux Etats. N'est-elle pas, somme toute, une mission de replâtrage de l'économie mondiale par J.Biden ?

FOR AUTHOR USE ONLY

## Les dunes de sable et la malice des milices

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 24/11/2020*

Essoufflés, extenués et acculés à tous les niveaux et au regard des innombrables provocations des vauriens du polisario, la détermination, la rectitude et l'intransigeance firent office de langage approprié où notre chère patrie affirme que le Maroc est dans son plein droit pour assurer, en toute légitimité, sa sécurité et préserver sa souveraineté.

De ce fait, l'intervention menée par les Forces Armées Royales FAR dans la zone d'El Guerguerat sur Hautes instructions du Souverain Marocain n'a pas été saluée par toute la Communauté Internationale ? Le Monde entier savait indubitablement que le Maroc exerce sa pleine justesse et sa pleine probité.

L'unanimité Internationale sait congrûment qu'aucune Nation ne saurait rester, indéfiniment, irrésolue et pusillanime face à une telle infraction délibérée, lorsqu'il s'agit de porter préjudice à ses intérêts souverains et légitimes, ainsi qu'à la libre circulation des biens et des personnes.

La liste des soutiens internationaux au Maroc ne s'allonge-t-elle pas en longueur et en largeur de jour en jour ?

À l'occasion de la Marche verte et dans son éloge du 7 Novembre 2020, le Souverain Marocain a donné une lecture resplendissante du conflit stéréotypé autour des sables du Sud.

Un conflit abreuvé par un capharnaüm de mythomanies bassinées par le duo Algérie – Front polisario qui, pendant des décades, tente de spéculer l'Histoire. A force de raconter des fables, les maléfiques voient toutes leurs thèses attentatoires à l'intégrité territoriale de notre Patrie réduites en cendre.

De l'Organisation des nations-unies (ONU) à l'Union africaine (UA), la sagacité de la Diplomatie Marocaine a fini par avoir raison des intrigues et des bassesses délétères et des machinations dilatoires des pirates Polisario.

Faut-il rappeler que 163 pays, soit 85% des États membres des Nations unies, ne reconnaissent pas l'entité frelaté du Polisario, est accusateur d'une dénégation éloquent de la Communauté Internationale ?

Faut-il rappeler que pas moins de 16 pays aient ouvert, de façon solennelle, des représentations consulaires à Laâyoune et Dakhla, sont des pièces à conviction attestant de la Marocanité du Sahara ?

A ces revers successifs et de plus en plus prononcés, l'Algérie et son polichinelle, frustré et émoussé (Polisario), répliquent par la provocation au travers d'incursions répétitives dans la zone tampon de Guerguerat et d'obstructions de la circulation civile et commerciale régulière dans cette zone.

Somme toute, l'intervention menée par les Forces Armées Royales dans la zone d'El Guerguerat sur Hautes instructions du Souverain Marocain est un acte légitime, souverain doublé d'un acte de sécurisation du passage pour la libre circulation des biens et des personnes non seulement entre le Maroc et le reste de l'Afrique, mais plus encore en l'Europe et l'Afrique.

Ces glapissements ne représentent-ils pas le fardeau de désespoir du Polisario qui vit une frustration humanitaire, sanitaire et identitaire ?

FOR AUTHOR USE ONLY

## **Quelle nouvelle cartographie du Commerce International à l'heure du Covid-19 ?**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 01/12/2020*

L'aéronomie économique mondiale est à la taciturnité pour les responsables politiques, institutions internationales (FMI, OMC, OCDE, CNUCED...), dirigeants économiques, qui s'intéressent à l'évolution de Relations Commerciales Internationales. Il faut dire que les impulsions de la mélancolie économique internationale ne manquent pas. Il y a d'abord la croissance mondiale qui a du mal à retrouver sa véhémence et son ardeur économique d'avant la grande déconfiture économique, financière et sociale de 2008/2009 déchaînée par la pandémie du Covid-19.

Les fiscal stimulus lancés par de nombreux pays, les politiques monétaires latitudinaires, ainsi que les politiques budgétaires permissives, n'ont pas réussi à redonner à l'économie mondiale une dynamisation de croissance plus marquée.

La vulnérabilité de la croissance économique globale n'est pas le seul facteur des inquiétudes pour l'économie mondiale, le commerce international est une des préoccupations actuelles.

En effet, moult rapports ont décelé que le tempo de la croissance du commerce international devrait enregistrer en 2020 une contraction comprise entre 13% et 32% en 2020, sous l'effet de la pandémie du nouveau coronavirus qui a fortement affecté les chaînes de valeurs mondiales et la vie normale dans le monde selon l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Les économistes de l'OMC arguent que cette baisse sera probablement supérieure à la contraction du commerce mondial causée par la crise financière mondiale de 2008-2009 où les échanges commerciaux devraient accuser une baisse à deux chiffres dans presque toutes les régions de la planète.

Pour certains économistes, inutile de s'attendre à une véritable reprise du commerce mondial : La stagnation serait un fait perdurable auquel il faut adapter notre modèle économique.

Avec l'élection de Joe Biden, les caméscopes du monde sont épinglés sur les premières œuvres du nouvel élu de la maison blanche, qui devrait tenir les gouvernails de la première puissance mondiale à la mi-Janvier 2021. Sa position

en matière du commerce mondial sera plus singulièrement interpellée, en particulier les relations économiques internationales tumultueuses avec le Céleste Empire, attisées par le président sortant D.Trump, un adepte du mercantilisme et ne croit pas, en matière de commerce, au jeu à somme positive. Au contraire, il voit, dans le protectionnisme et l'isolationnisme, la seule voie pour défendre les intérêts américains.

A bien des égards, la compétition commerciale et l'ouragan des échanges commerciaux s'est focalisée autour de ce nouvel affrontement sur l'échiquier mondial, notamment Est-Ouest.

Les argumentations du pays d'uncle Sam pour tenter de rééquilibrer leur déficit commercial le plus élevé du monde (616,8 Milliards de dollars en 2019) sont connus en théorie, et pour certains, légitimaires : affaiblissement du Yuan au regard du Dollar pour aviver les exportations chinoises, barrières à l'entrée au marché Chinois via des barrières non-tarifaires, contingents, préférence nationale appliquée par la Chine, notamment en matière technologique.

Pour plusieurs analystes, même si la politique étrangère évoluerait sur la forme vis-à-vis de la Chine, celle de Joe Biden ne devra pas s'éloigner de la trame tissée D. Trump. Sous cet angle, Hubert Védrine, l'ex-ministre des affaires étrangères n'a-t-il pas dit : N'oublions pas que le futur Président des États-Unis sera avant tout Américain, et aura à cœur de défendre les intérêts de son pays ? A cet effet, soutenir les intérêts stratégiques des USA ne nécessitera-t-elle pas de reconduire le bras de fer avec Pékin ?

Dans les coutumes et les Us de la chose politique aux USA : Les républicains sont isolationnistes, les démocrates protectionnistes ; la main invisible du libéralisme dominant aux États-Unis s'estompe là où les intérêts stratégiques du pays de 50 États sont en jeu.

En additionnant les dommages collatéraux du Covid-19 et la gestion timide et réticente de la pandémie par l'Oncle Sam par D.Trump, l'on se trouve devant une "olla-podrida" engendrant mécaniquement une attitude aussi bien méga-défensive pour prémunir le marché intérieur, qu'offensive pour percer les marchés mondiaux.

Dans ce cas d'espèce de la réduction de ses débouchés au sein de ce grand marché Américain, des tensions additionnelles dans le commerce mondial vont avoir lieu : La Chine va systématiquement investir dans de nouvelles zones

commerciales et ce dans le dessein de préserver un niveau de dynamique économique idoine pour conserver ses parts de marché, ainsi que ses fondamentaux économiques et sociaux. Dans cette reconfiguration du commerce mondial, nous assistons à une guérilla économique entre les deux superpuissances ; dans ce faciès du commerce international, l'Europe constitue l'estrade d'opérations principales puisque le vieux continent prédispose d'un PIB par habitant consistant, bien que son marché soit mûri.

Cependant, l'Europe mène la contre-offensive, comme en témoigne la récente mise en place de sanctions européennes à l'encontre du mastodonte Boeing, inculpé d'avoir bénéficié de subsides publics Américains.

Aussi, avec la perturbation des chaînes de valeurs mondiales à l'heure du Covid-19, l'Europe a notifié sa fermeté de relocaliser certaines industries stratégiques sur son tissu économique afin d'amortir la surexposition de ses chaînes de valeurs à l'Asie du Sud-Est : Commotionnés par l'arrêt brutal de leurs approvisionnements, les grands groupes industriels Européens envisagent l'éventualité de raccourcir leurs unités industrielles de l'Europe, afin d'être moins exposés aux différentes incertitudes de pénurie.

Comme la réaction de l'Europe contre les USA, la réplique de la Chine ne se fera pas attendre : Pékin évitera à tout prix tout rush de désengagement des Firmes Multinationales FMN du grand atelier du monde, et pourrait agir par le biais de la fermeture de son marché aux produits de ceux qui sont tentés de partir. Qu'en est-il de l'Afrique dans cette nouvelle cartographie du Commerce International ?

L'Afrique, pour sa part, recèle un potentiel de croissance d'envergure et fait l'objet de toutes les convoitises commerciales. Résolument enraciné dans le continent noir depuis la fin des années 90, la Chine dispose d'avantages compétitifs et concurrentiels en Afrique dans plusieurs niches telles les industries extractives, grands investissements dans les infrastructures, exportations de produits finis semi-finis et d'intrants industriels.

D'ailleurs depuis l'éclatement de la pandémie, Pékin a redéployé des efforts laborieux en direction du continent noir, multipliant les prodromes d'investissement et consentant un effort massif pour épauler l'Afrique à lutter contre le virus du Covid-19.

Mis à part quelques accords de libre échange, l'Amérique n'ont jamais explicitement défini leur politique commerciale envers l'Afrique, et s'échine à mettre en place une dynamique commerciale gagnante.

L'Europe, quant à elle, historiquement prédominante a perdu des places même dans des aires géographiques commerciales où elle était séculairement présente.

Dans cette nouvelle gravure du commerce mondial et pour reprendre la célèbre phrase du légendaire footballeur anglais Gary Lineker en 1990 "Le football est un sport qui se joue à onze contre onze, et à la fin, c'est l'Allemagne gagne", Idem, pour le Commerce Mondial des deux dernières décades, "une compétition commerciale qui se joue à 193 pays, et à la fin, c'est la Chine qui gagne" hormis que la pandémie du Covid-19 est en train de remettre en question de manière abyssale les chaînes de valeurs mondiales, révélant à la fois une surexposition des industries manufacturières mondiales à l'Asie du Sud-Est, ainsi qu'une fêrue des plateformes technologiques. La pandémie de COVID-19 représente, somme toute, un bouleversement sans précédent de l'économie mondiale : Sommes-nous à l'aurore d'un grand redimensionnement de l'échiquier Commercial Mondial ?

## **Le déracinement du dogme de la haine : Un préalable irrécusable contre le terrorisme**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 06/12/2020*

Il y a quelques jours, plusieurs dizaines d'agriculteurs ont été massacrés par des djihadistes dans le Nord-Est du Nigéria. Ainsi, le problème du terrorisme revient sur le devant de la scène après la revendication de cette odieuse scène par le groupe terroriste Boko Haram, dont une partie est affiliée à l'État islamique. Ces outrages ont suscité de nombreuses réactions d'indignation, de colère et de solidarité. Ils ont aussi réveillé la peur, parfois l'effroi face à des actes de primitivisme où la violence aveugle et froide des terroristes, tuant au hasard, a contribué à désobjectiver chaque victime réduite à une simple cible à atteindre. Il s'agirait de représailles contre des incriminations de combattants auprès de l'armée.

La terreur gagne l'espace social en Afrique alimentant des fantasmes de martyre et de tyrannie, faisant (re)vivre à chacun l'angoisse de la mort. N'est-ce pas l'apogée de la subversion, du terrorisme, le jihadisme?

Malheureusement, ces terroristes sont des jeunes en perte de repère et ils tuent d'autres jeunes. Ils cherchent, semble-t-il, à détruire une société africaine en quête de liberté, de démocratie, de culture et d'ouverture. Cette projection de la violence et de la haine sur l'autre va parfois jusqu'au retournement de cette violence contre soi ; le tueur finit par se tuer, comme s'il achevait ainsi, par sa propre mort, le cycle de cette violence destructrice sans limite, dans un mouvement d'auto-désengendrement.

Nous pensons que la guerre contre le terrorisme est incontournable, mais au préalable, nous pensons qu'il existe une autre guerre, toute aussi violente que les armes qui est celle du déracinement des idéologies de la haine et de la répulsion.

C'est dans le continent noir, et pas seulement dans la zone sahélienne, que les groupes se réclamant de Daech, sont aujourd'hui les plus éveillés et les plus actifs, parsemant la terreur, la phobie et le terrorisme, sans toutefois contrôler des territoires comme ils l'ont fait au Moyen Orient.

C'est un travail de longue haleine qui concerne notre continent. Inopportunément, dans l'Afrique, ce sont les projets de schizoïdie et

d'introversion, qui l'emportent. Pour preuve, cette étendue géographique est sensationnelle, et tient autant sinon plus à la fragilité des structures étatiques locales et à la misère, qu'au pouvoir d'attraction du djihad global.

Faut-il souligner que ces groupes sont actifs dans plusieurs contrées du continent :

- Primo, sur les terres d'islam d'Afrique de l'Ouest, qui connurent autrefois de véritables "guerres saintes", au 19<sup>ème</sup> siècle contre les armées coloniales,
- Secundo, en Somalie, dans la corne de l'Afrique, où les "Chebabs" islamistes sévissent depuis des années, dans une guerre sempiternelle,
- Tertio, dans l'Est de la République démocratique du Congo, irréfragable talon d'Achille de l'Afrique où la guerre fait partie du quotidien depuis si longtemps où le djihadisme est venu s'accoler à bien d'autres sources locales de conflit ;
- Quarto, dans le nord du Mozambique, sur la côte de l'Océan indien, où l'islam est ancré depuis des siècles, et où, depuis trois ans, sévit un groupe lui aussi affilié à l'État islamique.

Pour autant, ces labels djihadistes agissent comme des "franchises", c'est-à-dire sans centralité, sans concentration et sans commandement unique ; même s'il est probable que les groupes agissent de concert en apprenant l'un de l'autre.

En Afrique, les terroristes savent tirer parti des vulnérabilités des États, qu'il s'agisse d'un État "insolvable" comme la Somalie ou "perclus" comme au Nigéria. Au Mozambique, les djihadistes agissent dans une zone en passe de devenir l'Eldorado du gaz naturel où les petits paysans sont des proies faciles pour ces groupes violents.

Dans ce contexte miné, la réplique au terrorisme ne peut être cantonnée à la seule dimension sécuritaire ; même au Sahel où la contre-offensive militaire est la plus exploitée. Ce sont des décennies de problèmes livrés à eux même qui attisent cette subversion meurtrière de la violence armée et la radicalisation.

L'aberration serait de mettre ces désenchantements séditieux et ces messages écrits avec des plaies, du sang, des larmes, des souffrances, sur le passif d'une religion ou d'une culture, ce que, inopportunément, plusieurs discours laissent entendre en particulier l'Islam.

La communauté internationale a un mandat laborieux à brasser. Avant les fusils et les armes, il y a des idéologies à neutraliser, avant les flingues, il y a des cultes à désamorcer.

Nous devons reconnaître que l'éducation religieuse dans les pays musulmans n'est pas indemne de toute répréhension. Chez certains, elle incorpore gauchement ce qui relève de la foi, du divin et de l'humain. Ce nœud gordien doit être tranché si on veut excommunier la Salafiya Jihadia et son obsession subversive.

La bataille contre la prolifération du terrorisme doit être absolument globale et internationale. La coopération internationale existe mais elle n'est pas aussi optimisée que l'on voudrait ; la riposte sécuritaire ne suffit pas. Force est de constater que les guerres de la Syrie, d'Afghanistan, d'Irak et la création d'autres foyers de tension en Afrique, ont plutôt envenimé le phénomène jihadiste.

Faute de quoi, la terreur continuera à terroriser, y compris les terroristes, la violence se transmettra en spirale de génération en génération dans la haine et la vengeance.

La Communauté internationale doit s'atteler à remettre la paix dans tous ces pays, les grandes puissances ont cette lourde responsabilité à restaurer les Etats nationaux et d'épargner que d'autres Etats ne s'agitent. Aussi, il appartient tout un chacun de nous d'apporter sa quote-part par la lutte contre la haine, le racisme et l'incitation à la violence au quotidien.

Avouons-le et disons nos 4 vérités en face : On ne naît pas terroriste, on le devient. Le mal est en l'homme, il n'a pas de territoire privilégié, il est partout sur cette Terre. Ce mal, il nous le combattre par la raison, la loi, le savoir, l'école, l'éducation, l'ordre, la justice et par la promotion et la défense des valeurs universelles et universalistes liées aux droits humains.

Je me rappelle d'un Lundi 19 Décembre 2016, après l'assassinat ignoble de l'ambassadeur Russe en Turquie, je suis entré sur mon compte facebook pour consulter l'actualité et subitement j'ai été sidéré par le comportement fanatique et téméraire d'une armada internautes originaires de plusieurs pays arabes, y compris le Maroc, saluant l'assassinat de l'ambassadeur Russe. N'est-ce pas le Summum de la haine ?

Saluer cet assassinat odieux n'est-il pas un indicateur qui montre incontestablement l'océan qu'il nous reste à traverser en longueur et en largeur pour exorciser une pensée funéraire. N'est-ce pas le pinacle de la subversion et du terrorisme?

L'altruisme, la clémence, la tolérance et le consentement sont les contrepoisons et les palliatifs dont dispose l'humanité. Manions-les. N'est-il pas le moment, en guise d'épilogue, de décider d'opter pour l'amour, car la haine est un fardeau trop lourd à porter pour paraphraser Martin Luther King.

FOR AUTHOR USE ONLY

## **ADIEU SALAH, Salaheddine El Ghomari : Un Journaliste d'exception**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 11/12/2020*

Ce n'est un secret pour personne que non seulement le monde des médias marocains est en deuil, mais aussi les téléspectateurs Marocains, la Grande émotion du décès du journaliste Salaheddine El Ghomari qui s'est éteint dans la soirée d'hier du Jeudi 10 décembre 2020 à Mohammedia, des suites d'une crise cardiaque, à l'âge de 52 ans.

Connu du grand public pour avoir présenté le journal télévisé arabophone de 2M pendant deux décennies, Les ondes et le quatrième pouvoir étaient dans ses veines : Après des études de journalisme en Russie, il a rejoint la chaîne d'Ain Sebaa en l'an 2000, où il s'est imposé comme l'un des présentateurs charismatiques les plus en vue du journal télévisé en langue arabe.

Surtout, la cote de popularité de Salaheddine El Ghomari montrera en flèche auprès des téléspectateurs et de l'ensemble des citoyens Marocains depuis le déclenchement de la pandémie du nouveau coronavirus surtout dans la terrible et dure phase du confinement total, grâce au programme de sensibilisation et d'information qu'il a animé durant toutes les phases de cette crise sanitaire la populaire émission quotidienne à forte audience "Questions sur le Coronavirus" ; une émission qui a fait exploser l'audimat en cette période de crise sanitaire.

Selon des sources proches du défunt, le concept de l'émission a été pensé et préparé en 24 heures. En ces temps moroses engendrés par la pandémie du Covid-19, il était important de parler au public et surtout de lui donner la parole. Salaheddine recevait 40.000 messages vidéo et écrits par jour en interaction avec l'émission de prédilection au temps du Covid-19 "Questions sur le Coronavirus".

Avec grande ardeur et zèle, Salaheddine El Ghomari redoublait et suait d'efforts laborieux et louables pour sensibiliser la population marocaine sur la gestion au quotidien de la pandémie.

Même après le déconfinement, Salaheddine El Ghomari restait toujours présent sur facebook, instagram en insistant toujours sur les mesures de distanciation

sociale et le port du masque et en invitant, en sus, les Marocains et les internautes à rester chez eux autant que possible.

La disparition subite de Salaheddine El Ghomari a suscité un grand émoi parmi les professionnels des médias et chez le grand public, comme le démontrent les larges réactions de sympathie sur les réseaux sociaux.

Journaliste engagé, passionné par son métier, adulé pour son franc-parler, artiste dans l'âme, apprécié pour ses qualités humaines et professionnelles, marqué les esprits tant par sa vivacité que par son engagement.

Non seulement 2M et le monde de la presse écrite et du paysage audiovisuel, mais tout le Maroc perd l'une des figures les plus marquantes Marocains.

Certes, il nous a quittés, mais ses proses journalistiques, son émission le rendent immortel. A ADIEU Salaheddine.

FOR AUTHOR USE ONLY

## La Seringue de l'Espoir

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 13/12/2020*

In fine, l'espoir ressuscite et se ranime après le communiqué officiel par le Ministre en charge du portefeuille de la Santé, Khalid Aït Taleb, de l'amorçage prochain de la campagne de vaccination massive contre la pandémie du Covid-19. Aussi, l'optimisme béat réapparaît et se confirme après la décision magnanime et noble du Souverain Marocain qui a décrété la gratuité du vaccin contre l'épidémie de la Covid-19 au profit de tous les Marocains aux dires du Cabinet Royal. Le Souverain Marocain a tranché le nœud gordien que le vaccin contre la Covid-19 ne devant pas être un bien commercial, mais un bien public accessible à tous les Marocains.

Selon des sources dignes de foi, les premières opérations d'injection de la seringue de l'Espoir démarreront dans les deux semaines du Mois courant de Décembre. Une telle information du Ministre de la Santé est révélatrice de la stratégie chevaleresque initiée par les autorités Marocaines sous les directives du Souverain Marocain, faite de prospectives et d'anticipations positives à l'instar de la décision Royale du confinement de Mars 2020, la conclusion d'accords de partenariat avec la Société Etatique chinoise SINOPHARM (sixième plus grand fabricant de vaccins au monde), la participation aux essais cliniques qui a donné ses dividendes en bénéficiant du vaccin anti-Covid-19, ainsi que le lancement des opérations de vaccinations dans les meilleurs délais.

Et, c'est tout à fait judicieux que les accès pour le Vaccin seront réservés en premier lieu à l'Armée Blanche (le personnel de la Santé), la Sûreté nationale (les forces de l'ordre, les agents d'autorité), les enseignants, les personnes âgées et celles atteintes de maladies chroniques avant que la vaccination ne soit élargi à tous les adultes.

Vacciner 25 Millions de Marocains est un engagement colossal. C'est pour cela que cette campagne de grande ampleur mobilisera une logistique inédite : Actuellement, le Staff du Ministère de la Santé est dans la phase concrète de la prise des dispositions pratiques des vaccinations, en termes de logistique, des structures d'accueil dédiées, l'équipement en réfrigérateurs spéciaux de toutes les pharmacies centrales du pays pour conserver le vaccin à une température de 2 à 8 degrés, des espaces de vaccination et de personnels habilités.

Comme dit le dicton français ancestral, chaque pièce a son revers, Il s'agit, de la communication massive et tous azimuts qui devrait embrasser les opérations de vaccination afin de sensibiliser l'ensemble des Marocains à l'extrême importance de se faire vacciner.

Sous cet angle, il convient d'apprécier que selon la déclaration du Ministre de la Santé, la vaccination ne sera pas obligatoire et les seules nouvelles mesures "astreignantes" relatives à l'obligation de disposer à côté du passeport international, d'un "passeport Santé" pour se déplacer à l'étranger qui signale que le détenteur a été vacciné.

Les raisons de cette relative équanimité sont connues. Elles tiennent à la faiblesse de la communication dévolue à cette opération souvent essentielle pour les personnes âgées, les malades ou les enfants, mais aussi au prix d'un vaccin qui n'est pas considéré comme essentiel par nombre de nos concitoyens.

C'est donc la nécessité de lancer la bataille de la communication qui se pose dès à présent afin que le maximum des Marocains se plient à l'opération de vaccination Anti-Covid-19 et leur conseiller que la vaccination est le moyen le plus sûr, le plus efficace pour éradiquer le Coronavirus, de rester vigilants et de ne pas relâcher en parallèle les mesures sanitaires.

Aussi, le risque est réel que des réticences et des doutes s'expriment largement à l'encontre du vaccin anti-Covid : Beaucoup de gens au Maroc et sur d'autres lieux sont peureux et doutent de l'efficacité du Vaccin anti-Covid, même ceux et celles qui sont nourris dans le sérail de la santé malheureusement (des médecins, des professeurs, épidémiologues...)

Je me rappelle d'un Jour en pleine pandémie et surtout en plein confinement total après le décret de l'état d'urgence sanitaire en Mars, je suis entré sur mon compte facebook pour consulter l'actualité et subitement j'ai été médusé par toute une armada d'internautes originaires de plusieurs pays du globe, y compris le Maroc, y compris hélas des intellectuels Marocains, du démenti du Coronavirus et du doute de l'efficacité du Vaccin.

Des voix populistes sonnaient et résonnent sur les réseaux sociaux au Maroc et à l'international, semant le doute autour même de l'existence de la pandémie du Covid-19, sur sa gravité, la crainte d'une trop grande précipitation dans la conception du vaccin, ou la peur d'effets secondaires.

En outre, les théories complotistes et des boutades à dormir debout alléguant, par exemple, que le vaccin contre le Covid-19 servira à implanter une puce électronique sont également particulièrement présentes sur les réseaux sociaux au Maroc et dans le monde. Cette zizanie ne risque-t-elle pas de dissuader la population au vaccin et freiner la couverture vaccinale ?

Saluer cette dénégation et ce désaveu, n'est-il pas un indicateur qui montre incontestablement l'océan qu'il nous reste à traverser en longueur et en largeur pour exorciser une telle pensée de doute. Semer la méfiance n'est-il pas un indicateur qui exhibe l'effort louable et laborieux de la communication que doit déployer le Staff du Ministère de la santé pour exorciser une telle suspicion.

On ne peut pas autoriser ces paranos de soupçon et ces psychoses de méfiance : Le Maroc mort, la situation est grave. Plus de six mille morts, un virus assassin et meurtrier, il n'a épargné aucun domaine de la vie.

Communiquer est un Must, tout le monde sait que seul le vaccin pourra anéantir cette pandémie du Covid-19.

D'où encore une fois de plus la nécessité impérieuse de lancer le combat de la communication qui se pose en amont : L'adhésion de la population est incontournable, la communication est essentielle avant toute campagne de vaccination de masse, afin de clarifier aux citoyens tous les aspects liés au processus de vaccination pour assurer leur implication et instaurer un climat de confiance, et contrer les voies réticentes loin de toute théorie de complot.

Le vaccin chinois ?

Il a déjà été utilisé sur un million de Chinois. Si leur vaccin n'était pas sérieux, testé et corroboré cliniquement et scientifiquement, jamais le Souverain Marocain ne l'aurait autorisé, le Maroc n'aurait jamais commandé des millions de doses.

L'arrivée imminente des vaccins anti-covid et la décision Royale de la gratuité du vaccin va, à coup sûr, participer à augmenter la couverture vaccinale, atteindre l'immunité collective et permettra de mieux respirer et de reprendre une vie normale

C'est très bientôt, le temps pour oublier ce mal qui hante et obsède la planète, sans aucun doute, la plus grande épreuve subie par notre monde depuis des

dizaines de décennies. Certaines personnes perdent patience et sombrent dans des dépressions. Une angoisse née d'une peur normale règne sur les esprits. On parle de tunnel, de cauchemar, de malédiction. La vie est mouvementée, agitée, l'espace de liberté est réduit, bloqué, figé.

C'est très bientôt, nous allons de nouveau voyager, donner libre cours à notre égotisme et croquer la vie à plein dents avec appétence et insatiabilité. Oublier la noirceur du tunnel et aller de l'avant. Le bout du tunnel est pour très bientôt. La "normalité" sera bientôt de retour, Stay open !!

FOR AUTHOR USE ONLY

## **La Communication : Un préalable incontournable pour la réussite de la campagne de la Vaccination Anti-Covid 19**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 23/12/2020*

Partout, le monde s'apprête aux opérations de vaccination contre le Coronavirus, au Maroc vacciner 25 Millions de Marocains contre la pandémie du Covid-19 est un engagement colossal. C'est pour cela que cette campagne de grande ampleur mobilisera une logistique d'envergure : Actuellement, le Staff du Ministère de la Santé est dans la phase concrète de la prise des dispositions pratiques des vaccinations, en termes de logistique, des structures d'accueil dédiées, l'équipement en réfrigérateurs spéciaux, des espaces de vaccination et de personnels habilités.

Et, c'est tout à fait judicieux que les accès pour le Vaccin seront réservés en premier lieu à l'Armée Blanche (le personnel de la Santé), la Sûreté nationale (les forces de l'ordre, les agents d'autorité), les enseignants, les personnes âgées et celles atteintes de maladies chroniques avant que la vaccination ne soit élargie à tous les adultes.

Quoiqu'en 2013, le Maroc ait déjà réalisé une grande opération de vaccination ciblant 11 Millions de personnes contre la rougeole et la rubéole, cette campagne de vaccination anti-covid-19 s'annonce exceptionnelle du fait de l'ampleur de la population à vacciner sur une période limitée et du contexte particulier de la pandémie dans lequel elle sera organisée. D'où l'importance de la communication massive et tous azimuts qui devrait embrasser les opérations de vaccination afin de sensibiliser l'ensemble des Marocains à l'extrême importance de se faire vacciner.

C'est donc la nécessité de lancer la bataille à travers l'arme de la communication qui se pose dès à présent afin que le maximum des Marocains se plient à l'opération de vaccination Anti-Covid-19 et leur conseiller que la vaccination est le moyen le plus sûr, le plus efficace pour éradiquer le Coronavirus, de rester vigilants et de ne pas relâcher en parallèle les mesures sanitaires.

Aussi, le risque est réel que des réticences et des doutes s'expriment largement à l'encontre du vaccin anti-Covid : Beaucoup de gens au Maroc et sur d'autres lieux sont peureux et doutent de l'efficacité du Vaccin anti-Covid, même ceux

et celles qui sont nourries dans le sérail de la santé malheureusement (des médecins, des professeurs, épidémiologues...)

Je me rappelle d'un Jour en pleine pandémie et surtout en plein confinement total après le décret de l'état d'urgence sanitaire en Mars, je suis entré sur mon compte facebook pour consulter l'actualité et subitement j'ai été sidéré par toute une armada d'internautes originaires de plusieurs pays du globe, y compris le Maroc, y compris hélas des intellectuels Marocains, du démenti du Coronavirus et du doute de l'efficacité du Vaccin.

Des voix populistes sonnaient et résonnent sur les réseaux sociaux au Maroc et à l'international, semant le doute autour même de l'existence de la pandémie du Covid-19, sur sa gravité, la crainte d'une trop grande précipitation dans la conception du vaccin, ou la peur d'effets secondaires.

En outre, les théories complotistes et des boutades à dormir debout alléguant, par exemple, que le vaccin contre le Covid-19 servira à implanter une puce électronique sont également particulièrement présentes sur les réseaux sociaux au Maroc et dans le monde. Cette zizanie ne risque-t-elle pas de dissuader la population au vaccin et freiner la couverture vaccinale ?

Applaudir cette dénégation et ce désaveu, n'est-il pas un indicateur qui montre incontestablement l'océan qu'il nous reste à traverser en longueur et en largeur pour exorciser une telle pensée de doute. Semer la méfiance n'est-il pas un indicateur qui exhibe l'effort louable et laborieux de la communication que doit déployer le Staff du Ministère de la santé pour exorciser une telle suspicion.

On ne peut pas autoriser ces paranos de soupçon et ces psychoses de méfiance : Le Maroc mort, la situation est grave. Plus de 7000 morts, un virus assassin et meurtrier, une bactérie impitoyable, un microbe fratricide, il n'a épargné aucun domaine de la vie.

Communiquer est un Must, tout le monde sait que seul le vaccin pourra anéantir cette pandémie du Covid-19.

Le sociologue français Dominique Wolton, directeur de recherche au CNRS en sciences de la communication, spécialiste des médias et de la communication politique n'a-t-il pas dit "Dans la communication, le plus compliqué n'est ni le message, ni la technique, mais le récepteur" ?

D'où encore une fois de plus la nécessité impérieuse de lancer le combat de la communication qui se pose en amont de toute opération de vaccination : L'adhésion de la population est incontournable, la communication est essentielle avant toute campagne de vaccination de masse, afin de clarifier aux citoyens tous les aspects liés au processus de vaccination pour assurer leur implication et instaurer un climat de confiance, et contrer les voies réticentes loin de toute théorie de complot.

Le vaccin chinois à travers la conclusion d'accords de partenariat avec la Société Etatique chinoise SINOPHARM (sixième plus grand fabricant de vaccins au monde), Il a déjà été utilisé sur un million de Chinois. Si leur vaccin n'était pas sérieux, testé et corroboré cliniquement et scientifiquement, jamais le Souverain Marocain ne l'aurait autorisé, le Maroc n'aurait jamais commandé des millions de doses.

Au regard de l'arrivée imminente des vaccins anti-covid et au vu la décision Royale de la gratuité du vaccin et dans l'ambition participer à augmenter la couverture vaccinale, atteindre l'immunité collective et permettra de mieux respirer et de reprendre une vie normale, la bataille de la communication qui se pose en amont de toute opération de vaccination pour inhumer ce mal qui hante et obsède la planète, sans aucun doute, la plus grande épreuve subie par notre monde depuis des dizaines de décennies.

Bernard Werber dans, sa sa trilogie des Fourmis, n'a-t-il pas argué que Les bébés ont besoin de communication pour survivre. Le lait et le sommeil ne suffisent pas. La communication est aussi un élément indispensable à la vie ? C'est le cas aussi pour la campagne de vaccination anticovid-19

## **Le Warning de la Dette Mondiale**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 27/12/2020*

A cause de la pandémie du Covid-19, dans la plupart des pays du monde, les entreprises les plus précautionnées, les gouvernements les plus conformistes et les plus disciplinés n'ont pas eu d'autres options que de s'endetter pour survivre, et pour se préparer à des temps moroses.

En vertu des statistiques officielles du FMI, les données sont délirantes : La Dette Mondiale totale a ascensionné en une seule année de 15.000 Milliards de Dollars (ou 15 Billions), pour atteindre atteint son apogée avec la facture vertigineuse de 277.000 Milliards de Dollars, soit l'équivalent de 365% de la richesse mondiale, contre 320 % un an avant du PIB mondial. Une situation qui inquiète les institutions internationales comme le FMI ou la BRI.

Ce bond résulte de l'effet combiné de l'endettement et de la baisse du PIB, en raison du confinement et des mesures de restrictions sanitaires.

En termes de répartition régionale : Toujours en une seule année, la dette mondiale a gravi, dans les pays développés, de 380% du PIB à 432%. A titre illustratif dans le pays le plus endetté du monde, aux USA en l'occurrence, elle s'est hissée de 71 à 80 Billions et à elle seule la dette publique a atteint 101, 5% du PIB, ratio le plus élevé depuis le début des trente glorieuses. Dans l'Union Européenne UE, ce même ratio a éclaté de 86.2% à 95%.

La Chine demeure le pays qui le plus emprunté qu'auparavant sur les dernières années. En effet, la dette chinoise a quadruplé depuis 2007 : Déjà source d'inquiétude pour les experts de l'OCDE notamment, l'endettement de la Chine pèse de plus en plus lourd dans l'économie mondiale. Selon les données que vient de publier l'Institute of International Finance en effet, au premier trimestre de cette année, l'endettement total de la Chine (dette publique, celle des entreprises non financières, des institutions financières et des ménages) a atteint 303 % du PIB du pays, contre 297 % un an plus tôt et de ce fait, la dette chinoise par rapport au PIB mondial, est plus importante que peut représenter celle des Etats-Unis ou de l'Allemagne.

Désormais, à plus de 40.000 milliards de dollars, la dette de la Chine pèse désormais pour 15 % de l'endettement total de la planète. Une hausse beaucoup plus rapide que ne l'anticipaient les experts du FMI il y a quelques années.

Ce phénomène a été fluidifié par les taux d'intérêts très bas, voire négatifs, imposés par plusieurs grandes banques centrales. Beaucoup de Gouvernements se sont en effet endettés à travers des programmes de relance à travers des politiques d'assouplissement monétaire des grandes banques centrales pour tenter de faire relancer les économies nationales atones.

Cet embrasement de l'endettement est principalement imputable au secteur privé, qui a profité à plein de l'ère de "l'argent pas cher" attisée par les politiques monétaires ultra-accommodantes des grandes banques centrales.

Au niveau de la répartition sectorielle, les deux tiers de cette dette émanent du secteur privé, mais la dette publique de moult pays s'est aussi beaucoup développée depuis la crise financière 2008/2009.

Nous pensons, en guise de conclusion, que la dette mondiale se révèle aujourd'hui un lourd fardeau pour de nombreuses entreprises et constitue une entrave rédhitoire à la reprise mondiale et un risque pour la stabilité financière. Une telle dette n'est pas sans nous laisser poser 4 sortes d'apostrophes :

- La première apostrophe est le remboursement d'une telle colossale dette : Comment rembourser une dette qui est plus de deux fois plus importante que la richesse de l'économie mondiale ?
- La deuxième apostrophe est le remboursement, par les pays riches, d'une telle dette au regard d'une croissance économique anémique emballée par la pandémie du Covid-19
- la troisième apostrophe tient au remboursement de la dette par les pays du Sud : Pour rembourser leurs dettes, les pays du Sud doivent puiser fortement dans les réserves de change qu'ils ont accumulées au cours des dernières années en raison de la hausse des prix de leurs exportations. Ces réserves sont menacées de fondre à un rythme plus ou moins rapide à l'instar de la République démocratique du Congo, de l'Equateur, du Pakistan, du Sri Lanka, du Bangladesh,

- La quatrième apostrophe est le remboursement d'une telle dette au regard de l'assèchement de la liquidité bancaire. L'épargne présente, dans le secteur bancaire, au lieu de servir à l'investissement productif, que ce soit sous la responsabilité des pouvoirs publics ou celle des acteurs privés, est systématiquement déviée vers un comportement parasitaire de rentier.

FOR AUTHOR USE ONLY

## **L'année 2020, une année à oublier**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 31/12/2020*

De l'avis même des moins superstitieux, il ne fait aucun doute que pour toute la planète, pour tous les Marocains, endeillée par la pandémie mondiale, minée par une crise économique, financière et sociale majeure, l'émergence d'un virus responsable de la mort de plus de 1,7 million de personnes dans le monde, l'année 2020 aura été l'une des plus éprouvantes de l'histoire récente de notre pays. Nous gageons que dans quelques Mois, une fois que la grande bataille de vaccination contre la Coronavirus sera achevée et que l'immunité collective aura été atteinte, la pandémie de la Covid-19 ne sera plus qu'un disgracieux récit derrière nous.

Décès (plus que 8000 ), hospitalisations ( plus 400.000 cas positifs), réanimations, incubations, psychose, panique, névrose, anxiété, hantise et confinement total ou partiel ont laissé commotion, traumatisme et laisseront des blessures, offenses et mutilations qui cohabiteront longtemps dans la mémoire collective et perdureront dans les mémoires individuelles.

Outre ces blessures et ces déchirures collatérales, il restera également, parmi les mauvais souvenirs, les annonces en cascade et parfois de dernière minute qui, depuis Mars dernier, ont envenimé le quotidien des Marocains, annonces relatives aux moult restrictions portant préjudice à nos activités quotidiennes, à nos festivités, à nos déplacements, à notre vies tout court.

Des mesures hâtives et/ou des communiqués de dernière minute au gré de la situation pandémique de chaque région n'ont-ils pas constitué un frein à notre habituel, au point où plus personne n'ose s'engager dans une décision à court terme, un projet, soit-il personnel ou professionnel ?

Annonces et communiqués profusément critiqués par les Marocains au sein des réseaux sociaux; des réseaux qui constituent plus qu'auparavant, en raison du confinement et reconfinement, une plateforme de communication et une soupape de consolations entre les Marocains (famille, amis, collègues..., etc.) au temps du Covid-19.

Au vu de la fin d'année et ce qui s'ensuit en termes de préparatifs pour la célébration du réveillon, la dernière batterie de mesures prises par les autorités publiques ne constitue-t-elle pas, une fois de plus, un exemple éloquent ?

En effet, les pouvoirs publics ont annoncé, pour la région de Casablanca-Settat notamment, la prolongation jusqu'au 10 janvier prochain, de toutes les interdictions prononcées, et notamment le couvre-feu de 21H à 6h du matin, de concert avec les diverses fermetures d'établissements de sport, hammams, etc., mais aussi un couvre-feu national de trois semaines, ainsi que la fermeture des restaurants pour les villes de Casablanca, Marrakech, Agadir, Tanger.

La première conséquence de ces décisions est l'impossibilité de célébrer la fin de l'année civile en dehors du strict cercle familial et domiciliaire, alors que les opérateurs du tourisme, les hôteliers et restaurateurs notamment, comptaient beaucoup sur cette période pour réduire et compenser quelque peu les énormes pertes financières et préjudices conséquents qu'ils ont subi depuis le Mois de Mars.

Avec l'interdiction des rassemblements publics et privés, la fin de l'année 2020 sera donc bien triste et signifiera, très certainement, le coup de grâce porté au secteur serviciel en son entier, avec des conséquences fatales sur l'emploi et les revenus des familles qui en vivent et qui se comptent en centaines de milliers.

Les plus sages et les plus vigilants diront, à raison, que le Gouvernement veut éviter par ces actions, l'apparition d'une troisième vague, chose qui se conçoit parfaitement.

Soyons optimiste et voyons la partie remplie du verre : L'arrivée des 65 Millions de doses des vaccins anti-covid chinois des Sociétés Sinopharm et AstraZeneca, ainsi que la décision Royale de la gratuité du vaccin va, à coup sûr, participer à augmenter la couverture vaccinale, atteindre l'immunité collective et permettra de mieux respirer et de reprendre une vie normale.

C'est très bientôt, le temps pour oublier ce mal qui hante et obsède la planète, sans aucun doute, la plus grande épreuve subie par notre monde depuis des dizaines de décennies. Certaines personnes perdent patience et sombrent dans des dépressions. Une angoisse née d'une peur normale règne sur les esprits. On parle de tunnel, de cauchemar, de malédiction. La vie est mouvementée, agitée, l'espace de liberté est réduit, bloqué, figé.

C'est pour très bientôt, on oubliera l'odeur et la texture du désinfectant, le port du masque et ses effets asphyxiants et gênants de démangeaison sur nos oreilles.

C'est dans peu, nous allons de nouveau voyager, donner libre cours à notre égotisme et croquer la vie à plein dents avec appétence et insatiabilité. Oublier la noirceur du tunnel et aller de l'avant. Le bout du tunnel est pour très bientôt. Demain, il fera jour disait Henry de Montherlant.

FOR AUTHOR USE ONLY

## **L'année 2021 entre le marteau des signes positifs et l'enclume des risques à appréhender**

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 10/01/2021*

L'année 2020 a été épineuse ; elle a été stigmatisée par la pandémie du Covid-19 dont les corollaires dévastateurs ne cessent de se faire sentir depuis des Mois (plus de 1,9 Millions de disparus) et qui, selon toute vraisemblance, vont nous accompagner dans l'année 2021.

Outre les effets sanitaires, l'économie mondiale a été tragiquement emballée sur les plans économique et social et ses effets économiques pervers avec un recul dramatique de la croissance où l'économie internationale devrait connaître, une récession historique dont l'ampleur s'élèverait à 4,9 % du PIB mondial selon la boule de cristal du FMI. Tous les indicateurs sont au rouge : le commerce mondial accuserait un recul compris entre 13% et 32%, les cours des produits de base chutent et les investissements directs étrangers pourraient baisser de 40%.

Aussi, la crise se matérialise par les fermetures des outils de production, les pertes d'emploi (un taux de chômage mondial à 5,4 %) ainsi que ses conséquences sociales : Des conséquences des plus affligeantes sur les marchés du travail. Ce dernier subit de plein fouet les pécuniosités d'un impact qui porte, à la fois, sur l'offre, en raison d'une paralysie quasi totale du processus de production des biens et services et sur la demande qui se rétracte sous l'effet de la baisse de la consommation et de la contraction de l'investissement. Plusieurs milliers de postes d'emploi sont mis en suspens quand ils ne sont pas définitivement détruits provoquant une recrudescence inégalée de chômage avec plus 2,5 millions en 2020 selon l'Organisation Internationale du Travail OIT.

Des secteurs entiers sont sinistrés et font face à un avenir incertain. C'est le cas, notamment, du tourisme et des transports qui sont gravement touchés dans leur segment aérien. Une situation délétère menaçant de faillites les entreprises dans leurs différentes tailles, de perte d'emplois sans distinction entre secteurs structurés ou informels et partant de détériorations manifestes de revenus pour une vaste partie de la population.

Aujourd'hui que le monde, y compris notre patrie le Maroc, tout en vivant les restrictions les plus draconiennes (à l'instar du reconfinement total en Grande Bretagne et d'autres pays de l'Europe), accueille le début de 2021 avec

optimisme en escomptant que cette nouvelle année va nous ramener plus de quiétude afin que nous puissions reprendre notre marche vers un avenir serein et solidaire.

A cet égard, vigilance et prudence l'oblige, des signes positifs sont à relever mais, en même temps, des risques évidents sont à appréhender :

- Primo, sur le plan sanitaire, la découverte et la mise à disposition en un temps record de nombreux vaccins (Pfizer/BioNTech, Moderna, AstraZeneca, Sinopharm) contre la pandémie du coronavirus donnent à l'humanité de l'espoir afin d'en finir avec la propagation incontrôlée de la Covid-19.

Toutefois, une grande majorité des pays démunis et à revenu intermédiaire, n'auront pas accès à ces vaccins avant des Mois, et ce en dépit des efforts laborieux de l'Organisation Mondiale de Santé OMS et de ses partenaires du Système des Nations Unies qui jette des équivoques sur la sincérité de ceux qui n'ont cessé d'arguer d'humanisme et d'équité des chances alors qu'ils n'ont pas perdu du temps pour s'approprier la quasi-totalité de la production de ce précieux vaccin, en privant le reste du monde pour l'avenir prévisible. Cela est scientifiquement inapproprié puisque, faut-il le rappeler : Notre l'humanité ne sera pas totalement immunisée contre ce mal avant que toutes ses composantes le soient, d'où l'appel lancé par le Secrétaire Général de l'ONU pour que le vaccin en question soit considéré comme un bien public.

- Secundo, sur le plan économique et social, la pandémie a certes fortement ralenti la croissance et mis à genoux le tissu de la production et des services, mais globalement ce tissu économique, bien que revigoré, peut être apaisé si les conditions locales et internationales reviennent à leur état normal. Ceci suppose que le "repli sur soi" constaté au début de la pandémie et du confinement total laisse vite place à une solidarité suffisante pour permettre à la coopération internationale de reprendre ses droits et aux institutions bilatérales, régionales et multilatérales de reprendre habituellement leurs activités dans le cadre de relations internationales assainies et étanchées.

Ce retour sera, semble-t-il, favorisé par la nouvelle donne politique aux Etats Unis d'Amérique suite aux dernières élections présidentielles, donne qui, certes toujours contestée par l'occupant actuel de la Maison Blanche, semble cependant inéluctable et promet des révisions bienvenues à l'attitude de Washington vis-à-vis de nombreux dossiers et du multilatéralisme en général.

Il reste que des décisions prises par l'Administration en charge, surtout au cours des quelques derniers mois, risquent de placer la nouvelle Administration, qui ne prendra les rênes du pouvoir que le 20 du Mois courant, devant des "faits accomplis" dont il pourra malaisément s'extirper pour autant qu'elle souhaiterait le faire. Des dossiers coriaces comme celles du Moyen Orient, du nucléaire Iranien, ou de la place de la Chine dans l'équation mondiale risquent d'en pâtir alors que des groupements régionaux sur lesquels reposait en partie l'espoir de trouver des solutions aux conflits existants se trouvent davantage affaiblis.

Faut-il voir la "moitié pleine" du verre ou celle qui est "à moitié vide" ? Chacun dans le monde abordera l'année 2021 selon sa propre disposition d'esprit et les moyens dont il dispose, mais nous devons tous nous en tenir aux protocoles sanitaires prescrits et prier pour le mieux.

Les décideurs quant à eux devront s'imprégner de nouveau de l'esprit de coopération avec davantage de compassion pour les plus faibles afin que nous puissions ensemble sortir de la situation actuelle.

A cet égard, l'OMS a un rôle de premier plan indéniable dans la gestion de la crise du Covid-19. Elle a certes, été le théâtre d'oppositions politiques, mais force est de constater qu'elle a assuré un leadership technique fort. Cela étant, l'aspect technique ne représente qu'un volet de la réponse à la crise sanitaire. La bonne gestion d'une telle situation se joue également sur le plan politique, et c'est précisément là que l'OMS et plus généralement les organes politiques de l'ONU (Organisation des Nations unies) ont montré les limites de leur pouvoir d'action et de coordination.

D'ailleurs, une situation de statu quo s'installe au sein des Organisations Internationales, transcendant même le cadre de l'OMS : L'ONU en a également subi les conséquences, aboutissant à un manque de coordination du Conseil de Sécurité et de l'organisation dans sa globalité. Il est, à cet égard, intéressant de noter que les pays leaders de la réponse apportée à la crise du Covid-19 ont préféré passer par des groupes internationaux restreints, tels que le G20, pour coordonner une réponse internationale, plutôt que de passer par l'UNGA (Assemblée générale de l'ONU). Cela ne témoigne-t-il pas d'un affaiblissement de la démocratie internationale doublé d'un échec des solidarités internationales marqué par le repli national provenant essentiellement du repli des pays sur eux-mêmes, leur propre population, ainsi que sur leurs propres intérêts.

Ce signe le plus évident de l'échec de la solidarité internationale est d'un part le repli national des pays durant la crise sanitaire (la fermeture des frontières) et la suspension du financement américain à l'OMS, d'autre part.

D'où l'intérêt de la concertation, de coordination et de coopération internationale pour faire face à une situation internationale tumultueuse et fébrile.

L'on ne peut épiloguer cette chronique sans avoir une pensée émue pour tous celles, ceux Maroc et dans le monde qui ont payé de leur vie la pandémie que nous vivons, trouvent ici nos condoléances les plus attristées, nos prières et nos mémoires, comme disait Jean d'Ormesson " Il y a quelque chose de plus fort que la mort ce la présence des absents dans la mémoire des vivants"

FOR AUTHOR USE ONLY

## Clémence Divine et Démence Humaine

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 20/01/2021*

In fine après plus de 2 années de sécheresse, la clémence est bel et bien arrivée et avec générosité Providentielle ! Les pluies qui se sont broyées la semaine dernière sont de bons augures pour nos campagnes agricoles. Au Maroc, gouverner, n'est-ce pas pleuvoir disait Lyautey ?

L'optimisme se rallume et ressuscite chez les laboureurs après deux chandelles de rude sécheresse. Convenons-en de ce postulat, les pluies sont une aubaine pour le tissu économique national, dont la dynamique économique reste amplement subordonnée à l'agriculture. Car, même si l'exécutif Marocain a fort misé, cette dernière décade, sur les Métiers Mondiaux du Maroc dans la mouture du plan d'accélération industrielle, ils n'arrivent pas encore à désaltérer les déficits enregistrés par le PIB de l'économie Marocaine.

Avec la clémence du ciel, le département de Lahlimi le Haut-Commissariat au Plan HCP a revu sa boule de cristal à un trend haussier de l'activité économique de 0,5% au premier trimestre 2021 avec un rebond de 10,8% de l'agriculture.

Comme dit le dicton ancestral français, toute pièce a son revers : Avec cette clémence Divine, en 6 jours seulement, la ville de Casablanca a enregistré une pluviométrie équivalent de près de 70% des pluies d'une année. Ces fortes pluies ont mis à nu la vulnérabilité de nos infrastructures en particulier le poumon économique du Maroc Casablanca, en l'occurrence qui se matérialisa par des dommages collatéraux : Inondation et effondrement de bâtiments, submersion des boulevards et des tunnels, immersion des rues, plongée des voitures en raison d'un réseau d'assainissement liquide défaillant.

Pire encore, cela intervint à un moment où le citoyen Marocain, est desséché par une année 2020 tumultueuse et morose par la pandémie, la crise économique et sociale qui en résulta où des images de désolation révoltantes twettées sur les réseaux et les médias sociaux.

Pourtant deux décades se sont écoulées et la gouvernance de la chose publique aussi bien au niveau local qu'au niveau central sont censées avoir quelque peu évolué depuis à travers une superstructure qui nous rend des comptes en veillant sur l'intérêt du citoyen Marocain et assure un développement harmonieux du

pays, privilégiant l'intérêt suprême du patriote sur les avantages que lui procurent les postes de responsabilité ?

Ne doit-on pas transcender le bouc émissaire à qui incombe cette catastrophe diluvienne : Lydec, le conseil de la ville, ....etc? Déjà en 2013 avec sa vision prospective, le Souverain Marocain a sonné le glas et l'alarme en posant des grandes apostrophes sur le destin de la métropole lors de son discours à l'occasion de l'ouverture de la première session de la troisième année législative de la 9<sup>ème</sup> législature "Mais pourquoi cette ville, qui compte parmi les plus riches du Maroc, ne connaît-elle pas concrètement l'essor auquel aspirent les Casablancaises et les Casablançais, à l'instar de beaucoup d'autres villes ? Est-il raisonnable qu'elle reste à ce point un espace des grandes contradictions, jusqu'à devenir l'un des modèles les plus faibles en matière de gestion territoriale ?" La réponse à ces interpellations, le Souverain l'avait écourtée et abrégée en une phrase: " Le problème dont souffre la capitale économique tient essentiellement à un déficit de gouvernance".

D'où l'importance de la gouvernance qui doit porter non seulement sur le bon fonctionnement de l'institution mais aussi et surtout sur la qualité de l'action de ces institutions dans l'espace local, régional et national pour le bien être social.

## Quelle Géopolitique Mondiale à l'heure de Joe Biden ?

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 20/01/2021*

C'est aujourd'hui le 20 Janvier 2021 que J.Biden prête serment au Capitole à Washington face au président de la Cour suprême John Roberts, la main posée sur une Bible que tenait son épouse Jill et devant par le 46ème Président des USA.

Faut-il rappeler que de part cette victoire aux urnes, les Américains ont attesté que la démocratie ne chavire pas : Devant la peur d'une économie "Trumpienne" clivée et covidée,

les Américains ont participé pesamment au scrutin avec une participation record depuis 1900 (quand plus de 73,7% des Américains s'étaient rendus aux urnes pour élire le républicain William McKinley) avec plus de 160 Millions de votes, soit un taux de participation de 66,6%.

Après le 46ème pas au bureau Oval du nouveau président à la Maison Blanche, le monde, les décideurs politiques, le monde des affaires et les médias se posent l'apostrophe récurrente que va faire Joe Biden ?

– Primo, la campagne électorale de J.Biden a été plutôt un vote contre Trump dont la gestion de la Covid-19 a été cataclysmique et désastreuse,

– Secundo, Joe Biden n'a pas réellement circondui un programme économique ; on s'en souvient lors de sa propagande électorale.

Plusieurs interrogations interpellent les décideurs politiques : Le crédo protectionniste et First America, l'apostrophe nucléaire, l'agenda climatique, les relations avec l'Europe et les bras de fer avec la Chine.....etc ?

On est sûr que Joe Biden ne va pas revenir sur des décisions géostratégiques, surtout en ces temps d'inconstance à l'heure du Covid-19 : Devant une ulcération du leadership Américain, isolé de leurs alliés traditionnels et érodé de ses capacité à faire face aux challenges de sécurité nationale, de la Corée du Nord à l'Iran, de la Syrie à l'Afghanistan et au Venezuela, Joe Biden se donne une mission capitale : Remplumer la confiance avec les alliés des États-Unis sur l'arène internationale ; une confiance qui s'est peu à peu dilacérée pendant le mandat de D.Trump. C'était d'ailleurs l'objet même d'un article intitulé "Why America must lead again", signé par Joe Biden lui-même dans la

revue Foreign Affairs. "Les Etats-Unis doivent redevenir un phare de la démocratie dans le monde", écrivait-il.

En sus, tout en reconnaissant les vertus de la concurrence, dans l'ère de J.Biden, l'Amérique redeviendra un acteur de poids dans le jeu de la concurrence mondiale : Au lieu de se réfugier derrière les barrières illusoire du protectionnisme comme Trump, J.Biden entend équiper les Américains de compétences qui permettront à tous de concourir loyalement dans un commerce international équitable tout en soutenant les entreprises Américaines (400 Milliards de Dollars Le label "made in america" à l'instar des énergies propres, l'informatique quantique, l'Intelligence artificielle, la 5G, les trains TGV).

Les USA, dans le mandat présidentiel de J.Biden, vont rebrousser chemin vers le multilatéralisme : Joe Biden sera multilatéral là où D.Trump était unilatéral, il sera prévisible là où D.Trump est imprévisible ; et il respectera ses alliés là où Trump les maltraitait. Pour preuve, Joe Biden qui connaît bien ce dossier puisqu'il y a participé en tant que vice-président de Barack Obama en 2015, a déjà donné des gages en préfigurant que son premier acte de Président serait de réintégrer l'Accord de Paris sur le climat que les États-Unis ont officiellement quitté et s'engageront sur l'objectif d'une économie entièrement décarbonée en 2050 pour une économie plus verte (2.000 Milliards de dollars sur quatre ans pour financer des transports électriques). Ce n'est qu'une bonne nouvelle pour notre planète terre.

De surcroît, les USA s'engageront dans l'OTAN avec engagement qui, selon J.Biden, sacré et non conditionnel et ce en fortifiant l'alliance militaire avec l'Australie, le Japon et la Corée du Sud. Un OTAN fort très redouté par la Russie.

Aussi dans le mandat de D.Trump, la gouvernance mondiale est plus qu'en panne, elle est devenue chaotique : les Nations Unies ne jouent plus leur rôle depuis longtemps, D. Trump a mis les États-Unis sur une trajectoire de guerre froide avec l'autre super-puissance, la Chine.

A ce titre, J.Biden compte assumer le rôle de leader Américain au regard de la Chine, tout en fixant des règles économiques transparentes. Pour cela, J.Biden le sait : Pour résister à la Chine, la priorité N°1 des US est une alliance européenne-américaine qui passe par Berlin qui est le partenaire économique européen le plus important pour les Etats-Unis.

Ainsi pour lubrifier la mécanique de la gouvernance internationale, Joe Biden s'est entouré d'une équipe de politique étrangère pour les questions économiques et internationales en nommant William Burns, un diplomate chevronné qui avait été l'homme des premiers contacts secrets avec l'Iran, conduisant à l'accord nucléaire de 2015 dénoncé par D.Trump. William Burns, tout comme le conseiller national à la sécurité Jake Sullivan, et le Secrétaire d'État Antony Blinken, ont en commun non seulement d'avoir travaillé ensemble sous Obama, mais surtout d'incarner une véritable rupture avec l'unilatéralisme et le nationalisme à courte vue de Donald Trump.

De même, J. Biden compte faire un comeback au sein de l'Organisation Mondiale de la Santé OMS que D.Trump a quitté en pleine pandémie avec le gel de la contribution financière des USA de 500 Millions de Dollars, et de participer au programme de vaccins pour tous, ce que D.Trump refusait.

Par ailleurs, J.biden compte réintégrer la diplomatie multilatérale là où D.Trump ne croyait qu'à l'unilatéralisme à travers sa fameuse "America First and only". De ce fait, Joe Biden compte cicatriser les relations internationales tumultueuses en particulier avec la Chine, la Russie, l'Iran. Certes, ça ne sera pas pour autant un retour à la diplomatie de l'époque Obama en raison des mutations qu'a connu l'économie mondiale à travers l'émergence de pôles de puissance éclatés là où l'Amérique était encore une hégémonie finissante. Semble-t-il, Joe Biden n'aura pas les brigues, de réinstaurer cette hégémonie.

Le véritable défi de Biden sera, au contraire, la structuration de ce nouveau monde multipolaire et pour y parvenir, J.Biden entend faire ressurgir une coalition de pays démocratiques, là où son prédécesseur D.Trump les traitait de ses détracteurs.

De sa part, le vieux continent aborde cette nouvelle architecture de la géopolitique mondiale avec enthousiasme et d'aperception : Car si le retour à une diplomatie plus prévisible et attrayante est bienvenu, l'Europe ne sait pas encore dans quelles conditions. C'est pour cela que les Européens sont écartelés entre le sentiment béat exprimé par la Chancelière Angela Merkel -celle qui connaît le mieux Joe Biden-, pour qui l'amitié transatlantique est indispensable et qui propose de coopérer ensemble et le scepticisme tweeté par le Secrétaire d'État aux affaires Européennes en France, Clément Beaune, pour qui "ce serait

une faute de croire que tout change, l'Europe doit avant tout compter sur elle-même.”

Aussi, J.Biden ambitionne d'améliorer la coopération économique avec les pays d'Amérique centrale en fixant 4 Milliards de Dollars à une telle stratégie régionale de développement.

En outre, pour cimenter la démocratie à travers le monde, J.Biden s'engagera, à réunir aux USA, un Sommet mondial de la démocratie, afin de définir en commun un programme de lutte contre la corruption, de se défendre contre l'autoritarisme et faire progresser les droits de l'homme.

Assurément, ce projet encore trop imprécis pour savoir s'il s'agit d'une coalition anti-chinoise sous le leadership Américain, ou d'un véritable effort de renouveau démocratique après des années de régression et de menaces autoritaires à l'ère de D.Trump.

Ainsi, J.Biden tentera de “bercer” le débat politique et cherchera à réunifier le pays à 330 Millions d'habitants. De même, il a la volonté de faire progresser une cause délaissée depuis plusieurs décennies, celle de l'équité raciale, et de revenir sur les reculs de D. Trump en matière de santé.

Après quatre ans d'une présidence “Trumpienne” atypique, les Etats-Unis pourraient à nouveau avancer sur la route du progrès social.

En somme, J.biden a du pain sur la planche ; son agenda est hyper chargé tant sur le plan national qu'international avec une mission de replâtrage de l'économie mondiale. Allez Biden, Let's Joe.... !

## La Seringue et Dose Royale de l'Espoir

*Chronique publiée sur notre site [www.mmaghriti.com](http://www.mmaghriti.com) le 28/01/2021*

L'espoir ressuscite et se confirme après l'arrivée des premiers lots de Vaccin Aastrazeneca et par la suite Sinopharm, des lots suffisants pour le démarrage de la campagne de vaccination massive contre la pandémie du Covid-19. Aussi, l'optimisme réapparaît et se ranime après le lancement officiel de la campagne nationale de vaccination contre le Coronavirus: Et c'est le Souverain Marocain, lui-même, qui a ouvert le bal en recevant la première dose du vaccin contre la Covid-19 ce Jeudi au Palais Royal à Fès.

Aussi, faut-il souligner que sous hautes instructions Royales, le Souverain Marocain a pris la décision magnanime et noble de la gratuité du vaccin contre l'épidémie de la Covid-19 au profit de tous les Marocains en tranchant le nœud gordien que le vaccin contre la Covid-19 ne devant pas être un bien commercial, mais un bien public accessible à tous les Marocains.

Vacciner 25 Millions de Marocains est un engagement colossal et campagne de grande ampleur. D'où la nécessité incontournable de la bataille de la mobilisation qui se pose afin que le maximum des Marocains se plient à l'opération de vaccination Anti-Covid-19 et leur conseiller que la vaccination est le moyen le plus sûr, le plus efficace pour éradiquer le Coronavirus, de rester vigilants et de ne pas relâcher en parallèle les mesures barrières et sanitaires du port du masque.

Aussi, le risque est réel que des réticences et des doutes se sont exprimées et s'expriment largement à l'encontre du vaccin anti-Covid : Beaucoup de gens au Maroc et sur d'autres cieux sont peureux et doutent de l'efficacité du Vaccin anti-Covid, même ceux et celles qui sont nourris dans le sérail de la santé malheureusement (des médecins, des professeurs, épidémiologues...)

Je me rappelle un Jour en pleine pandémie, en plein confinement total après le décret de l'état d'urgence sanitaire en Mars 2020, sur les réseaux sociaux, j'ai été médusé par toute une armada d'internautes originaires de plusieurs pays du globe, y compris le Maroc, y compris hélas des intellectuels Marocains, du démenti du Coronavirus et du doute de l'efficacité du Vaccin.

Des voix populistes sonnaient sur les réseaux sociaux semant le doute autour même de l'existence de la pandémie du Covid-19, sur sa gravité, la crainte d'une trop grande précipitation dans la conception du vaccin, ou la peur d'effets secondaires.

Semer la méfiance n'est-il pas un indicateur qui exhibe l'effort laborieux de mobilisation de la vaccination contre le Covid-19 pour exorciser une telle suspicion. On ne peut pas autoriser ces paranos et ces psychoses de méfiance : Le Maroc mort, la situation est grave : Plus de 8.000 morts, un virus assassin, misanthrope et meurtrier, il n'a épargné aucun domaine de la vie.

Mobiliser pour le Vaccin est un Must, tout le monde sait que seul le vaccin pourra anéantir cette pandémie du Covid-19.

D'où encore une fois de plus la nécessité impérieuse de la mobilisation qui se pose : L'adhésion de la population Marocaine est incontournable, la convergence est essentielle, l'instauration du climat de confiance est inéluctable.

Le lancement de l'opération de la vaccination, la décision Royale de la gratuité du vaccin va, à coup sûr, immuniser toutes les composantes du peuple marocain (30 Millions pour vacciner à peu près 80 % de la population), de réduire, puis éliminer les cas de contamination et de décès dus à l'épidémie, et de contenir la propagation du virus, participer à augmenter la couverture vaccinale, atteindre l'immunité collective et permettra de mieux respirer et de reprendre une vie normale.

Soyons patients et mobilisons-Nous pour la vaccination. C'est très bientôt, le temps pour oublier ce mal qui hante et obsède la planète, sans aucun doute, la plus grande épreuve subie par notre monde depuis des dizaines de décennies.

Certaines personnes perdent patience et sombrent dans des dépressions. Une angoisse née d'une peur normale règne sur les esprits. On parle de tunnel, de cauchemar, de malédiction.

La vie est mouvementée, agitée, l'espace de liberté est réduit, bloqué, figé.

Soyons encore une fois patients et mobilisons-Nous pour la vaccination contre le Covid-19. C'est très bientôt, nous allons de nouveau voyager, donner libre cours à notre égotisme et croquer la vie à plein dents avec appétence et insatiabilité.

Oublier la noirceur du tunnel et aller de l'avant. Le bout du tunnel est pour très bientôt. Mobilisons-nous pour se vacciner contre le Covid-19.

## **Biographie**

*Mustapha MAGHRITI est titulaire d'un Doctorat en Relations Economiques Internationales (Faculté de Droit Rabat-Agdal) et d'un diplôme de Troisième cycle en Economie Internationale (Faculté de Droit Rabat-Agdal). Actuellement, il est Inspecteur Divisionnaire des Finances en chef au Ministère de l'Economie et des Finances à Rabat.*

*L'auteur assurait des cours d'Affaires Internationales au Master Affaires Internationales & Stratégie des Acteurs à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Meknès Université Mohammed Moulay Ismail Meknès et des cours des Investissements Directs Etrangers IDE au Master Echanges Internationaux et OMC à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Rabat Souissi, Université Mohammed Souissi et des cours d'Ethique des Affaires à HEC Rabat.*

*Il est à rappeler que l'auteur est un ancien Inspecteur Divisionnaire des Finances au Ministère des Finances à la Direction des Investissements DIE et Ex Cadre supérieur à l'Agence Marocaine de Développement des Investissements AMDI.*

*Aussi, l'auteur a contribué par plusieurs articles, tribunes et points de vue dans plusieurs supports économiques tel le quotidien économique les Eco, l'Economiste, dans l'hebdomadaire Challenge Héβδο, le mensuel Economie & Entreprises, et dans les Echos (France).*

*Par ailleurs, l'auteur est ancien Consultant et Expert dans l'hebdomadaire Marocain Challenges-Héβδο*

## Table des matières

Humour et Humeur: Perte de temps ou sources de motivation au travail ? .....	3
La Galanterie au 21 <sup>ème</sup> siècle : Un comportement sexy ou une attitude sexiste?.....	7
Accord de libre Echange Rabat/Ankara : Les dessous économiques de la pomme de discorde .....	10
Pression fiscale, équilibres politiques et sociaux : Quels liens ? Quelles accolades.....	13
Le Roi Mohammed VI et la TPE : L’opus Royal au service de la Jeunesse Marocaine .....	16
Le Succès d’une Œuvre Royale de l’Entreprenariat Juvénile TPE-PME : Quelles sont les conditions de réussite ?.....	19
Périple meurtrier d’un anathème chinois sur notre planète : Quelles mesures de riposte ?.....	24
La bataille contre le Coronavirus Covid-19 au Maroc : Un combat national	26
Le Maroc au temps de Corona, un Maroc nouveau se façonne .....	29
Quelle Stratégie de Gouvernance Nationale de lutte contre le Covid-19 au Maroc ? Quelles sont les grandes priorités ?.....	31
La révélation Humaine et Sociale des Marocains au temps du Corona .....	35
Les Relations Financières Internationales du Maroc avec le FMI au temps du Corona .....	38
Le deuil de la globalisation au temps du Covid-19 .....	41
Abderrahmane Youssofi : Un homme d'exception.....	45
Le Maroc entre vulnérabilité économique et Forteresse sociale au temps du Covid-19 .....	47
Plus contagieux que la Covid-19, la pandémie du racisme, I can’t breathe .....	51
Les Relations Economiques Internationale Virales à l’heure du Covid-19.....	53
Quelle cartographie de la géopolitique mondiale au temps du Covid-19 ?.....	58
Quand les USA démissionnent de la Santé Mondiale à l’heure du Covid-19 : Quels contrecoups ? Quelles répercussions ?.....	63

Climat des Affaires au Maroc à l'heure du Covid-19 : Quelles pistes d'amélioration de l'attractivité de l'investissement au temps du Coronavirus?.....	66
Le Deuil du cèdre de Beyrouth.....	71
Quel rôle de la Diplomatie Internationale au temps du Covid-19 ?.....	74
L'économie Marocaine entre le marteau du protectionnisme et l'enclume de l'ouverture à l'heure du Covid-19 .....	77
Repenser le Patriotisme et le Civisme au Maroc à l'heure du Covid-19 .....	79
Apostrophes sur les stratégies de sauvetage et de relance de l'économie Marocaine au temps du covid-19.....	83
Anges et démons .....	90
Blasphème contre le PROPHETE, Blasphème contre l'humanité : Plus contagieuse que la Covid-19, la pandémie de l'intolérance .....	93
La Course à la Maison Blanche, le Duel D.Trump/J.Biden : Quel impact sur la géopolitique mondiale et les Relations Internationales .....	96
Mais encore de notre Sahara Marocain, Mais encore de notre sable d'Or Marocain !!! .....	100
Covid-19 et repositionnement de l'Union Européenne sur l'Afrique : Une aubaine pour la centralité géopolitique de la Méditerranée .....	103
Le Passif de D. Trump et la mission de replâtrage de l'économie mondiale de Joe Biden .....	106
Les dunes de sable et la malice des milices .....	109
Quelle nouvelle cartographie du Commerce International à l'heure du Covid-19 ? .....	111
Le déracinement du dogme de la haine : Un préalable irrécusable contre le terrorisme.....	115
ADIEU SALAH, Salaheddine El Ghomari : Un Journaliste d'exception l 19	
La Seringue de l'Espoir.....	121
La Communication : Un préalable incontournable pour la réussite de la campagne de la Vaccination Anti-Covid 19 .....	125

Le Warning de la Dette Mondiale.....	128
L'année 2020, une année à oublier .....	131
L'année 2021 entre le marteau des signes positifs et l'enclume des risques à appréhender.....	134
Clémence Divine et Démence Humaine .....	138
Quelle Géopolitique Mondiale à l'heure de Joe Biden ? .....	140
La Seringue et Dose Royale de l'Espoir .....	144

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

**More  
Books!**



yes  
**I want morebooks!**

Buy your books fast and straightforward online - at one of world's fastest growing online book stores! Environmentally sound due to Print-on-Demand technologies.

Buy your books online at  
**[www.morebooks.shop](http://www.morebooks.shop)**

Achetez vos livres en ligne, vite et bien, sur l'une des librairies en ligne les plus performantes au monde!

En protégeant nos ressources et notre environnement grâce à l'impression à la demande.

La librairie en ligne pour acheter plus vite  
**[www.morebooks.shop](http://www.morebooks.shop)**

KS OmniScriptum Publishing  
Brivibas gatve 197  
LV-1039 Riga, Latvia  
Telefax: +371 686 20455

[info@omniscryptum.com](mailto:info@omniscryptum.com)  
[www.omniscryptum.com](http://www.omniscryptum.com)



FOR AUTHOR USE ONLY